

RAPPORT
ANNUEL
& FINANCIAL
REPORT
2009

FAITS FINANCIERS MARQUANTS

- Croissance de 1,6 % en monnaies locales sur une base comparable
- Marge EBITDA soutenue à 20,7 %
- Hausse de 79 % du bénéfice net à CHF 199 millions
- Multiplication par trois du flux de trésorerie disponible à CHF 459 millions
- Renforcement du bilan, réduction de la dette nette de CHF 939 millions
- Proposition d'un dividende en numéraire de CHF 20.60

CHIFFRES CLÉS

en millions de francs suisses, hors données par action	2009	2008
Chiffre d'affaires	3 959	4 087
Bénéfice brut	1 780	1 862
En % du chiffre d'affaires	45,0 %	45,6 %
EBITDA sur une base comparable ^{a, b}	820	842
En % du chiffre d'affaires	20,7 %	20,6 %
EBITDA ^a	758	765
En % du chiffre d'affaires	19,1 %	18,7 %
Bénéfice d'exploitation sur une base comparable ^b	525	486
En % du chiffre d'affaires	13,3 %	11,9 %
Résultat d'exploitation	460	379
En % du chiffre d'affaires	11,6 %	9,3 %
Bénéfice attribuable aux actionnaires de la société mère	199	111
En % du chiffre d'affaires	5,0 %	2,7 %
Bénéfice par action – de base (CHF) ^{c, d}	25.07	14.98
Bénéfice par action – dilué (CHF) ^{c, d}	24.97	14.87
Flux de trésorerie opérationnel	738	541
En % du chiffre d'affaires	18,6 %	13,2 %

a) EBITDA: **E**arnings **B**efore **I**nterest (and other financial income (expense), net), **T**ax, **D**epreciation and **A**mortisation. Il correspond au résultat d'exploitation avant déductions pour dépréciations, amortissements et perte de valeur des actifs à long terme.

b) L'EBITDA sur une base comparable ne tient pas compte des charges de restructuration associées à l'acquisition. Le bénéfice d'exploitation sur une base comparable exclut les charges de restructuration associées à l'acquisition et la perte de valeur des actifs à long terme.

c) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation a été relevé rétrospectivement après l'augmentation du capital-actions pour toutes les périodes précédant la capitalisation, afin de prendre en compte la prime de l'émission de droits.

d) La conversion des obligations remboursables en actions (Mandatory Convertible Securities, MCS) en mars 2010 influera sur le calcul des futurs bénéfices par action.

En millions de francs suisses, hors données des employés	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Total de l'actif	7 083	6 997
Total du passif	4 271	4 904
Total des fonds propres	2 812	2 093
Nombre d'employés	8 501	8 772

TABLE DES MATIÈRES

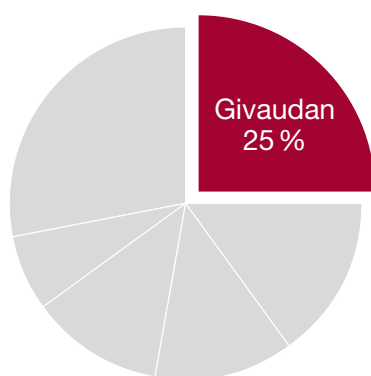
<i>En bref</i>	2
<i>Événements clés en 2009</i>	6
<i>Message du Président</i>	8
<i>Message du Directeur général</i>	10
<i>Performance commerciale</i>	16
<i>Division Parfums</i>	20
Parfumerie fine	21
Parfums pour produits de consommation	23
Ingrédients de parfumerie	23
<i>Division Arômes</i>	26
Asie-Pacifique	28
Europe, Afrique, Moyen-Orient	28
Amérique du Nord	29
Amérique latine	29
<i>Recherche et Développement</i>	32
Division Parfums	32
Division Arômes	34
<i>Modèle d'entreprise durable</i>	38
<i>Gouvernance d'entreprise</i>	51
<i>Rémunérations</i>	62
<i>Rapport Financier</i>	69
<i>Givaudan dans le monde</i>	132
<i>Contacts/Crédits</i>	136

EN BREF

Leader de l'industrie des parfums et des arômes, Givaudan crée des parfums et des arômes uniques et innovants pour ses clients dans le monde entier.

C'est grâce à la présence d'équipes Ventes et Marketing implantées sur tous les marchés développés et émergents que Givaudan s'est forgé cette place de leader. Nos parfums et nos arômes entrent dans la composition de nombreux produits finis : parfumerie fine, produits d'hygiène, d'entretien, lessives, boissons sans alcool, plats préparés, produits laitiers, confiseries. C'est en s'engageant à investir sans relâche dans des programmes de recherche et développement et dans des outils de connaissance des consommateurs que Givaudan maintient sa place de leader. Nos activités, à l'efficacité reconnue, sont pilotées par deux divisions, Parfums et Arômes, elles-mêmes soutenues par des fonctions intégrées telles que Finances, Ressources Humaines et Informatique.

PARTS DE MARCHÉ



Taille du marché total
estimée à
CHF ~17-18 milliards

Chiffre d'affaires en 2009 : CHF 3 959 millions

Sites : 82, dont 33 dédiés à la production

Effectifs : 8 501

Siège social : Vernier, Suisse

Part de marché mondiale : 25 %

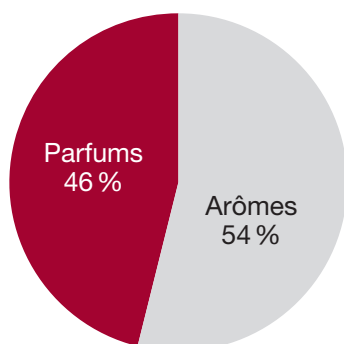
Part du chiffre d'affaires réinvestie
en recherche et développement en 2009 : 8,2 %

UNE PRÉSENCE MONDIALE

Givaudan affiche une présence dominante dans l'ensemble des marchés clés, grâce à un réseau de 82 sites répartis sur des marchés émergents et développés dans le monde entier. Cette implantation mondiale est l'une des clés du succès de la Société, qui occupe une place de leader sur le secteur.



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DIVISION



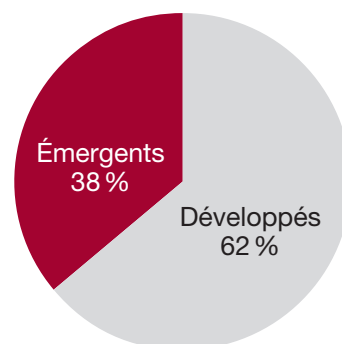
Chiffre d'affaires
Parfums 46 %

CHF 1 824 millions
-3,9 % en francs suisses
+0,9 % en monnaies locales

Chiffre d'affaires
Arômes 54 %

CHF 2 135 millions
-2,5 % en francs suisses
+1,9 % en monnaies locales

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ



Marchés émergents 38 %

CHF 1 509 millions
+9,3 % en monnaies locales

Marchés développés 62 %

CHF 2 450 millions
-3,2 % en monnaies locales

ORGANISATION

En associant sa longue et riche expérience à une technologie de pointe, Givaudan s'efforce d'être le leader dans l'innovation sensorielle et souhaite créer de la valeur ajoutée pour ses clients. La Société opère par le biais de ses deux divisions intégrées.

Division Parfums

Nos parfumeurs créent des parfums pour les marques internationales les plus respectées. La division est organisée en trois segments qui bénéficient d'une connaissance approfondie des dernières tendances de consommation, d'une organisation performante dans la recherche et le développement ainsi que d'une structure opérationnelle mondiale efficace.

Division Arômes

Givaudan est le partenaire privilégié des leaders mondiaux de l'industrie agro-alimentaire et des boissons. La division développe des applications produits uniques et conquiert de nouveaux marchés grâce à son savoir-faire international en matière de compréhension et d'analyse sensorielles et à sa capacité d'innover pour répondre aux demandes des consommateurs. Du concept à la restauration rapide, en passant par les linéaires, nous collaborons avec les industriels de l'agro-alimentaire et des boissons afin de mettre au point des arômes et des saveurs qui entrent dans la composition des produits leaders du marché, sur les cinq continents.

Directeur général et Comité exécutif

Division Parfums CHF 1 824 millions

Parfumerie fine 21 %

Parfums emblématiques,
extensions de lignes de produits

Parfums pour produits de consommation 66 %

Parfums pour soins de la peau et produits capillaires,
produits d'hygiène, produits d'hygiène bucco-dentaire
et parfums d'ambiance, d'entretien et de lessives

Ingrédients de parfumerie 13 %

Usage interne, ventes à des tiers

Division Arômes CHF 2 135 millions

Boissons 35 %

Boissons sans alcool,
jus de fruits et boissons instantanées

Entremets salés 35 %

Plats préparés, snacks, soupes et sauces
Viande et volaille

Produits laitiers 12 %

Glaces et yaourts, desserts, pâtes à tartiner
(margarines)

Confiserie 18 %

Produits de boulangerie et de pâtisserie, sucreries,
chocolats et chewing-gums

Achats

Finance

Informatique

Ressources Humaines

Fonctions Groupe : Communication, Juridique, EHS

NOTRE STRATÉGIE : GENERER UNE CROISSANCE RENTABLE

Givaudan poursuit avec succès la stratégie mise en place, lors de sa première cotation indépendante à la SIX Swiss Exchange, en 2000. Depuis près de 10 ans, l'objectif de notre stratégie est de générer une croissance rentable. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Mettre l'accent sur l'innovation
- Accroître le nombre de nouveaux contrats
- Développer notre position dominante dans les marchés émergents
- Élargir notre base de clientèle
- Réaliser des acquisitions au gré des opportunités

UNE ACTIVITÉ ÉQUILIBRÉE, NATURELLEMENT PROTÉGÉE

Un mix produits très diversifié et équilibré

La croissance durable à long terme de Givaudan s'appuie principalement sur son activité équilibrée, naturellement protégée, qui lui permet de conserver un avantage concurrentiel, malgré les fluctuations de la conjoncture économique et les variations de commandes des clients. Ces protections proviennent :

de la répartition géographique

- 38 % de nos ventes sont réalisées sur les marchés émergents,
- 62 % sur les marchés développés.

de la clientèle et des produits

- Notre clientèle, composée de multinationales comme de clients régionaux, est diversifiée. Elle va des marques haut de gamme aux plus confidentielles.

de la segmentation

- La Société affiche un portefeuille équilibré d'applications Parfums et Arômes.

des monnaies locales

- Nos centres de création et de production sont proches de nos clients.
- Nos ventes et frais sont équitablement répartis entre les principales devises, ce qui protège nos marges.

ÉVÉNEMENTS CLÉS EN 2009

Janvier



Nouveau Centre de Création de East Hanover (New Jersey, États-Unis).

8 janvier 2009

Introduction de la fève tonka torréfiée, certifiée Ecocert, dans la palette de création des parfumeurs. Cet ingrédient naturel provient du programme d'approvisionnement éthique que Givaudan a mis en place au Venezuela.

13 janvier 2009

Ouverture du nouveau Centre de Création d'East Hanover (New Jersey, États-Unis), spécialisé dans les parfums pour produits de consommation.

14 janvier 2009

Inauguration, après agrandissement, du site de production de parfums de Malvinas, à Buenos Aires en Argentine.

Février



La feuille de stévia, un puissant édulcorant naturel.

11 février 2009

Dépôt, par les chercheurs en arômes de Givaudan, des brevets protégeant leur découverte sur le récepteur de l'amertume, activé par le rebaudioside-A. Ce nouveau « puissant édulcorant naturel » est dérivé de la stévia.

17 février 2009

Résultats annuels 2008 : Givaudan affiche de solides résultats dans un environnement économique difficile.

25 février 2009

Dans le cadre de son programme TasteSolutions™, la Société conçoit un portefeuille exhaustif de composants et d'ingrédients afin d'aider ses aromaticiens à améliorer la perception du goût salé dans les applications à teneur réduite en sel.

Mars



Givaudan parraine une école au Laos.

2 mars 2009

La division Parfums de Givaudan présente une brochure faisant la synthèse de ses études consommateurs dans les marchés émergents : Brésil, Mexique, Chine et Inde.

18 mars 2009

Présentation aux clients et aux médias de la troisième initiative du programme Givaudan Innovative Naturals™ : un projet d'approvisionnement durable en benjoin du Laos.

26 mars 2009

L'Assemblée Générale Ordinaire procède à l'élection de Thomas Rufer comme nouvel administrateur et à la réélection d'André Hoffmann et de Juerg Witmer au Conseil d'administration, pour une durée de trois ans.

Juin



Laboratoire d'application de préparations sucrées à Buenos Aires, Argentine.

9 juin 2009

Inauguration, après rénovation, du nouveau site de vente, de création et d'application pour les arômes à Buenos Aires, en Argentine.

11 juin 2009

Augmentation de capital par l'émission de nouvelles actions, destinées à restructurer le passif et à renforcer la souplesse opérationnelle.

Août



Givaudan présente ses dernières recherches sur l'« umami », ou « goût délicieux » en japonais.

4 août 2009

Résultats semestriels 2009 : dynamique en amélioration et solide flux de trésorerie.

19 août 2009

Givaudan présente ses dernières recherches scientifiques et culinaires sur l'« umami » dans le cadre de son programme TasteSolutions™. Le Groupe développe une palette complète d'ingrédients naturels, permettant à ses aromaticiens de créer des arômes augmentant l'authenticité et le savoureux des produits alimentaires sans ajouter d'exhausteurs de goût.

Août



Présentation des résultats semestriels de Givaudan aux investisseurs, Zurich.

27 août 2009

La présentation des résultats semestriels de Givaudan aux investisseurs a attiré un nombre record de 49 participants. Cet événement permet à la Société de confirmer son engagement dans l'innovation sensorielle.

Avril



L'École de Parfumerie de Givaudan à Argenteuil, France.

1^{er} avril 2009

L'École de Parfumerie de Givaudan est le sujet d'un article de fond sur l'industrie des parfums dans le numéro spécial Fashion & Style d'avril de Time magazine.

3 avril 2009

Chiffre d'affaires du premier trimestre 2009 : résilience des activités Parfums pour produits de consommation et Arômes.

Mai



Présentation de « Fragrance & Feelings », une brochure élaborée par les chercheurs en parfumerie de Givaudan.

4 mai 2009

Présentation de « Fragrance & Feelings », une brochure élaborée par les chercheurs en parfumerie de Givaudan, portant sur la psychologie de l'olfaction et l'analyse sensorielle.

6 mai 2009

Présentation des dernières innovations du programme TasteEssentials™ sur l'arôme de volaille. Ces ingrédients naturels présentent des qualités exceptionnelles, qui se retrouvent dans les préparations alimentaires. Ils sont plébiscités par les consommateurs, en dépit du contexte économique défavorable.

Mai



FiFi® est une marque déposée de la Fragrance Foundation.

22 mai 2009

A l'occasion du Salon IFIA, réunissant à Tokyo les acteurs de l'industrie des additifs et ingrédients agro-alimentaires, l'équipe TasteTrek™ Agrumes de Givaudan organise avec succès un séminaire. Il rassemble 150 clients venant des secteurs de l'alimentation et des boissons, ainsi que des journalistes. L'image de la Société sur ce marché clé en sort confortée.

27 mai 2009

Givaudan obtient sept récompenses à la cérémonie des FiFi® Awards à New York.

Septembre



Présentation du nouveau livre d'Annick Le Guérin, au Centre de Création Parfumerie Fine à Paris.

10 septembre 2009

L'écrivain Annick Le Guérin présente son nouveau livre « Quand le parfum portait remède » au Centre de Création de Parfumerie Fine, Avenue Kleber, à Paris.

23 septembre 2009

En marge du sommet de l'alimentation de Mexico, Givaudan organise un séminaire interactif de deux jours pour présenter à ses clients et aux journalistes les avantages et la technologie du programme Taste Solutions™.

Octobre



Givaudan déploie avec succès le système SAP sur trois sites.

5 octobre 2009

L'implémentation du nouveau système d'entreprise SAP s'est poursuivie dans toute l'Europe, avec sa mise en service sur trois sites européens : Ashford (Royaume-Uni) ainsi que Naarden et Barneveld (Pays-Bas).

9 octobre 2009

Chiffre d'affaires des neuf premiers mois : la dynamique continue de s'améliorer.

Novembre



Givaudan dévoile les arômes de TasteTrek™ Agrumes au Salon Food Ingredients Europe de Francfort.

18 novembre 2009

Les nouveaux arômes citron et citron vert du programme TasteTrek™ Agrumes ont été favorablement accueillis par les clients et les journalistes.

23 novembre 2009

Le très respecté magazine *New Yorker* publie un long article sur Givaudan, intitulé « The Taste Makers »

28 novembre 2009

Un article du supplément « How to spend it », du Financial Times, présente notre programme « Innovative Naturals™ » et la collection « Orpur™ ».



Message du Président

Chers actionnaires,

Malgré un environnement économique mondial très difficile, Givaudan a fait la preuve de sa capacité de résistance en 2009, enregistrant une hausse de ses ventes de 1,6 % en monnaies locales, ainsi qu'une progression de son bénéfice net à CHF 199 millions. En termes comparables, la marge EBITDA est restée stable par rapport à 2008, à 20,7 %, car nous avons su faire face aux vents contraires. Économies liées à l'intégration, hausses de prix, mesures de contrôle des coûts et amélioration de notre efficacité – voilà ce qui nous a permis de compenser la compression de la marge brute.

Dans de telles circonstances, il s'agit donc d'une performance très satisfaisante qui conforte notre position dominante dans le secteur des parfums et des arômes. Il convient par ailleurs de souligner que ce résultat a été obtenu parallèlement à l'introduction ou à la poursuite d'un certain nombre de projets ambitieux dans le cadre de la transformation de l'Entreprise. Au nom du Conseil, je tiens à exprimer toute ma gratitude à l'équipe de direction et à tous nos collaborateurs, répartis sur nos 82 sites dans le monde, pour les efforts qu'ils ont consentis et le dévouement dont ils ont fait preuve.

À chaque visite de site, le Conseil d'administration et moi-même sommes les témoins privilégiés de

l'engagement exceptionnel de notre personnel. En 2009, j'ai eu par exemple le privilège d'observer au Laos l'évolution du projet élaboré avec notre partenaire visant un approvisionnement durable en benjoin, dans le cadre de notre programme Innovative Naturals™. Le benjoin est une matière première utilisée en Parfumerie fine et dans les Parfums pour produits de consommation. C'est une résine récoltée sur les arbres par des villageois habitant dans le nord du pays. Annoncée en début d'année, il s'agit de la troisième initiative de notre programme Innovative Naturals™, qui vient s'ajouter aux projets d'approvisionnement durable comme l'essence de santal en Australie et les fèves tonka au Venezuela.

Ces projets assoient la présence de Givaudan dans les marchés émergents, qui représentent désormais plus de 38 % de nos ventes mondiales.

En juin, nous avons achevé avec succès notre émission de droits, d'un montant de CHF 420 millions.

Le capital ainsi levé a renforcé, malgré le contexte macroéconomique incertain, la flexibilité de Givaudan à mettre en œuvre des stratégies axées sur la croissance et la rentabilité futures, lesquelles incluent des

« Notre entreprise affiche solidité et résilience
et continuera à renforcer
sa position dominante sur le secteur. »

investissements dans l'innovation et des améliorations de notre productivité.

L'émission de droits s'est traduite par un désendettement, le niveau absolu de la dette nette ayant été réduit de presque CHF 1 milliard dès 2009. En outre, elle a abaissé notre besoin en refinancement pour 2011 et 2012 et élargit nos futures possibilités dans ce domaine.

Le processus d'intégration de Quest International, acquise en 2007, touchera bientôt à son terme. La gestion de cette intégration a été exemplaire. La Société dispose d'un réseau créatif mondial diversifié, étayé par des ressources solides en marketing et en recherche ainsi que par des outils de compréhension des consommateurs, qui lui permettent de résister à un contexte économique adverse sans précédent, ce dont elle a fait la preuve en 2009.

Professeur John Marthinsen, qui s'est retiré du Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale de 2009, a été remplacé par Thomas Rufer, qui bénéficie d'une longue expérience en gestion, comptabilité et administration des entreprises. Je tiens à adresser tous mes remerciements à John Marthinsen pour son inestimable contribution, depuis 2000, au Conseil

d'administration, au sein duquel ce changement procède d'un renouvellement progressif, marqué par une planification à long terme de la relève interne et par la promotion d'expériences variées.

À l'approche du dixième anniversaire de l'introduction de Givaudan à la SIX Swiss Exchange, je suis fier de pouvoir dire que notre entreprise affiche solidité et résilience et qu'elle continuera à renforcer sa position dominante sur le secteur et à générer de la valeur ajoutée pour ses clients et ses actionnaires en privilégiant innovation et développement durable.



Dr Jürg Witmer
Président



Message du Directeur général

Chers actionnaires,

Du fait de difficultés économiques sans précédent, l'année 2009 aura été une année test pour la conjoncture mondiale, pour l'industrie des arômes et des parfums, et pour Givaudan. Toutefois, malgré des obstacles de taille, notre solide performance sur l'exercice a démontré la bonne résistance relative propre à l'activité de Givaudan.

La bonne performance en termes de chiffre d'affaires, qui nous place à la pointe du secteur, est soutenue par notre taille, par notre présence équilibrée sur tous les segments de produits, par la diversité de notre clientèle et par la forte proportion de ventes réalisées dans les marchés émergents – autant de couvertures naturelles que renforcent les complémentarités affichées par Quest International, dont l'intégration réussie ces dernières années contribue à des fondations solides pour l'avenir.

L'environnement conjoncturel défavorable s'est traduit par un recul marqué des dépenses de consommation sur les marchés développés, notamment dans les segments discrétionnaires tels que la parfumerie fine. De plus, le déstockage observé sur l'ensemble des chaînes d'approvisionnement de nos clients a pesé sur notre performance pendant les premiers mois de l'année. Malgré tout cela, nous sommes parvenus à dégager une croissance de notre chiffre d'affaires en monnaies

locales ainsi qu'une légère amélioration de notre rentabilité par rapport aux niveaux de 2008.

Le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 1,6 % pour s'inscrire à CHF 3 959 millions sur une base comparable et en monnaies locales. La hausse du chiffre d'affaires a été plus forte dans la division Arômes avec une progression de 2,2 % en monnaies locales sur une base comparable, contre 0,9 % en monnaies locales dans la division Parfums. Nos solides performances sur les marchés émergents ont été le principal contributeur à cet excellent résultat, de même que notre capacité constante à remporter de nombreux nouveaux contrats auprès de nos clients.

Les ventes des activités sous-jacentes dans la division Arômes et dans les Parfums pour produits de consommation ont fait la preuve de leur résilience naturelle, alors que le chiffre d'affaires du segment Parfumerie fine a été lourdement affecté par le déclin des ventes de détail de ce marché. La croissance a enregistré un rebond en fin d'année 2009 mais nous anticipons une année 2010 tout aussi difficile pour la Parfumerie fine.

Malgré de puissants vents contraires, Givaudan a pu maintenir sa rentabilité aux niveaux de 2008 grâce

« Malgré les vents contraires, nous sommes parvenus à dégager une croissance de notre chiffre d'affaires en monnaies locales ainsi qu'une légère amélioration de notre rentabilité par rapport aux niveaux de 2008. »

à d'importantes économies de coûts. Sur une base comparable, l'EBITDA (bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) a accusé un léger recul, de CHF 842 millions en 2008 à CHF 820 millions en 2009 mais, en monnaies locales, a gagné 1,7 %, soit une marge EBITDA consolidée de 20,7 %.

Le bénéfice net a augmenté de 79 %, à CHF 199 millions, contre CHF 111 millions l'an dernier.

Il est clair que de tels résultats n'auraient pas été possibles sans les synergies liées à l'intégration et autres mesures de contrôle des coûts mises en place à tous les niveaux en 2009. Afin de consolider encore notre position parmi les fournisseurs les plus efficaces et les plus économiques de parfums et d'arômes innovants, nous nous efforçons sans relâche d'optimiser la chaîne d'approvisionnement.

Il convient à ce titre de noter que l'environnement défavorable de 2009 ne nous aura pas empêchés de continuer à progresser en ce qui concerne tant l'intégration que ladite optimisation. Ainsi, la fermeture au premier semestre du site de production d'ingrédients de parfumerie de Lyon (France) a été finalisée dans les

délais prévus, tout comme celle, sur le segment des arômes, du site d'Owing Mills (États-Unis), dont la production a été transférée dans nos sites nord-américains existants. De ce fait, les initiatives liées à l'intégration, qui ont continué d'avancer conformément au calendrier, ont permis d'atteindre l'objectif de CHF 170 millions d'économies sur l'exercice. Ces mesures de contrôle des coûts se sont accompagnées d'une réduction significative des dépenses discrétionnaires. Un suivi rigoureux des programmes d'investissement prévus et une définition claire des projets prioritaires ont permis de maintenir les dépenses en la matière à un bas niveau durant l'exercice, de manière à préserver les flux de trésorerie et à privilégier le désendettement.

La priorité accordée à l'amélioration de notre fonds de roulement a entraîné une baisse de 17 % de nos stocks, ce qui a accru la génération de flux de trésorerie opérationnels à CHF 738 millions en 2009 (CHF 541 millions en 2008).

Par ailleurs, l'émission de droits en juin 2009 nous a permis de nettement accélérer l'assainissement de notre situation financière et, en fin d'exercice, nous sommes parvenus à réduire de CHF 939 millions notre dette nette, à CHF 1,5 milliard.

« La performance de Givaudan dans cet environnement commercial difficile représente un accomplissement très satisfaisant et témoigne de nos capacités uniques. »

Tout en maintenant la priorité que nous accordons à nos clients, nous avons également pu réaliser des progrès dans nombre d'autres initiatives clés. La progression du projet Outlook, notre nouveau système d'entreprise basé sur SAP, est conforme à son plan de déploiement mondial.

Après son implémentation réussie à Ashford (Royaume-Uni) et sur nos deux sites néerlandais, Naarden et Barneveld, 2010 sera l'année des premiers déploiements en Amérique du Nord et en Amérique latine.

En 2009, nous avons par ailleurs lancé notre programme global de développement durable et avons, dans ce cadre, commencé le déploiement à l'échelle mondiale de notre programme comportemental de sécurité en vue d'apporter de nouvelles améliorations en matière de sécurité personnelle. L'une des satisfactions apportées par ces deux projets est qu'il est rapidement apparu que nous avions déjà mis en place de multiples initiatives dans ces deux domaines, dont un grand nombre de projets clients. Nous sommes aux côtés de nos clients sur une série de thèmes complexes liés au concept de durabilité dans tous les aspects du cycle de vie des produits, de l'offre de produits finis plus bénéfiques à la santé en réduisant leur teneur en sel et en sucre à la poursuite de notre stratégie d'approvisionnement durable.

Au début des années 1990, la division Parfums a été la première maison du secteur à lancer un programme interne de tests de biodégradabilité. Plus de 600 études ont été menées depuis, nous permettant de disposer de la plus grande base de données environnementales sur le secteur du parfum.

De même, la division Arômes de Givaudan met au point des essences d'agrumes naturelles afin de compléter et garantir la disponibilité de ces matières premières. Nous nous basons sur ces procédés afin de créer des arômes d'agrumes authentiques pour les boissons et aliments de nos clients, ce qui permet d'assurer un approvisionnement à long terme et la stabilité des prix.

Il est encore trop tôt aujourd'hui pour dire quand la crise économique mondiale prendra fin. Malgré quelques signes de reprise, de grands points d'interrogation subsistent, tout particulièrement aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon. Le marché de la Parfumerie fine demeure par ailleurs atone en termes de vente au détail et pour l'heure, cette tendance est appelée à se poursuivre.

À la lumière de ces prévisions, nous continuerons d'étudier des moyens supplémentaires d'améliorer notre compétitivité en 2010 et à long terme.

« Sur la base de ces résultats, nous réaffirmons nos objectifs :
encore une fois, nous sommes persuadés que,
d'ici à fin 2010, nous aurons retrouvé la rentabilité
que nous affichions avant l'acquisition. »

Compte tenu d'un environnement défavorable, la performance globale de Givaudan en 2009 apparaît très satisfaisante et témoigne, d'une part, de notre capacité unique à offrir des solutions innovantes à nos clients et, de l'autre, de notre connaissance approfondie des marchés sur lesquels nous opérons. Givaudan a surpassé le marché global, une performance attribuable aux fondements solides dont nous nous sommes dotés avec l'intégration de Quest International et aux efforts et à l'engagement exceptionnels de nos employés.

En juin 2010, nous célébrerons le 10^e anniversaire de la cotation indépendante de notre société à la SIX Swiss Exchange. Cette étape décisive a été le point de départ de nombreux changements qui ont contribué à faire de notre Société le leader incontesté de son secteur. En l'espace de dix ans, nous avons réussi à combiner les atouts de nombreuses entreprises, à nous enrichir par l'arrivée de nouveaux talents et à augmenter continuellement nos efforts de recherche, ces derniers constituant un élément clé pour nous différencier en tant que leader du secteur et pour régulièrement afficher une croissance organique deux fois plus forte que celle du marché.

Sur la base de ces résultats, nous réaffirmons nos objectifs : encore une fois, nous sommes persuadés que,

d'ici à fin 2010, nous aurons retrouvé la rentabilité que nous affichions avant l'acquisition et que nos initiatives de croissance nous permettront de continuer à surpasser l'évolution du marché. Certes, du fait des difficultés rencontrées en 2009, atteindre cet objectif ne sera pas chose facile mais nous sommes convaincus d'avoir mis en place la stratégie et les initiatives qui conviennent pour y parvenir.

Notre entreprise est parfaitement armée pour relever les défis qui l'attendent en 2010 et pour poursuivre la croissance de ses ventes et de sa rentabilité. Nous sommes fins prêts à profiter de la prochaine reprise économique dès qu'elle sera au rendez-vous, pour consolider notre position de leader.



Gilles Andrier
Directeur général



Révéler les sens

Une invitation à découvrir notre processus de création : unique et passionnant. Un voyage fascinant, qui va de la recherche fondamentale, à la célébration des sens, en passant par la création pure.

Laissez-vous séduire par cette aventure à la croisée de différents univers : savoir, découverte, talent et performance.

PERFORMANCE COMMERCIALE

En 2009, le chiffre d'affaires du groupe Givaudan a totalisé CHF 3 959 millions, soit une hausse de 1,4 % en monnaies locales et un recul de 3,1 % en francs suisses par rapport à l'année dernière. Sur une base comparable (en monnaies locales hors effet de la cession d'activité), le chiffre d'affaires a progressé de 1,6 % par rapport à 2008.

La division Parfums a réalisé un chiffre d'affaires de CHF 1 824 millions, soit une hausse de 0,9 % en monnaies locales et un recul de 3,9 % en francs suisses par rapport à 2008.

Le chiffre d'affaires de la division Arômes s'établissait à CHF 2 135 millions, soit une hausse de 1,9 % en monnaies locales et un recul de 2,5 % en francs suisses par rapport à l'année dernière. Sur une base comparable, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,2 % par rapport à 2008.

Marge brute

La marge brute a baissé de 45,6 % à 45,0 % du fait de la forte augmentation du coût des matières premières, de l'énergie et des transports. Le prix des matières premières de base et de l'énergie a certes baissé par rapport au pic atteint au premier trimestre 2009, mais l'impact de ce recul sur les marges de Givaudan ne s'est pas entièrement réalisé en 2009.

En 2009, les volumes de production ont été beaucoup moins élevés qu'en 2008, érodés par la baisse du chiffre

d'affaires et la réduction des stocks. Les coûts de production n'ayant pas pu être réduits proportionnellement, ils ont pesé sur la marge brute.

EBITDA (bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles)

L'EBITDA a baissé, passant de CHF 765 millions l'année dernière à CHF 758 millions en 2009. Sur une base comparable, l'EBITDA s'établit à CHF 820 millions, en dessous des CHF 842 millions de l'année dernière. Sur une base comparable, la marge EBITDA était de 20,7 % en 2009, contre 20,6 % en 2008.

La baisse de la marge brute a été largement compensée par les importantes mesures de contrôle des coûts et les économies liées à l'intégration. Sur une base comparable, l'EBITDA a augmenté de 1,7 % en monnaies locales.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation a augmenté à CHF 460 millions en 2009, contre CHF 379 millions en 2008.

Sur une base comparable, hors les CHF 65 millions de coûts d'intégration, le résultat d'exploitation est passé à CHF 525 millions en 2009, contre CHF 486 millions en 2008.

Sur une base comparable, la marge d'exploitation a progressé à 13,3 % en 2009, contre 11,9 % en 2008, essentiellement du fait de la réduction de l'amortissement des

immobilisations incorporelles, des économies d'intégration et d'autres importantes mesures de contrôle des coûts, partiellement compensées par la baisse de la marge brute.

Sur une base comparable, le résultat d'exploitation a augmenté de 14,4 % en monnaies locales.

Performance financière

Les coûts de financement se sont élevés à CHF 142 millions en 2009, contre CHF 153 millions en 2008.

Les autres charges financières, nettes de revenus, se sont élevées à CHF 51 millions en 2009, contre CHF 71 millions en 2008. En 2009, Givaudan a de nouveau enregistré des pertes de change bien que celles-ci se soient avérées inférieures à celles de 2008. Le Groupe a continué d'engager des frais de couverture importants comme protection contre la volatilité continue des monnaies.

Les impôts sur les bénéfices du Groupe, mesurés en pourcentage du bénéfice brut, s'élevaient à 25 % en 2009, contre 28 % en 2008.

Bénéfice net

En termes réels, le bénéfice net a augmenté de 79,3 % à CHF 199 millions, contre CHF 111 millions en 2008, soit 5,0 % du chiffre d'affaires en 2009, contre 2,7 % en 2008.

Le bénéfice par action non dilué a augmenté à CHF 25,07, contre CHF 14,98 en 2008.

Flux de trésorerie

Givaudan a dégagé un flux de trésorerie d'exploitation de CHF 738 millions, soit une hausse de CHF 197 millions par rapport à 2008.

La gestion efficace du fond de roulement a permis de réduire les stocks de CHF 126 millions, soit une baisse de 16,7 % par rapport à 2008.

Les créances n'ont pas changé par rapport à 2008, malgré une forte hausse du chiffre d'affaires au dernier trimestre par rapport à 2008.

Le total des investissements nets en immobilisations incorporelles (immobilier, usines et équipement) s'élevait à CHF 95 millions, contre CHF 194 millions en 2008, le Groupe ayant redéfini ses priorités d'investissement.

Les autres immobilisations incorporelles s'inscrivaient à CHF 64 millions en 2009, dont une partie importante a été allouée au projet ERP basé sur le système SAP. La mise en œuvre a été achevée aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et le projet se consacre maintenant à l'Amérique du Nord et du Sud.

Le flux de trésorerie d'exploitation après investissement s'élevait à CHF 589 millions, soit une hausse de 113,4 % par rapport aux CHF 276 millions enregistrés en 2008. Le flux de trésorerie disponible, c'est-à-dire le flux de trésorerie d'exploitation après investissements et intérêts,

s'établissait à CHF 459 millions en 2009, soit trois fois plus qu'en 2008.

En juin 2009, Givaudan a achevé avec succès une émission de droits de CHF 420 millions, avec 99,7 % des droits exercés.

Position financière

La position financière de Givaudan s'est significativement renforcée en 2009.

Grâce à l'effort porté sur la génération de trésorerie, à la baisse des dépenses d'investissements et au produit de l'émission de droits, la dette nette s'établissait à CHF 2 248 millions fin décembre 2009, en dessous des CHF 3 182 millions affichés en décembre 2008.

Hors les obligations remboursables en actions (*Mandatory Convertible Securities*, MCS), la dette nette s'élevait à CHF 1 499 millions fin décembre 2009, contre CHF 2 438 millions en décembre 2008.

Fin 2009, le ratio d'endettement était de 30 %, contre 46 % fin 2008.

Dividendes

À l'occasion de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 25 mars 2010, le Conseil d'administration recommandera de verser aux actionnaires un dividende en numéraire de CHF 20,60 par action, soit une hausse de 3,0 % par rapport à 2008.

Perspectives

Pour l'ensemble de l'exercice 2010, Givaudan devrait continuer de dépasser la croissance du marché sous-jacent grâce à un portefeuille croissant de briefs et à de nouveaux contrats remportés. Les progrès réalisés lors de l'intégration ont renforcé la plateforme unique de Givaudan pour permettre une croissance accélérée et une amélioration de sa performance.

Le Groupe est en bonne voie d'atteindre l'objectif annoncé de CHF 200 millions d'économies en 2010 et, de ce fait, de retrouver en 2010 la marge EBITDA de 22,7 % qu'il dégageait avant l'acquisition.

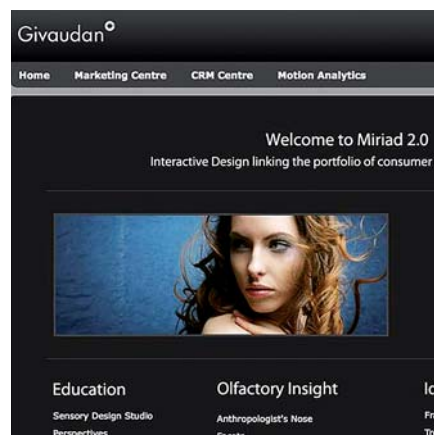
Sur fond d'embellie des conditions économiques, Givaudan poursuit ses initiatives de croissance afin d'augmenter sa part de marché dans les pays émergents et sur les segments de marchés clés.



Savoir

Pas de concept sans savoir. Il enrichit le processus de création par des méthodes de pointe qui permettent d'élaborer des solutions innovantes. Il est le lien vital entre créativité, science et technologie.

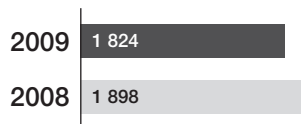
Source inépuisable d'informations pour mieux cerner les goûts des consommateurs, l'outil de gestion des connaissances Miriad 2.0™ aide les parfumeurs à créer des fragrances qui signent leur époque. En 2009, il s'est vu enrichir de données précieuses sur les consommateurs des marchés émergents. Outil de recherche révolutionnaire doté d'une riche base d'analyse et d'un large champ géographique, Perfume Pulse associe les matières premières à leurs évocations.



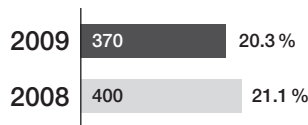
DIVISION PARFUMS

En millions de francs suisses et
en % du chiffre d'affaires

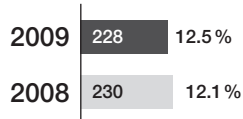
Chiffre d'affaires



EBITDA*



Résultat d'exploitation*



EBITDA : Earnings Before Interest (and other financial income), Tax, Depreciation and Amortisation. Bénéfices avant Intérêts (et autres produits financiers), Impôts et amortissements des Immobilisations corporelles et Incorporelles.

* Sur une base comparable

La division Parfums a enregistré un chiffre d'affaires de CHF 1 824 millions, soit une hausse de 0,9 % en monnaies locales et un recul de 3,9 % en francs suisses. Après un premier trimestre difficile, la dynamique commerciale a été en constante amélioration au cours des trois trimestres suivants. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires de la division Parfums a progressé de 5,3 % en monnaies locales.

Le chiffre d'affaires total des compositions de Parfumerie (pour l'ensemble de la Parfumerie fine et des Parfums pour produits de consommation) a augmenté de 0,8 % en monnaies locales mais a reculé de 4,3 % en francs suisses, à CHF 1 576 millions contre CHF 1 647 millions.

Les excellents résultats de l'activité Parfums pour produits de consommation, dont le chiffre d'affaires a progressé de 3,6 % en monnaies locales, ont permis d'enregistrer des ventes solides et réussi à compenser le recul de 7,6 % du chiffre d'affaires en monnaies locales du segment Parfumerie fine. La Parfumerie fine a particulièrement souffert de la réduction des stocks dans l'ensemble de la chaîne

d'approvisionnement au premier semestre de l'année et de la contraction des ventes au détail sur les marchés développés. Le chiffre d'affaires des Ingrédients de parfumerie a progressé de 2,2 % en monnaies locales, ce qui constitue une excellente performance compte tenu de la forte contraction du chiffre d'affaires enregistrée au début de l'année et qui a été compensée par une croissance à deux chiffres au second semestre 2009.

L'EBITDA a baissé de CHF 348 millions à CHF 333 millions. Sur une base comparable, l'EBITDA a reculé à CHF 370 millions, contre CHF 400 millions en 2008. Le mix produits défavorable provoqué par la baisse du chiffre d'affaires de la Parfumerie fine et la sous-utilisation des capacités de production liée à l'érosion des volumes, notamment des Ingrédients de parfumerie, ont pesé sur la marge brute. La baisse des dépenses d'exploitation, consécutive à la mise en place de nouvelles économies d'intégration et de mesures de contrôle des coûts, a compensé une partie du recul de la marge brute. Sur une base comparable, la marge EBITDA a reculé à 20,3 %, contre 21,1 % l'année dernière.

Neuf nouvelles molécules Givaudan et deux naturels issus du programme Givaudan Innovative Naturals ont ainsi été inclus dans la base d'analyse. WebStar est la nouvelle bibliothèque de parfums de Miriad 2.0™. Cet outil renferme plus de 150 sessions de tests consommateurs effectuées sur différentes catégories de produits : parfumerie fine, produits capillaires, savons, gels douches, parfums d'ambiance et lessives.



Le résultat d'exploitation a augmenté de 24,8 % à CHF 191 millions, contre CHF 153 millions l'année dernière, principalement grâce à la baisse des coûts d'intégration et d'amortissement en 2009. Sur une base comparable, la marge d'exploitation a augmenté à 12,5 %, contre 12,1 % l'année dernière, essentiellement du fait de la réduction de l'amortissement des immobilisations incorporelles, partiellement compensée par la baisse de la marge brute. Sur une base comparable, le résultat d'exploitation s'élevait à CHF 228 millions contre CHF 230 millions l'année précédente.

En 2009, l'intégration de notre chaîne d'approvisionnement a continué de progresser. Dans le cadre de la stratégie de la Division consistant à disposer d'une palette d'ingrédients compétitive pour les parfumeurs, le site de production d'ingrédients de commodités de Lyon (France) a été fermé à la fin du mois de mars 2009. La deuxième phase d'expansion du site de production de Mount Olive (États-Unis) a été achevée à la mi-2009, permettant la consolidation complète de l'ensemble des activités de composition de Givaudan en Amérique du Nord.

La première phase d'agrandissement de l'usine de production d'ingrédients chimiques de Pedro Escobedo (Mexique) a été achevée en novembre. L'installation d'une unité de production polyvalente permettra la fabrication d'ingrédients de spécialités à des coûts compétitifs. En vue d'améliorer le service auprès de nos clients sur les marchés émergents, l'extension de nos bureaux commerciaux à Moscou et Dubaï est également arrivée à terme.

Du fait de sa présence globale, la division Parfums possède une connaissance approfondie des consommateurs. En plus des informations qui sont recueillies par les dernières recherches menées par le programme Miriad 2.0™, les équipes sont en contact permanent avec les marchés locaux. Elles étudient les réactions et les évocations associées aux parfums, elles observent le comportement des consommateurs lorsqu'ils achètent et utilisent les produits. Ces informations, qui constituent la source de nos bases de données, assurent le succès commercial des parfums que nous concevons. Les outils clés de Miriad 2.0™ ont été optimisés pour intégrer les informations en provenance des

marchés émergents. De même, BlogTrek, un autre outil Miriad 2.0™, est connecté avec les communautés en ligne pour recueillir l'opinion des consommateurs sur les lancements de parfums.

Un nouveau système dérivé de SAP a été installé avec succès sur le site Givaudan d'Ashford (Royaume-Uni).

Parfumerie fine

Affecté par la faiblesse de la consommation et les effets du déstockage, le chiffre d'affaires de la Parfumerie fine a chuté de 7,6 % en monnaies locales, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année, les résultats de la Parfumerie fine se sont sensiblement améliorés au second semestre 2009 sur fond de repli du marché. Cette bonne performance s'explique par la capacité de Givaudan à gagner de nouveaux projets de parfums qui ont été lancés avec succès sur le marché et à continuer de dégager une croissance à deux chiffres en Amérique latine.



WebStar est en train de devenir la banque de parfums référence de l'industrie. L'outil englobe déjà les données de marchés développés et émergents (Mexique, Brésil, Chine, Thaïlande, Russie et Turquie). WebStar permet de visualiser des informations classées à l'aide d'une série de paramètres. Les résultats peuvent être triés par marchés et par catégories, afin de déterminer les préférences olfactives qui aideront les parfumeurs à créer des parfums ayant du succès dans n'importe quel pays.

Le succès de Givaudan a également été remarqué lors des cérémonies de remises de récompenses 2009, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, avec un total de douze prix décernés à ses parfums.

- **FiFi® Awards aux États-Unis :**
Harajuku Lovers s'est vu décerner le prix Fragrance of the Year – Women's Luxe ; Victoria's Secret Sexy Little Things, Fragrance of the Year – Private Label/Direct Sell ; et Champaca Absolute de Tom Ford, Fragrance of the Year Unique Boutique
- **FiFi® Awards au Royaume-Uni :**
1 Million de Paco Rabanne a reçu le prix Best New Prestige Male Fragrance ; White Patchouli de Tom Ford, Best New Fragrance in Limited Distribution for Women ; et Gucci by Gucci Pour Homme, Best New Fragrance in Limited Distribution for Men
- **Duftstars en Allemagne :**
Bruno Banani Magic Man et Magic Woman ont remporté le prix Best Lifestyle Perfume dans les catégories hommes et femmes ; et Le Mâle par Jean-Paul Gaultier s'est vu attribuer le prix Best Classic for men

- **Grand Prix du Parfum en France :**
1 Million de Paco Rabanne s'est vu remettre le prix Best Masculine Perfume ; et la Collection Les Hespérides de Diptyque, Best Perfume for Exclusive Distribution, ainsi que le Grand Prix Marie-Claire.

Certes, 2009 a été une année difficile, mais le Groupe a consolidé voire amélioré sa position de fournisseur privilégié de plusieurs de ses clients importants. Il a également remporté un certain nombre de projets majeurs dont le lancement est prévu en 2010, tout en préservant un portefeuille de projets bien garni tout au long de l'année, grâce auquel l'activité Parfumerie fine de Givaudan entame favorablement l'année 2010.

Parmi les nouveaux parfums créés par Givaudan en 2009, citons :

Parfums pour femmes

Coty

- *Lola* par Marc Jacobs

Puig

- *Ricci Ricci* par Nina Ricci
- *L'Eau Ambrée* par Prada

L'Oréal

- *Hypnôse Senses* par Lancôme

Elizabeth Arden

- *Pretty*

Natura

- *Ekos Capim Limao*

Procter & Gamble

- *Anthology* par Dolce & Gabbana
- *Rose The One* par Dolce & Gabbana

Parfums pour hommes

Coty

- *CK Free* de Calvin Klein

New Wave Fragrances

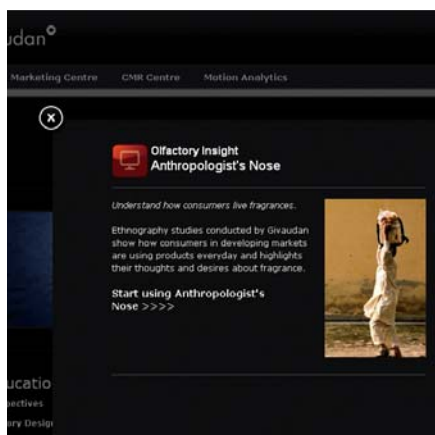
- *True Religion*

Procter & Gamble

- *Hugo Element* par Hugo Boss
- *D&G Anthology*

Natura

- *Kaiak Aventura Expedições*



Miriad 2.0™ propose un espace de communication où parfumeurs et consommateurs peuvent parler le même langage. Contribuant à placer les consommateurs au cœur de la création de parfums – une démarche reconnue comme une des clés du succès –, Miriad constitue une véritable fenêtre d'observation et d'exploration.

Parfums pour produits de consommation

Stimulé par les bons résultats des marchés émergents, le chiffre d'affaires de l'activité Parfums pour produits de consommation a progressé de 3,6 % en monnaies locales sous l'impulsion conjointe des clients régionaux et internationaux. Sur les marchés développés, le chiffre d'affaires n'a pas changé par rapport à l'année dernière.

L'Asie-Pacifique a enregistré une belle progression de son chiffre d'affaires avec tous ses clients grâce à la signature de nouveaux contrats et à la croissance des activités existantes. Cette hausse a été particulièrement soutenue en Chine, en Inde et en Indonésie.

En Amérique latine, le chiffre d'affaires a affiché une croissance à deux chiffres suite aux excellents résultats de tous les groupes de clients. La progression a été particulièrement forte au Brésil et en Argentine.

Dans la région Europe, Afrique, Moyen-Orient, le chiffre d'affaires a légèrement progressé sous l'effet d'une forte dynamique de croissance

sur les marchés émergents d'Europe centrale et orientale, d'Afrique et du Moyen-Orient. Les ventes ont augmenté auprès des clients locaux et régionaux sur les marchés émergents et développés de la région.

Bien qu'ayant renoué avec la croissance au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires en Amérique du Nord a globalement reculé, en raison de la faiblesse du segment des parfums d'ambiance.

À l'échelle internationale, les segments des parfums pour lessives et produits d'hygiène bucco-dentaire ont enregistré la performance la plus forte en termes de chiffre d'affaires, suivis par les parfums pour soins corporels. Le chiffre d'affaires de la catégorie des parfums pour produits d'entretien et notamment du segment des parfums d'ambiance s'est inscrit en-deçà du niveau de l'an passé.

Ingrédients de parfumerie

Le chiffre d'affaires des Ingrédients de parfumerie a progressé de 2,2 % en monnaies locales, ce qui constitue une excellente performance compte tenu de la contraction du marché sous-jacent qui a fait suite à un mouvement de déstockage massif des clients au premier semestre 2009.

Un ingrédient innovant baptisé Cosmone, un musc poudré à fort impact olfactif, a été lancé sur le marché en 2009. Cet ingrédient, qui peut être utilisé aussi bien dans la parfumerie fine que dans les parfums pour lessives et produits d'hygiène, a rapidement trouvé une large acceptation sur le marché.

La seconde phase d'expansion et de modernisation de notre usine de production d'ingrédients de Pedro Escobedo (Mexique) a été achevée en novembre. La production des spécialités sera également transférée vers le site courant 2010.



Découverte

C'est un chemin parsemé d'intuitions et d'inventions qui aboutit à la découverte.

C'est créer, développer et élaborer des parfums et des arômes iconiques, qui signent des produits précurseurs et ouvrent de nouveaux marchés.

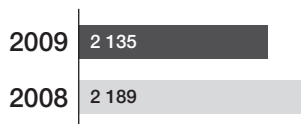
Peut-être est-ce par simple curiosité. À moins que ce ne soit notre insatiable désir d'innovation. Toujours est-il que la découverte permanente est au cœur des arômes chez Givaudan. Trouver de nouveaux ingrédients et de nouveaux arômes, qui soient à la fois source d'inspiration pour le développement des produits et plaisir pour les consommateurs : voilà ce qui motive nos aromaticiens à explorer sans relâche, dans les laboratoires et à l'extérieur.



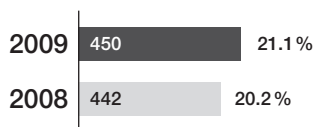
DIVISION ARÔMES

En millions de francs suisses et
en % du chiffre d'affaires

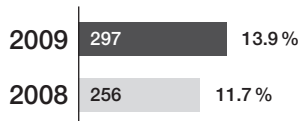
Chiffre d'affaires



EBITDA*



Résultat d'exploitation*



EBITDA : Earnings Before Interest (and other financial income), Tax, Depreciation and Amortisation. Bénéfices avant Intérêts (et autres produits financiers), Impôts et amortissements des Immobilisations corporelles et Incorporelles.

* Sur une base comparable

Le chiffre d'affaires de la division Arômes a atteint CHF 2 135 millions, soit une hausse de 1,9 % en monnaies locales et un recul de 2,5 % en francs suisses, ce qui constitue une excellente performance au vu des conditions économiques défavorables. Hors effet de la cession d'activité, la croissance s'est élevée à 2,2 % en monnaies locales. Au quatrième trimestre de l'année, le chiffre d'affaires de la division a progressé de 4,3 % en monnaies locales.

Le contexte économique toujours défavorable a pesé sur les résultats en Amérique du Nord ainsi qu'en Europe centrale et orientale. La division a en revanche affiché une solide croissance en Asie-Pacifique et en Amérique latine, le chiffre d'affaires y progressant de 8,2 % et 14,1 % respectivement, en monnaies locales. Dans l'ensemble des régions, le chiffre d'affaires a souffert de la réduction des stocks entreprise par nos clients. L'innovation produits est toutefois restée un moteur clé des activités. L'augmentation des opportunités, combinée à une plus grande capacité de Givaudan à gagner ces nouveaux projets, s'est donc traduite par une forte hausse du nombre de contrats remportés,

notamment dans les domaines stratégiques de la Santé et du Bien-être. L'analyse par segments de produits montre que les Produits laitiers et les Boissons ont fortement progressé, principalement grâce aux applications Santé et Bien-être.

L'EBITDA a augmenté à CHF 425 millions, contre CHF 417 millions en 2008. Sur une base comparable, l'EBITDA a progressé à CHF 450 millions, contre CHF 442 millions l'année dernière. Sur une base comparable, la marge EBITDA a augmenté à 21,1 %, contre 20,2 % en 2008, essentiellement sous l'effet des économies liées à l'intégration et à d'importantes mesures de contrôle des coûts mises en œuvre tout au long de l'année aussi bien pour les dépenses de production que commerciales.

Le résultat d'exploitation a augmenté à CHF 269 millions, contre CHF 226 millions en 2008. Sur une base comparable, la marge d'exploitation a progressé à 13,9 %, contre 11,7 % l'année dernière, essentiellement en raison de la réduction de l'amortissement des immobilisations incorporelles. Sur une base comparable, le résultat d'exploitation s'élevait à

En fait, lorsque nos aromaticiens sortent des laboratoires pour expérimenter de nouvelles sources d'inspiration gustatives, ils découvrent de nouvelles tendances, de nouveaux goûts et de nouveaux ingrédients, qui enrichissent leur réflexion sur la meilleure façon de séduire les consommateurs d'aujourd'hui à l'échelle mondiale. C'est cette philosophie de « retour à la source » qui régit le programme TasteTrek™ de Givaudan, conçu pour permettre à nos aromaticiens et à nos équipes des Laboratoires d'Applications d'effectuer des expériences gustatives authentiques et différentes.



CHF 297 millions, s'inscrivant ainsi en hausse par rapport aux CHF 256 millions de l'année dernière.

Le programme TasteSolutions™ développé par Givaudan pour la réduction du sel, l'amélioration du goût sucré, l'atténuation de l'amertume et l'umami a affiché une croissance à deux chiffres pour la deuxième année consécutive. Ce programme s'appuie notamment sur une technique de masquage de la saveur amère qui permet à Givaudan d'incorporer la stévia, un nouveau produit édulcorant naturel de haute intensité, dans ses applications et notamment les boissons. Tout au long de l'année, Givaudan a poursuivi ses recherches pour la création et l'utilisation d'ingrédients permettant de réduire la teneur en sel et améliorant la perception du sucré.

Les initiatives déjà lancées en matière d'innovation pour les arômes clés tels que les arômes d'agrumes, de produits laitiers, de thé, de café, de vanille et de volaille – grâce au développement de nouveaux matériaux à l'attention des aromaticiens pour la formulation de profils bénéficiant

d'une saveur, d'une authenticité et d'une stabilité améliorées – ont permis de participer à des projets de taille et de remporter de nouveaux contrats.

Givaudan a poursuivi le développement de ses connaissances en termes de compréhension des consommateurs en procédant à d'importants investissements dans nombre d'études de marché aussi bien quantitatives que qualitatives. Le Groupe a par ailleurs renouvelé son alliance stratégique avec l'Université de Californie Riverside (UCR), qui abrite l'une des plus grandes collections de variétés d'agrumes au monde. Tout au long de l'année, Givaudan a continué d'explorer la sphère Mood & Emotions en s'appuyant sur les capacités dont nous disposons en termes d'études de consommation. Grâce à notre technologie VAS, nous pouvons recueillir les informations relatives aux consommateurs de manière plus efficace. Nos investissements continus dans la compréhension des consommateurs ainsi que nos vastes travaux de recherche sensorielle et technologique nous donnent un avantage concurrentiel évident auprès de nos clients.



Notre dernier TasteTrek™ s'est déroulé au début de l'année 2009 : une aventure qui a permis à Givaudan d'explorer les vergers d'agrumes de l'Université de Californie Riverside, avec laquelle la Société entretient un partenariat stratégique. Avec quelque 1 800 arbres et plus de 1 000 variétés d'agrumes, ces vergers comptent parmi les plus raffinés et les plus variés du monde. Les équipes de Givaudan ont analysé plus de 50 variétés de fruits, avant de se limiter à 10 nouveaux arômes de citron et citron vert, désormais disponibles pour nos clients du secteur de l'alimentation et des boissons.

Asie-Pacifique

Le chiffre d'affaires de l'Asie-Pacifique a progressé de 8,2 % en monnaies locales, soit une croissance plus rapide que celle du marché sous-jacent. Après un début d'année hésitant, la région a rebondi, affichant de solides taux de croissance pour le reste de l'exercice. Les marchés émergents tels que la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont affiché une croissance à deux chiffres grâce à la signature de nouveaux contrats et à l'intensification des activités avec les clients existants. Le chiffre d'affaires des marchés développés est resté pratiquement inchangé du fait d'un environnement économique toujours difficile, notamment au Japon.

La croissance de cette région s'est répartie harmonieusement sur l'ensemble des segments grâce à la signature de nouveaux contrats et à la croissance des activités existantes. Le segment Boissons s'est montré particulièrement vigoureux.

Europe, Afrique et Moyen-Orient

Le quatrième trimestre 2009 a été marqué par un retour de la croissance dans ces régions, qui a permis de compenser la majeure partie du repli observé en début d'année. Malgré un contexte économique peu favorable, le chiffre d'affaires est pratiquement resté inchangé par rapport à l'année dernière, ne reculant que de 0,3 % en monnaies locales. La forte croissance des marchés émergents d'Afrique et du Moyen-Orient a presque suffi à compenser les baisses enregistrées en Europe centrale et orientale. En Europe occidentale, Givaudan a été en mesure de maintenir son chiffre d'affaires au même niveau que l'année dernière malgré un environnement économique défavorable.

Grâce à la signature de nouveaux contrats gagnés avec de nouveaux arômes et à l'intensification de la pénétration des marchés de cette région, le segment Snacks a affiché une croissance à deux chiffres. Le chiffre d'affaires du segment Produits laitiers a été l'autre moteur essentiel de la croissance. Tous les autres segments ont été en baisse en raison des défis économiques

majeurs auxquels l'Europe s'est trouvée confrontée.

La mise en place de partenariats étroits avec nos clients dans le cadre de programmes tels que ByNature, la réalisation de promotions sur mesure pour les arômes de volaille, de fromage, de produits laitiers et d'agrumes ainsi qu'un processus d'expansion continue vers de nouveaux marchés ont par ailleurs contribué à la constitution d'un solide portefeuille de projets.

Le nouveau système de Givaudan, dérivé de SAP, a été installé avec succès sur deux sites importants de Givaudan, à Naarden et à Barneveld (Pays-Bas).



Frais et étonnants, ces dix nouveaux arômes d'agrumes ont déjà généré une hausse de 25 % dans les projets en cours de nos clients pour la création de nouveaux arômes d'agrumes et la reformulation de leurs produits. TasteTrek™ Agrumes illustre parfaitement l'engagement permanent de Givaudan à découvrir des ingrédients et des arômes qui contribueront non seulement à faire avancer les recherches dans la création d'arômes, mais aussi (et c'est le plus important) à créer des arômes qui assurent à nos clients le succès de leurs produits.

Amérique du Nord

Sur une base comparable, hors cession du site de production de St Louis, le chiffre d'affaires a reculé de 3,3 % en monnaies locales du fait de la réduction des stocks et de la faiblesse de la consommation dans un climat économique défavorable aux États-Unis.

Notre focalisation stratégique sur les initiatives majeures en faveur de la croissance ainsi que l'intérêt réitéré de nos clients pour les produits innovants ont permis la constitution d'un solide portefeuille dans ces domaines. En particulier, d'importants contrats ont été remportés dans le domaine Santé et Bien-être, notamment pour l'amélioration du goût sucré et la réduction du sel, dans le cadre de notre programme TasteSolutions™.

La fermeture du site d'Owings Mills a été opérée dans les délais prévus avec un redéploiement de nos capacités de production sur nos autres sites d'Amérique du Nord.

Amérique latine

L'Amérique latine a affiché la meilleure performance régionale avec une progression de 14,1 % en monnaies locales, ce qui lui a permis de surperformer largement par rapport au marché sous-jacent. La vitalité des activités existantes avec les clients clés ainsi que la signature d'importants contrats locaux et régionaux ont provoqué une hausse des résultats de l'ensemble des marchés, l'Argentine, le Brésil et le Mexique en tête avec des taux de croissance à deux chiffres. La hausse du chiffre d'affaires a notamment été le fait des segments Boissons, Produits laitiers et Confiserie ainsi que des nouveaux contrats signés dans le domaine Santé et Bien-être sur la base de la technologie TasteSolutions™. Ces bons résultats témoignent de l'efficacité durable de cette initiative majeure en faveur de la croissance pour la Division.

Le site de Vinhedo (Brésil) a été fermé au quatrième trimestre 2009 et la production a été transférée vers le site de Jaguare.



Talent

Le talent, c'est la capacité à transformer des idées en succès. C'est utiliser une palette d'ingrédients de pointe pour créer des produits originaux et créatifs qui deviendront des succès commerciaux. C'est trouver des solutions simples et innovantes en partant de situations complexes.

La mission de l'École de Parfumerie est de transmettre son héritage et son savoir-faire. Elle forme les parfumeurs, qui sont la clef de voûte de notre industrie. Animés par une passion commune pour les parfums, les étudiants y apprennent les bases du métier qui leur permettront d'exprimer leur créativité. Dirigée par Jean Guichard, l'École fait référence en matière de formation des parfumeurs. Un tiers des parfums vendus dans le monde a été créé par un parfumeur formé par l'École.



RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Givaudan doit la longévité de sa réussite commerciale à son engagement sans faille dans des programmes de recherche et développement au sein des divisions Parfums et Arômes.

Mettre en œuvre des programmes innovants et créatifs qui privilégient les besoins actuels et futurs de nos clients est essentiel, si nous voulons conserver notre avantage concurrentiel dans l'industrie de la parfumerie et des arômes.

Dans le cadre de ces programmes, nos chercheurs utilisent les techniques les plus pointues pour analyser la perception sensorielle des consommateurs finaux. Ils développent des systèmes et des technologies qui conditionnent la réussite de nos activités sur le marché.

En 2009, Givaudan a investi CHF 326 millions dans la recherche et le développement, plus que toute autre société de l'industrie. Cet investissement va nous permettre de réaliser des initiatives à court comme à moyen terme en matière de recherche, et nous donne également l'opportunité d'investir dans des programmes à plus long terme. Au cours de l'année, le département Science et Technologie de la division

Arômes a poursuivi ses efforts de développement dans un programme complet de recherches. Il s'appuie sur un portefeuille ciblé de découvertes d'ingrédients, de nouvelles technologies et sur une approche créative de la science sensorielle, l'objectif final étant de soutenir la croissance.

Dans la division Parfums, le département Recherche et Technologie s'est concentré sur la mise au point de nouveaux ingrédients de parfumerie, ainsi que sur leurs applications en Parfumerie fine et Parfums pour produits de consommation. Les ressources et les programmes de recherche observent les tendances du marché et étudient l'évolution du style de vie des consommateurs.

Division Parfums

La découverte de nouveaux ingrédients de parfumerie ainsi que leurs applications en Parfumerie fine et Parfums pour produits de consommation restent l'objectif premier du département Recherche et Technologie de la division. En 2009, nous avons davantage concentré nos ressources et nos programmes de recherche sur les tendances observées dans les

différents marchés et sur l'évolution du style de vie des consommateurs. Cela s'est traduit par une simplification de l'organisation, redéfinie autour de nouveaux domaines de recherche. Parallèlement, la poursuite de nos investissements a permis à nos équipes de création d'offrir à nos clients des solutions innovantes de haute qualité, personnalisées et économiques. Notre technologie d'encapsulation de parfums Mechacaps™, développée en 2007 et 2008, a été commercialisée avec succès dans de nombreuses applications sur différents marchés. Ce nouveau système permet d'accroître de manière significative la diffusion des parfums sur le linge. Grâce à l'encapsulation, les notes fraîches sont libérées progressivement et régulièrement. La rémanence du parfum est renforcée au lavage et au séchage des vêtements, pour la plus grande satisfaction des clients. Cette préférence a été préalablement identifiée grâce à l'outil de connaissance des consommateurs Givaudan.

Cette technologie s'est également montrée efficace pour réduire le développement des mauvaises odeurs sur les vêtements, en maintenant un niveau de fraîcheur inégalé au cours de la journée.

L'École applique la méthode inventée par son fondateur, Jean Carles. Modernisée et adaptée à la parfumerie d'aujourd'hui, elle s'appuie sur une parfaite connaissance de plus de 1 200 matières premières. Les études durent 3 ans, pendant lesquels les étudiants mémorisent les caractéristiques olfactives de chaque ingrédient afin de pouvoir les distinguer au sein d'une même famille. Une fois ces connaissances bien acquises, les étudiants sont initiés aux techniques de formulation afin de créer leurs premiers accords.



Un nouvel agent rafraîchissant a également été introduit cette année. Il est six fois plus efficace et dure plus longtemps que tout autre produit actuellement disponible sur le marché. Cette molécule agit sur les bio-récepteurs de la sensation de frais perçue dans la bouche et sur la peau. Elle a été identifiée dans le cadre d'un programme de recherche à long terme, mené par le département Recherche de la division Arômes de Givaudan, à Cincinnati (États-Unis).

La collaboration entre les chercheurs des deux divisions a permis l'enregistrement et la commercialisation avec succès de cet agent. Il procure aux consommateurs une nouvelle sensation de fraîcheur pour les produits d'hygiène buccale et de soins bucco-dentaires.

En 2009, la recherche en chimie a mis au point de nouveaux ingrédients de parfumerie essentiels pour enrichir la palette des équipes de création. Elle a significativement amélioré le processus de fabrication de certaines molécules, permettant d'accroître davantage la compétitivité de Givaudan.

Deux nouvelles molécules ont été intégrées à la palette des parfumeurs en 2009 :

■ **Mystikal®**
est une molécule à la note résineuse et boisée avec des nuances ambrées qui mettent en valeur les chypres et les compositions boisées. Elle s'utilise à très faible concentration.

■ **Petalia®**
offre une note florale de rose aux nuances de muguet. Cette molécule a déjà été utilisée pour des parfums qui s'adressent à des produits clés de parfumerie fine et de grande consommation.

Les travaux portant sur des molécules précurseurs de l'odeur se sont intensifiés en 2009. Ils ont conduit à la découverte et au dépôt de brevets de deux nouvelles classes d'ingrédients de parfum à diffusion retardée. Les tests cliniques réalisés auprès d'un panel de consommateurs se sont révélés convaincants. Ils ont montré des bénéfices significatifs pour des applications dans les lessives et les produits capillaires.

La plateforme biosciences explore les possibilités offertes par les récentes avancées en biologie. Elles permettront de développer une nouvelle classe d'ingrédients aromatiques. Le développement durable est devenu l'un des intérêts majeurs de l'industrie. Dans ce contexte, les

connaissances de Givaudan en biosynthèse deviennent de plus en plus importantes pour innover. C'est un domaine dans lequel l'entreprise investit en termes de compétences et de ressources.

Le département de recherche de Givaudan sur les systèmes de diffusion des parfums a lancé deux nouvelles technologies sur plusieurs marchés. Le programme de recherche s'oriente désormais sur la conception de nouveaux systèmes d'encapsulation. Ils permettent de généraliser l'encapsulation de parfums dans les produits capillaires et les produits de soin pour le corps. Ce programme est un exemple d'innovation participative, au cours duquel les échanges d'informations entre partenaires permettent de lancer un produit sur le marché. En 2009, la plateforme sensorielle a consacré l'essentiel de ses ressources aux recherches sur le sens de l'odorat pour les différentes populations du globe.

Elle enrichit les avancées du programme « Mood and Emotions », qui a permis d'expérimenter et d'identifier de nouvelles associations entre odeurs et humeurs. Il devrait également apporter de nouvelles découvertes dans le domaine des préférences dans le choix des parfums.



Les parfumeurs d'aujourd'hui ne peuvent pas créer dans une tour d'ivoire. Parallèlement à leur apprentissage de la chimie des parfums, les étudiants sont invités à développer leur sens du contact en travaillant avec différents départements de l'entreprise, tels les services techniques et les équipes créatives. L'École favorise l'épanouissement d'un esprit créatif. Elle encourage les étudiants à voyager, à explorer, à s'imprégner de tout ce qui les entoure et à traduire leurs expériences en parfums.

L'équipe spécialisée dans l'analyse des parfums et huiles essentielles a mis au point une technique exclusive permettant de détecter la présence de furocoumarines dans les huiles essentielles d'hespéridées. Nos parfumeurs peuvent utiliser ces ingrédients tout en respectant les nouvelles directives réglementaires récemment mises en place.

Division Arômes

La soif d'innovation technologique continue de s'intensifier, à mesure que les sociétés agro-alimentaires s'efforcent de relever les défis qui s'offrent à elles sur les marchés. Givaudan s'engage à promouvoir un programme technologique et scientifique complet, axé sur la croissance commerciale. Il s'appuie sur un portefeuille ciblé de découvertes d'ingrédients, sur de nouvelles technologies et de nouveaux procédés, et sur une approche créative de la science sensorielle.

Savoir prévoir avec précision quels arômes seront plébiscités par les consommateurs est essentiel pour pouvoir proposer des offres compétitives. Les protocoles de test sensoriels traditionnels sur

la transmission de données portant sur les préférences aromatiques des consommateurs manquent de flexibilité. Depuis 10 ans, le Virtual Aroma Synthesizer™ (VAS) de Givaudan a prouvé sa pertinence pour la compréhension du système de perception humain. Grâce à sa facilité de transport et à notre implantation mondiale, la troisième génération de cet outil nous a permis d'étudier une large palette de goûts, pour un coût relativement faible. L'utilisation du VAS pour finaliser la création d'arômes avec des consommateurs ciblés est une innovation de pointe. Elle a permis de constituer d'importantes connaissances dans le domaine sensoriel.

Nos récentes découvertes de nouveaux ingrédients exclusifs et uniques vont venir enrichir la palette de nos produits TasteSolutions™. Ils s'inscrivent dans les problématiques « santé » et « bien-être » qui dominent les grands marchés mondiaux.

La réduction de la teneur en sel, et ses bénéfices cardiovasculaires, continuent de monopoliser nos efforts. Nous avons concentré notre action sur le développement d'arômes qui, grâce à notre excellent

savoir-faire dans les applications, peuvent reconstituer la perception du goût salé, sans contenir de sel.

Des progrès ont été accomplis, mais les exigences du secteur agro-alimentaire continuent de s'amplifier. Il est désormais possible d'atteindre l'objectif initialement fixé de réduction de 40 % de la teneur en sel, dans la majorité des préparations alimentaires, sans compromettre le profil sensoriel du produit final. La recherche se fixe des objectifs de réduction de plus en plus élevés, en accordant une attention accrue au respect des contraintes de calendriers imposées par les organismes de régulation.

Notre technologie TasteTrek™ nous a aidés à réduire la teneur en sel et à remplacer le glutamate monosodique (GMS), en étudiant les processus de fermentation utilisés dans les cuisines traditionnelles de plusieurs régions du monde. L'analyse de l'umami et du kokumi, « goût délicieux » et « goût équilibré » que l'on retrouve dans la cuisine artisanale japonaise, a servi à créer de nouvelles molécules naturelles (plutôt qu'artificielles) et a ouvert de nouveaux territoires d'applications dans les domaines de la santé et du bien-être. Cette approche a permis



Chaque année, l'École attire des centaines de candidatures, mais seules quelques places sont disponibles. Les dossiers proviennent de tous les pays et les profils sont variés : botanistes, créatifs, ou scientifiques. Tous les candidats partagent une passion commune pour les parfums et l'olfaction. Leur but ultime est de faire partie des heureux élus qui créeront les fragrances de demain.

de découvrir sept nouvelles molécules qui font actuellement l'objet d'évaluations. L'une d'entre elles est déjà commercialisée depuis 2009.

Un certain nombre d'édulcorants naturels et artificiels ont été sélectionnés pour leur capacité à remplacer avec succès le sucre. Ils permettent de réduire la teneur en calories des aliments.

L'effort de recherche sur les molécules de nouvelle génération capables de modifier ou d'améliorer le goût sucré dans les ingrédients, se poursuit. C'est la perception du goût chez l'être humain qui influe sur les choix alimentaires. Elle varie principalement en fonction d'éléments génétiques. Dans le cadre d'un programme conjoint avec le National Institutes of Health (NIH) américain, nous avons procédé à l'analyse des polymorphismes de la portion TAS1R3 du récepteur du goût sucré. Cela nous a permis d'identifier des différences de codage fortement corrélées avec la perception du sucre.

La poursuite de nos découvertes sur l'origine biologique du système de perception humain nous permettra de créer des arômes de plus en plus efficaces.

De nouvelles pistes visant à améliorer la perception du goût sucré et des agents masquant l'amertume ont été identifiées grâce au maintien du nombre de dépôt de brevets, à l'extension de la modélisation *in silico* et à l'augmentation du nombre d'essais biologiques fonctionnels.

L'accent a été mis sur le développement de la collection d'arômes volatiles. Le programme TasteTrek™ a permis d'analyser un grand nombre d'espèces d'agrumes de la collection de l'Université de Californie (campus de Riverside) et de déterminer leur composition. Douze nouveaux ingrédients (orange, citron et citron vert) sont actuellement en cours d'évaluation.

Après sa mise au point, il est important de s'assurer que la performance d'un arôme dans certaines applications, ne soit pas compromise par la chaleur et l'humidité. Ceci pourrait être un problème dans certains marchés émergents où les possibilités de réfrigération des aliments et des boissons peuvent être limitées.

Les systèmes PureDelivery™ sont conçus pour offrir des solutions uniques – qu'il s'agisse de stabilité,

d'effets visuels, de libération séquentielle ou d'authenticité. Les dernières découvertes de la stoéchiométrie des interactions ont permis de créer un « concept de matrice intelligente ». Il est utilisé pour créer des systèmes permettant de mieux contrôler la libération des arômes.

Dans le cadre de ces recherches, nous avons mis l'accent sur la libération des arômes, qui en tant qu'un des principaux facteurs de préférence pour les consommateurs, pourrait constituer un avantage pour les produits de nos clients.

Parallèlement aux importantes innovations techniques réalisées en interne, Givaudan a développé des collaborations universitaires et industrielles de très haut niveau pour atteindre ses objectifs ambitieux en innovation stratégique.

Ensemble, nous sommes parvenus à forger un solide réseau technologique qui nous permet de capitaliser sur les dernières découvertes scientifiques et d'accélérer la recherche, en vue de développer la prochaine génération des solutions destinées à nos clients.



Performance

La performance est notre capacité inégalée à offrir dans le monde entier, des produits de qualité et des services fiables, en respectant les délais.

C'est l'assurance d'une expertise sur une réglementation en constante évolution, garantissant la sécurité et la conformité de nos produits.

En tant que consommateurs, nous sommes très exigeants sur les aliments et les boissons que nous consommons, faisant toujours passer le goût en premier.



MODÈLE D'ENTREPRISE DURABLE

Les difficultés qui ont caractérisé l'environnement économique tout au long de l'année 2009 ont accentué l'importance pour Givaudan de mener ses activités sur un modèle d'entreprise durable.

Malgré le contexte difficile et les revers auxquels elle a été confrontée en 2009, la Société est donc restée fidèle à son engagement de conjuguer une croissance continue à des principes commerciaux qui favorisent le développement durable. Son objectif demeure le même, à savoir générer une croissance à long terme tout en se montrant réactive aux attentes de ses diverses parties prenantes. Aussi au cours des douze derniers mois Givaudan a-t-elle continué de poser au sein de la Société les fondements qui lui permettront de poursuivre la mise en œuvre de son programme de développement durable. Le cadre de ce programme, notre vision, l'état d'avancement et les progrès attendus seront présentés dans le premier Rapport sur le développement durable, qui sera publié en mars 2010.

Ce cadre global contribuera à renforcer les bases qui assureront notre performance à long terme,

notre excellence en matière de gouvernance d'entreprise et la réussite commerciale du Groupe dans un monde de plus en plus complexe.

L'application d'un modèle d'entreprise durable nous permet également de répondre, à un stade précoce, aux opportunités et défis commerciaux engendrés par l'évolution de la situation économique, environnementale et sociale.

Nous nous attachons par ailleurs à renforcer sans cesse notre position dominante dans le secteur en nous montrant réactifs aux attentes de nos actionnaires, clients, employés et fournisseurs, tout en tenant compte de l'environnement et des communautés locales.

Conformité d'entreprise

La conformité aux politiques d'entreprise, aux bonnes pratiques, aux dispositions législatives et réglementaires de chaque pays où Givaudan est implantée, est essentielle pour appliquer un modèle d'opération responsable et durable.

Les principes du code de conduite concernent toutes les activités de Givaudan à travers le monde et couvrent ses relations avec les clients, les fournisseurs, les actionnaires, les employés, les autorités et les communautés locales.

Givaudan considère que ces principes sont également essentiels dans ses relations avec ses employés. Ils soulignent notre ambition de créer un environnement qui assoie la confiance à l'égard de toutes nos activités afin de fournir de la valeur à nos clients, nos actionnaires et autres parties prenantes.

Le système de conformité de la Société repose sur la prévention.

La garantie de conformité de Givaudan et de son personnel aux lois et réglementations existantes

Étant toujours plus préoccupés par leur santé et leur bien-être, les consommateurs attendent désormais plus de leurs marques favorites d'aliments et de boissons (avec une demande pour moins de sel, moins de sucre et plus d'ingrédients naturels), sans pour autant vouloir faire de compromis sur le goût ou la texture.



est une priorité pour la direction de l'Entreprise.

Chez Givaudan, une structure de gestion et de systèmes de contrôle est en place pour empêcher et détecter toute violation des principes du code de conduite. Des responsables locaux chargés de la conformité veillent à ce que tous les employés soient familiarisés avec les principes du code de conduite, et qu'ils puissent les consulter.

Tous les codes et politiques sont facilement accessibles via le site intranet de Givaudan d'où ils peuvent être téléchargés. Des formations appropriées sont également organisées sur demande pour couvrir les différents aspects de la conformité.

Toute violation des principes du code de conduite est passible de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la résiliation du contrat de travail. Le Comité d'audit du Conseil d'administration révisé régulièrement les principes du code de conduite afin d'y intégrer tout changement nécessaire.

Les employés de Givaudan s'engagent à respecter les valeurs

d'éthique les plus rigoureuses dans la conduite de leurs activités. Cette approche est garante de la bonne réputation et du nom de Givaudan, fruits d'un riche héritage qui reflète les compétences, l'attitude et la passion de toutes les personnes qui ont travaillé pour Givaudan depuis plus de deux siècles.

Les principes du code de conduite sont également publiés sur notre site Internet :

www.givaudan.com –
[our company] –
[corporate responsibility] –
[corporate governance]

Actionnaires

Depuis son spin-off en 2000 et jusqu'à fin 2009, Givaudan a créé de la valeur pour ses actionnaires à hauteur de plus de CHF 3 milliards, sous la forme de versements de dividendes et d'appréciation du cours de l'action.

Givaudan respecte les principes de gouvernance d'entreprise en appliquant les bonnes pratiques en vigueur dans les grands pays industrialisés. En particulier,

toutes les informations publiées dans notre Rapport annuel sont conformes au Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise ainsi qu'à la Directive Corporate Governance de SIX Swiss Exchange. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la section Gouvernance d'entreprise.

La diffusion d'informations aux diverses parties prenantes de Givaudan dans les délais et de manière responsable est essentielle pour garantir une approche transparente et un traitement équitable. Grâce à de fréquents communiqués de presse, téléconférences et publications sur www.givaudan.com, la Société diffuse simultanément dans le monde entier des informations importantes concernant ses résultats et ses activités, conformément à l'article 72 du règlement de cotation révisé (publicité ad hoc) des directives de SIX Swiss Exchange. Les principes concernant la politique d'information et de divulgation d'informations sont disponibles à l'adresse suivante :

www.givaudan.com –
[investors] – [policies]



Ces demandes génèrent des défis complexes à relever pour les fabricants d'aliments et de boissons.

Fin 2009, Givaudan comptait 15 842 actionnaires inscrits au registre, détenant 58 % du capital-actions.

Les vingt principaux actionnaires, fiduciaires et fonds inclus, représentent environ 78 % du capital-actions. Environ 40 % de nos actionnaires sont basés en Amérique du Nord, soit une faible évolution depuis l'année dernière.

En 2009, la direction de Givaudan a organisé 32 tournées de présentation, soit 28 % de plus qu'en 2008, afin de rencontrer les actionnaires existants et potentiels dans 38 centres financiers (Genève, Lugano, Zurich, Amsterdam, Boston, Bruxelles, Chicago, Cologne, Copenhague, Denver, Dubai, Dublin, Düsseldorf, Édimbourg, Francfort, Helsinki, Hong Kong, Kansas City, La Haye, Londres, Los Angeles, Miami, Milan, Montréal, Munich, New York, Oslo, Paris, Philadelphie, Plainsboro, Rotterdam, San Diego, San Francisco, Santa Fe, Seattle, Singapour, Stockholm et Tokyo).

Trente présentations de groupe et conférences avec un total de près de 1 000 participants ont été données, ce qui correspond à une augmentation de 19 %. Plus de

400 entretiens individuels avec des gestionnaires de fonds du monde entier (soit une hausse de 25 % par rapport à 2008) ont contribué à renforcer la notoriété de Givaudan. Dans l'optique d'informer directement les acteurs financiers, Givaudan a organisé trois conférences téléphoniques qui ont réuni 250 participants, afin de communiquer plus en détail les résultats annuels et semestriels, ainsi que l'émission de droits.

En outre, 159 personnes, principalement des gestionnaires de fonds, ont participé à 18 visites des sites de Givaudan dans le monde, qui leur ont permis de découvrir de façon plus approfondie les activités de l'Entreprise. Ceci représente une hausse de plus de 50 % des visiteurs de nos sites dans le monde.

Cette année, le programme de visite des sites comprenait deux journées des investisseurs à Cincinnati, East Hanover (New Jersey) et New York. Plus de 30 analystes sell-side et gestionnaires de fonds ont participé à ces événements afin d'en apprendre plus sur l'avenir prometteur de notre programme de recherche mondial sur les arômes et nos activités en Amérique du Nord.

Ils ont été impressionnés par la sophistication de nos installations de recherche, de création et de production.

Par ailleurs, pour la quatrième fois, Givaudan a organisé une présentation de fin d'année dans son centre de création de parfumerie fine à New York afin de satisfaire les demandes croissantes de visites de ces locaux stratégiques et de rencontres avec nos parfumeurs.

Le 19 janvier 2010, nous avons organisé pour la première fois une visite similaire de notre centre de création de parfumerie fine à Paris.

Le calendrier complet des prochaines manifestations destinées aux actionnaires est publié à l'adresse suivante :

www.givaudan.com –
[investors] – [calendar]



Élaborer des aliments plus sains ne se limite pas à réduire la teneur en sel ou en sucre, ou à remplacer un ingrédient clé par un autre.

Clientèle

La collaboration étroite avec nos clients dans le processus de création – un partenariat engageant et fructueux – est essentielle pour soutenir notre activité à long terme. Givaudan s'engage à créer et à fabriquer pour ses clients des produits de qualité supérieure qui leur permettront d'être performants sur leurs marchés respectifs.

En conséquence, un potentiel d'innovation élevé et un outil de connaissance approfondie des consommateurs sont des éléments cruciaux pour assurer le caractère durable de nos solides relations.

Des équipes dédiées associant des collaborateurs issus de toutes les catégories fonctionnelles à des parfumeurs ou aromaticiens se tiennent à la disposition de nos clients dans le monde entier. Elles apportent une contribution décisive à la création d'innovation inégalée qui est nécessaire pour rester à la pointe du marché dans le contexte actuel. Or, une telle ambition ne peut être réalisée que si nous connaissons nos clients et leurs marchés et nous remettons sans cesse en question afin de dépasser leurs attentes.

Le modèle d'entreprise de Givaudan repose sur un processus de fabrication à la commande dans un environnement interentreprises.

La Société est au service de ses clients au niveau mondial, régional et local grâce à un réseau international de plus de 40 filiales et à une chaîne d'approvisionnement à l'échelle planétaire.

En 2009, ses dix principaux clients représentaient environ 56 % des ventes de parfumerie et environ 31 % des ventes d'arômes. Nos clients comptent parmi les producteurs de biens de consommation et de luxe les plus réputés au monde. Notre fiabilité en tant que partenaire commercial et notre respect de normes professionnelles strictes sont au cœur de notre succès. La Société a enregistré de nouveaux progrès dans son initiative mondiale d'intégration de sa chaîne logistique auprès de ses clients grâce à l'exploitation d'une plateforme informatique unique basée sur le système SAP. En 2009, le nouveau système d'entreprise a été mis en place sur le site de production de parfums d'Ashford au Royaume-Uni, ainsi que sur nos sites de production d'arômes de Naarden et Barneveld aux Pays-Bas.

Le respect d'une stricte confidentialité des informations et des projets exclusifs de ses clients, ainsi que la protection intégrale de leur propriété intellectuelle, constituent l'un des piliers de la politique et des pratiques internes de Givaudan.

Ces modifications requièrent une parfaite compréhension de la complexité du goût, des interactions entre les ingrédients eux-mêmes et de la façon d'ajouter ou de retirer des composants tout en conservant un profil de goût idéal.



Personnel

« Cette année, alors que nous étions confrontés à un environnement économique difficile, le leadership de Givaudan a été préservé en grande partie grâce au savoir-faire et à la passion de nos employés. Nous pouvons être fiers de la rapidité avec laquelle notre personnel a réagi à l'une des pires récessions de ces dernières décennies. Nos collaborateurs ont démontré leur capacité à générer des résultats commerciaux même dans un environnement difficile grâce à leur compréhension des marchés et à leur flexibilité. Ce n'est pas seulement durant les périodes fastes, mais aussi en temps incertains qu'une entreprise se montre digne des attentes que l'on formule à l'égard

d'un employeur de choix. Chez Givaudan, nous restons plus que jamais engagés à créer un environnement de travail dans lequel les collaborateurs ont l'occasion d'appliquer pleinement leur talent, de réussir dans leurs rôles, d'être récompensés pour leur performance et de disposer des meilleures opportunités de développement. En outre, nous nous attachons à offrir un environnement de travail sain et sûr. » – Joe Fabbri, Directeur mondial RH, EHS et Achats IM&S.

Mise en œuvre de la stratégie RH globale

En 2009, le département des Ressources humaines (RH) a initié la mise en œuvre du modèle de Partenariat RH dans le cadre duquel elles sont appelées à devenir un

partenaire stratégique de l'Entreprise tout en veillant à l'excellence des activités opérationnelles des RH. Les 160 professionnels des RH de Givaudan ont entrepris cette mutation importante en renforçant leurs liens avec les unités commerciales afin de comprendre leurs objectifs et leurs besoins en vue de leur apporter le soutien stratégique adapté qui leur permettra de réaliser leurs objectifs ambitieux. À cet égard, le développement et la consolidation de ces relations internes sont des facteurs tout aussi essentiels pour la performance de notre organisation que la promotion de celles que nous établissons avec nos clients, fournisseurs et actionnaires.

Au début de 2009, le département des RH a été réaligné avec les

Évolution des effectifs par zone

Région	Effectifs au 31.12.2009	%	Effectifs au 31.12.2008	%	Variation de 2008 à 2009
Suisse	1 494	17,6	1 506	17,0	(12)
Europe, Afrique, Moyen-Orient	2 475	29,1	2 610	30,0	(135)
Amérique du Nord	1 856	21,8	1 960	22,3	(104)
Amérique latine	974	11,5	976	11,1	(2)
Asie-Pacifique	1 702	20,0	1 720	19,6	(18)
Total	8 501	100,0	8 772	100,0	(271)

Ce savoir-faire réside dans l'art de comprendre la « performance » gustative, domaine dans lequel Givaudan excelle.



deux divisions en vue de fournir un meilleur service. La nouvelle structure bénéficie toujours du soutien et du savoir-faire uniques des Centres d'expertise (COE) globaux dans les domaines de la rémunération, des avantages sociaux, de la gestion de talents et des systèmes RH. Ces quatre plateformes d'expertise restent orientées vers l'élaboration de programmes, de bonnes pratiques et d'outils innovants pour permettre à nos collaborateurs de mettre toute leur expérience, leur créativité et leurs compétences au service du succès de l'Entreprise.

Gestion des talents

En 2009, nous avons intégré les différents processus de gestion des talents en un concept global intitulé « la Boussole de la gestion des talents ». Ces programmes sont désormais alignés les uns avec les autres dans un cycle intégré continu, les principaux d'entre eux étant positionnés à des moments stratégiques de l'année civile.

Cette année, des représentants régionaux sont venus compléter l'équipe de gestion des talents. Cette nouvelle structure assure la mise en œuvre efficace et cohérente

des programmes de gestion des talents à l'échelle mondiale et garantit une satisfaction optimale des besoins de l'Entreprise en matière de formation et de développement, de planification de la relève et de gestion du personnel.

Les améliorations apportées à nos programmes de gestion des talents en 2009 peuvent être attribuées à la mise sur pied du nouveau modèle de Partenariat RH. En effet, cette collaboration plus étroite permet aux collègues des unités commerciales et des RH de mieux identifier et évaluer systématiquement les talents clés. Qui plus est, ce processus plus rigoureux garantit que les employés à fort potentiel sont intégrés dans un plan de relève et sont dotés d'un programme de développement approprié. À cet égard, à la fin de 2009, nous avons procédé à un exercice détaillé de planification de la relève afin d'assurer la pérennité de notre Société.

Nos Partenaires RH ont apporté leur soutien à l'application du programme de planification du développement individuel (Individual Development Planning ou IDP) de Givaudan en élaborant des plans

de qualité qui reflètent à la fois les aspirations des employés et les besoins de la Société, et en veillant à leur mise en œuvre. L'environnement économique difficile n'a, en effet, pas remis en question l'importance que Givaudan accorde au développement de ses collaborateurs. Ainsi, alors que de nombreuses formations en classe ont été organisées cette année à tous les échelons de la Société, d'autres solutions, telles que le développement au travail (« on the job ») et la formation en ligne, ont également été mises au point et recommandées. Par exemple, notre Centre de ressources de formation en ligne a été élargi pour offrir toute une série de solutions, d'articles et d'idées d'apprentissage en ligne visant à soutenir le développement continu de nos collaborateurs.

Rémunérations et avantages sociaux

En 2009, l'équipe chargée des rémunérations s'est principalement attachée à poursuivre l'optimisation de la philosophie et des directives de rémunération de Givaudan. Elle a également élaboré un document de politique globale définissant notre philosophie et nos programmes, processus et outils relatifs à la rémunération individuelle.



C'est ce que nous appelons le programme TasteSolutions™, une palette d'ingrédients et de technologies créés pour permettre aux fabricants et aux transformateurs d'aliments de réduire le sel, de rehausser le goût du sucre ou de redonner à leurs produits leur succulence, tout en préservant les préférences gustatives du consommateur.

La philosophie de Givaudan en la matière fait partie intégrante d'une stratégie visant à encourager la performance de nos collaborateurs, à offrir une rémunération compétitive afin d'attirer et de retenir les éléments performants et à récompenser les collaborateurs de leurs contributions aux résultats de la Société.

L'équipe chargée des avantages sociaux à l'échelle mondiale a mis au point une politique globale qui explique notre philosophie, fournit des instructions sur le processus et définit plus en détail nos règles de gouvernance. Par ailleurs, nous avons procédé à une comparaison de nos programmes d'avantages sociaux dans 14 pays afin de garantir notre compétitivité sur le marché.

Systèmes RH

En 2009, l'équipe des Systèmes RH a apporté des améliorations notables au niveau des fonctionnalités, visant spécifiquement des besoins essentiels de la Société et des Partenaires RH. Ces améliorations ont été élaborées sur notre plateforme SAP en utilisant notre base de données mondiale. L'évolution de la relation entre le département des RH et la Société vers un modèle de partenariat exige un nombre accru de

rapports analytiques et d'indicateurs de performance à complexité croissante. L'un des récents accomplissements les plus tangibles et les plus visibles en 2009 a été le développement d'un organigramme mondial dynamique (en temps réel) accessible via notre intranet.

En 2010, Givaudan élaborera et articulera, grâce à la contribution globale de toute l'organisation, la nouvelle « Employee Value Proposition » qui permettra de façonner nos programmes futurs de développement et d'épanouissement de nos employés et de soutenir notre plateforme de communication externe en matière de carrières. Nous prévoyons aussi de lancer une enquête auprès des collaborateurs de toute la Société afin d'identifier les domaines où nous pourrions élaborer de nouveaux programmes et cibler nos communications afin de continuer d'attirer, de développer et de retenir les meilleurs employés du secteur.

Fournisseurs

En tant que premier acheteur au monde dans le secteur des arômes et des parfums, Givaudan a une responsabilité particulière dans ce domaine,

puisque nous utilisons dans nos produits plus de 14 000 ingrédients provenant de plus de 50 pays.

La plupart des matières premières utilisées sont fournies par des tiers, le reste étant produit en interne. Les quantités achetées vont de plusieurs grammes de produits naturels uniques à des conteneurs entiers d'ingrédients de base. Le modèle d'entreprise durable de Givaudan repose donc sur de solides relations avec ses nombreux fournisseurs et chaînes d'approvisionnement, qui sont pour la plupart uniques.

Les avantages d'une centrale d'achat internationale intégrée pour les divisions Parfums et Arômes sont devenus manifestes pendant les fluctuations observées en 2009.

Tout en poursuivant la mise en place de processus optimisés afin de définir des stratégies novatrices en matière de fournisseurs et de marchés, la centrale d'achat a pu garantir un approvisionnement ininterrompu de tous les ingrédients de base malgré la faillite de certains de ses fournisseurs provoquée par les difficiles conditions économiques.



Le programme TasteSolutions™ « Salt » de Givaudan aide les fabricants à limiter la teneur en sel pour obtenir des produits plus sains, sans en altérer un goût apprécié par tous les consommateurs, avec des formules qui ne dépendent pas du chlorure de potassium.

Dans le même temps, cette situation complexe a permis de renforcer les relations existantes avec les fournisseurs stratégiques afin de garantir l'approvisionnement à long terme d'ingrédients de base et d'asseoir notre position privilégiée pour la création de solutions innovantes.

Dans le cadre de l'application en cours du programme de développement durable de Givaudan à l'échelle de la Société, la centrale d'achat applique actuellement un nombre croissant de critères liés au développement durable dans le processus de sélection et d'audit de ses fournisseurs.

Enfin, l'efficacité des négociations avec les distributeurs, la gestion des contrats, la conformité du suivi et le développement de stratégies d'achat à long terme sont restées des priorités essentielles en 2009.

Environnement, santé et sécurité

Un programme comportemental de sécurité exhaustif qui promeut une culture au sein de laquelle chaque employé est responsable de sa propre sécurité et de celle des personnes qui l'entourent a été lancé à l'échelle mondiale durant l'exercice.

Le programme a débuté par une série de formations du leadership en matière de sécurité. Le déploiement et la mise en œuvre de ce programme à l'échelle mondiale doivent être achevés d'ici à la fin 2010 et devraient renforcer les efforts entrepris ces dernières années.

Parallèlement à cette initiative, une campagne visant à réduire le taux d'incidents à zéro (« zero incidents is possible ») a été lancée.

Givaudan estime qu'il est possible d'accroître la prise de conscience des questions de sécurité en entretenant régulièrement le dialogue sur la sécurité au travail, en multipliant le nombre de rapports sur les accidents évités de justesse, en procédant à des enquêtes approfondies sur les incidents signalés et en partageant les bonnes pratiques entre les différents sites.

Le programme comportemental de sécurité, qui bénéficie du soutien du Comité exécutif, devrait permettre de réduire considérablement le nombre d'incidents au travail grâce à un comportement plus attentif des employés.

Pendant l'année, nous avons également poursuivi notre programme de remplacement du

fioul par le gaz naturel dans nos usines. De telles initiatives se traduiront à terme par des avantages environnementaux, en entraînant notamment une réduction des émissions de CO₂.

En 2009, la Société a également continué à mettre en œuvre ses programmes visant à réduire la consommation d'énergie, tels que l'installation de panneaux de verre plus efficaces.

Nous avons par ailleurs réalisé des progrès dans la minimisation des déchets. Dans le cadre du Carbon Disclosure Project, Givaudan a continué à élaborer une stratégie relative à l'empreinte carbone de ses produits et de sa chaîne d'approvisionnement.

Nous avons adhéré au Pacte Mondial des Nations Unies qui exhorte les entreprises à promouvoir un certain nombre de valeurs élémentaires dans leur sphère d'influence.

Ces dernières reposent sur dix principes internationalement reconnus dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

TasteSolutions™ « Sweetness » permet à nos clients d'accentuer la saveur sucrée de leurs boissons sans augmenter la quantité de sucre ni le nombre de calories.



Des informations détaillées sur la performance de Givaudan en matière d'environnement, de santé et de sécurité pour l'année seront regroupées dans notre premier Rapport sur le développement durable qui sera publié séparément en mars 2010.

Il sera disponible à l'adresse suivante :

www.givaudan.com

Technologies de l'information

L'une des principales initiatives stratégiques de notre Société – l'harmonisation des processus commerciaux et des flux de données de l'Entreprise grâce à la mise en œuvre d'un système basé sur SAP – a été poursuivie en 2009.

Après le lancement réussi sur un premier groupe de sites pilotes en 2008, en France, en Suisse (Vernier, Dübendorf et Kempthal) et en Allemagne (Dortmund), de nombreux ajouts fonctionnels ont été apportés au logiciel en 2009.

Le système comprend désormais une partie Réglementation qui couvre l'information sur la Sécurité des

produits et le Transport, qui sera suivie plus tard dans l'année par un nouveau système de tarification pour le segment Ingrédients de parfumerie. Par ailleurs, un nouveau système centralisé de trésorerie a été mis en place. Et plusieurs développements locaux destinés à faciliter le traitement électronique des exigences douanières spécifiques aux différents pays ont été ajoutés.

En 2009, le projet a franchi une nouvelle étape importante avec la mise en œuvre réussie du système à Ashford (Royaume-Uni) et à Barneveld et Naarden (Pays-Bas).

C'est là un accomplissement majeur qui souligne le caractère exhaustif de ce logiciel, ces sites étant les premiers parmi les anciens sites Quest à migrer vers le système Outlook.

Avec le déploiement sur les sites susmentionnés, on compte 700 nouveaux utilisateurs du système SAP, ce qui porte le total à 3 200.

Tandis que l'implantation se poursuivait en Europe en 2009, l'équipe chargée du projet a

également jeté les bases d'un déploiement en Amérique du Nord et du Sud en 2010. La mise en place du nouveau système d'entreprise assure la compétitivité de Givaudan sur le marché, grâce à une organisation plus efficace et à un système intégré, et permet une plus grande intégration avec nos clients.

Concernant la division Parfums, sa plateforme informatique commerciale a vu le lancement de Miriad 2.0™. Remodelé et enrichi d'une fonctionnalité avancée et de nouvelles technologies basées sur le web, ce logiciel à la disposition des équipes Parfumerie de Givaudan dans le monde entier représente l'outil de connaissance des consommateurs le plus complet du secteur.

Athena, notre outil de création d'arômes, a été étendu pour offrir aux aromaticiens une capacité d'innovation encore plus grande. Ils disposent désormais d'informations réglementaires, technologiques et sensorielles détaillées au moment de la création, ce qui permet d'améliorer sans cesse la mise au point des meilleurs arômes pour nos clients.

Givaudan est en train de mettre au point des applications pour les boissons à partir de l'édulcorant naturel zéro calorie extrait de la stevia, et a aussi développé une technologie pour masquer l'arrière-goût amer non désiré.



Gestion des risques

La gestion des risques fait partie intégrante de l'activité de Givaudan. Elle consiste en un processus structuré et continu visant à identifier et évaluer les risques et à décider de la réponse à leur apporter.

La notification des opportunités et des dangers que ces risques présentent et des obstacles qu'ils pourraient dresser à la réalisation des objectifs de la Société relève également de ce domaine.

Le Conseil d'administration est responsable de la gestion des risques et, à ce titre, confie au Comité exécutif la tâche de gérer le processus à l'échelle de la Société. Le Groupe favorise activement la gestion et le suivi permanents des risques au niveau de l'encadrement opérationnel.

La Charte de gestion des risques de Givaudan, établie par le Conseil d'administration, s'attache à formaliser le processus à suivre pour traiter les risques les plus susceptibles d'affecter l'Entreprise.

Elle décrit en détail les objectifs et les principes de la gestion des

risques et fournit le cadre d'un processus pragmatique et efficace en la matière.

Ce processus vise à être exhaustif, bien organisé et documenté afin de favoriser le respect des règles, directives et bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, de mieux cerner le profil de risque de la Société et de fournir des informations supplémentaires de gestion en fonction des risques pour améliorer la prise de décision.

En outre, le processus global de gestion des risques permet d'informer plus facilement les principales parties prenantes des risques potentiels et de la philosophie de la Société pour y remédier. Parallèlement, il sensibilise tous les cadres exécutifs clés à l'ampleur des risques, fournit des informations de gestion en fonction des risques pour une prise de décision efficace et préserve les valeurs de la Société et ses actifs tout en protégeant les intérêts des actionnaires.

La Direction de Givaudan est chargée de veiller à ce que ses décisions en matière d'atténuation des risques, tant au niveau individuel que

collectif, soient adéquates et interviennent dans les meilleurs délais. Il lui incombe également de mettre en œuvre, suivre et diffuser les instructions d'atténuation des risques émises par le Comité exécutif et de rendre périodiquement compte au Conseil d'administration.

L'évaluation des risques s'est poursuivie sous la forme d'une collaboration entre le service d'Audit interne et les équipes de direction de chaque division.

Le Comité d'audit du Conseil d'administration promeut également une communication efficace entre le Conseil, le Comité exécutif de Givaudan et la fonction d'Audit interne afin de favoriser la transparence et la responsabilité.

Givaudan a réalisé l'examen annuel de ses contrôles internes de reporting comptable et financier. Une évaluation des risques potentiels identifiés dans ces deux domaines a été effectuée par le Système de contrôle interne. Les contrôles de reporting financier ont été ensuite définis pour chaque risque.



TasteSolutions™ prouve le talent de Givaudan dans la recherche sur le goût et dans la compréhension de ce qui donne au goût sa succulence, quels que soient les paramètres.

Réglementation

L'organisation de Givaudan en matière de sécurité et de conformité des produits garantit que ceux-ci satisfont à toutes les exigences réglementaires au niveau mondial. Elle nous permet par ailleurs de maintenir et d'étendre notre position dominante sur le secteur en prodiguant des conseils à nos clients internes et externes quant au caractère adéquat des produits et à leur étiquetage et en réalisant des activités de sensibilisation aux nouvelles questions de sécurité et réglementations dans le monde.

L'organisation chargée des questions réglementaires au sein des deux divisions collabore étroitement avec les unités commerciales et fonctionne comme un centre avancé de compétences et de sensibilisation.

Au travers de la division Arômes, Givaudan a chapeauté une initiative visant à créer une fonction de représentation internationale auprès des pouvoirs publics dans le cadre de l'Organisation internationale de l'industrie des arômes (IOFI). Ce nouveau comité, présidé par Givaudan, travaille en étroite collaboration avec l'Autorité européenne de

sécurité des aliments afin d'assurer l'application sans heurts des plus importantes réformes de la réglementation européenne sur les arômes de ces 30 dernières années.

Par ailleurs, des progrès ont été réalisés dans l'intégration de toutes les activités réglementaires et de sécurité internes.

Les améliorations continues en matière de coordination des enregistrements mondiaux et l'intégration des activités avec les organisations de recherche et développement, ainsi qu'avec les équipes de Strategic Business Development, ont permis de commercialiser rapidement de nouveaux ingrédients dans le monde.

Optimisant nos capacités en matière de soutien des clients et de sécurité des employés, les fonctions Environnement, Santé et Sécurité (*Environment, Health and Safety*, EHS) de SAP ont été lancées avec succès en Europe et seront mises en œuvre en Amérique latine, en Asie-Pacifique et aux États-Unis en 2010, ce qui accroîtra la qualité et la rapidité de traitement des demandes de documentation EHS que nous recevons de nos clients.

En 2009, le groupe de sécurité des produits a intégré des techniques de modélisation informatique dans le processus interne d'évaluation de la sécurité, qui ont réduit le temps requis pour évaluer de nouveaux ingrédients.

Ce système a déjà permis d'identifier et d'écarter des ingrédients potentiellement problématiques à un stade beaucoup plus précoce de développement.

Plus de 30 nouveaux produits, qui mettent l'accent sur la santé et le bien-être, ont été lancés avec succès sur le marché. D'importants ajouts à la gamme d'ingrédients ont été effectués dans le domaine de la réduction du sel et du sucre, ainsi que dans d'autres domaines de consommation prioritaires, ce qui permet à nos clients de développer des produits plus sains et plus demandés.

Au travers de l'unité chargée de la réglementation au sein de la division Parfums, Givaudan a aidé l'association sectorielle internationale IFRA (International Fragrance Association) à mettre en place une structure plus efficace en vue de répondre aux défis réglementaires actuels de plus en plus complexes.



Cette réelle connaissance gustative a permis à Givaudan d'enregistrer une croissance à deux chiffres, en termes de nombre et de valeur, sur les derniers 18 mois, dans des projets de ce type ; elle a aussi permis à ses clients d'enregistrer de nombreux succès dans ce domaine.

Givaudan a ainsi contribué à apporter un changement quantifiable dans la transparence des informations sur la sécurité des ingrédients utilisés dans notre secteur, la liste de toutes les matières premières utilisées dans les parfums des membres de l'IFRA dans le monde entier, y compris par Givaudan, étant désormais publiquement disponible.

Fidèle à son engagement d'accroître son utilisation d'ingrédients biodégradables, Givaudan a utilisé en 2009 les données de plus de 400 matières premières afin d'optimiser le profil biodégradable de ses produits. Givaudan a également été la première entreprise du secteur à adopter les normes environnementales de l'IFRA, qui ont été complétées par l'expansion du programme du Research Institute for Fragrance Materials visant à évaluer les substances potentiellement nuisibles pour l'environnement.

Enfin, Givaudan est extrêmement bien placée pour soumettre tous les enregistrements requis pour la première phase de REACH en Europe en 2010.

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Le système de gouvernement d'entreprise de Givaudan est harmonisé avec les normes et les pratiques internationales afin d'assurer un équilibre des pouvoirs adéquat au sein de l'entreprise et de préserver le bon fonctionnement de ses organes dirigeants.

La présente section a été rédigée conformément au Code des obligations suisse, à la Directive publiée par la SIX Swiss Exchange sur les informations concernant le gouvernement d'entreprise et au Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise publié par *economiesuisse*, en tenant compte également des normes et pratiques internationales y afférentes.

Le fondement du cadre interne en la matière est inscrit dans les Statuts de Givaudan. Afin de mieux préciser les fonctions, les pouvoirs et les règlements de ses organes dirigeants, la Société a adopté un règlement d'organisation publié sur son site Internet www.givaudan.com.

Sauf dispositions contraires de la loi, des Statuts ou du règlement du Conseil d'administration de Givaudan, ce dernier délègue, avec le droit de sous-déléguer, l'ensemble de la gestion au Directeur général, au Comité exécutif et à ses membres. Le règlement d'organisation de Givaudan précise également les responsabilités et le fonctionnement des trois comités du Conseil d'administration.

Les Statuts et autres documents relatifs aux principes de gouvernement d'entreprise de Givaudan sont disponibles sur le site Internet www.givaudan.com – [our company] – [corporate responsibility] – [corporate governance]

Structure du Groupe et actionnariat

Structure du Groupe

Givaudan SA, 5, chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier, Suisse, société mère du Groupe Givaudan, est cotée à la SIX Swiss Exchange sous le numéro de valeur 1064593. La Société n'a aucune filiale cotée en Bourse. Au 31 décembre 2009, sa capitalisation boursière s'élevait à CHF 7 023 millions.

Leader mondial de l'industrie de la parfumerie et des arômes, Givaudan propose ses produits à des entreprises de produits alimentaires, de boissons, de produits

de consommation et de parfums opérant à l'échelle internationale, régionale et locale. La Société, qui exerce ses activités à travers le monde, s'organise autour de deux divisions principales : Parfums et Arômes. La première est divisée en trois segments : la Parfumerie fine, les Parfums pour produits de consommation et les Ingrédients de parfumerie. La seconde est composée de quatre segments : les Boissons, les Produits laitiers, les Entremets salés et la Confiserie.

Présentes sur les principaux marchés du monde et dans tous les grands pays, les deux divisions gèrent leurs propres centres de recherche et développement. Dès lors que c'est judicieux, elles mettent leurs ressources en commun dans les domaines de la recherche, de la compréhension sensorielle et des achats, afin que Givaudan conserve sa position incontestée de leader le plus innovant du secteur.

Les différentes fonctions au sein de la Société comprennent la Finance, l'Informatique, le Service juridique, la Communication ainsi que les Ressources Humaines qui gèrent le pool de talents à l'échelle mondiale.

Pour de plus amples détails concernant la structure du Groupe, veuillez vous reporter aux comptes annuels consolidés de 2009 (notes 1 à 6). La liste des principales sociétés consolidées est présentée dans les comptes annuels consolidés du Rapport financier 2009 (note 33).

Le Rapport financier 2009 est consultable en ligne sur www.givaudan.com.

Principaux actionnaires

À notre connaissance, les actionnaires suivants constituaient les seuls détenteurs de plus de 3 % du capital-actions de Givaudan SA au 31 décembre 2009 (ou à la date de leur dernière déclaration en vertu de l'art. 20 de la Loi sur les bourses) : Nestlé SA (10,90 %), MFS Investment Management et ses filiales (10,11 %), Chase Nominees Ltd (représentant légal) (7,54 %), Nortrust Nominees Ltd (représentant légal) (4,58 %), The Capital Group Companies, Inc. et ses filiales (4,47 %), Mellon Bank N.A. (représentant légal) (3,78 %), Harris Associates L.P. (3,19 %) et Gartmore Investment Ltd (3,04 %).

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet de la SIX à l'adresse suivante : www.six-swiss-exchange.com – [Admission/Émetteurs] – [Publicité des principaux actionnaires] – [Principaux actionnaires]

Actions

La Société dispose d'une seule classe d'actions. Toutes les actions sont nominatives. Sous réserve des restrictions décrites ci-dessous, elles sont assorties des mêmes droits à tous les égards. Chaque action donne droit à une voix et au même dividende.

Structure du capital-actions

Capital-actions

Au 31 décembre 2009, le capital-actions de Givaudan SA s'élevait à CHF 84 968 010, divisé en 8 496 801 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 10.00 chacune, entièrement libérées.

Capital conditionnel

Le capital-actions de Givaudan SA peut être augmenté de la façon suivante :

- émission d'actions supplémentaires (jusqu'à 161 820) par l'exercice de droits d'option accordés aux collaborateurs et aux administrateurs du Groupe
- émission d'actions supplémentaires (jusqu'à 1 200 000) par l'exercice de droits d'option ou de conversion accordés en relation avec l'émission d'obligations de Givaudan SA ou de l'une des sociétés du Groupe.

Le Conseil d'administration est autorisé à exclure le droit préférentiel des actionnaires à la souscription de telles obligations si le but de l'augmentation de capital est de financer des acquisitions ou d'émettre des obligations convertibles ou des bons de souscription sur le marché international des capitaux. Dans ce cas, les obligations ou bons de souscription doivent être proposés au public aux conditions du marché, avec un délai d'exercice ne devant pas dépasser six ans pour les droits d'option et quinze ans pour les droits de conversion à partir de la date d'émission, et un prix d'exercice ou de conversion des nouvelles actions d'un niveau correspondant au moins aux conditions du marché lors de l'émission des obligations ou des bons de participation

- émission d'actions supplémentaires (jusqu'à 123 163) par l'exercice de droits d'option accordés aux actionnaires de Givaudan SA.

En ce qui concerne le capital-actions conditionnel, les actionnaires ne bénéficient d'aucun droit de souscription préférentiel. L'acquisition des actions par l'exercice de droits d'option ou de conversion et le transfert de ces actions sont soumis aux restrictions décrites ci-dessous.

Capital autorisé

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du 26 mars 2008 et suite à la décision du Conseil d'administration le 23 juin 2009, le Conseil d'administration est autorisé, jusqu'au 26 mars 2010, à augmenter le capital-actions à concurrence de CHF 3 760 par l'émission d'un maximum de 376 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de CHF 10.00 chacune.

Variations de fonds propres

Les informations relatives à l'exercice 2007 sont disponibles dans les comptes annuels statutaires (note 5 et 6) du Rapport financier 2008. Les variations des fonds propres en 2008 et 2009 sont présentées en détail dans les comptes annuels statutaires (note 6 et 7) du Rapport financier 2009.

Limitations sur le transfert d'actions et l'enregistrement des représentants légaux

L'inscription avec droit de vote au Registre des actions de Givaudan SA est soumise à une déclaration de l'actionnaire stipulant qu'il a acquis les actions en son nom propre et pour son propre compte. Conformément à un règlement adopté par le Conseil d'administration, les représentants légaux détenant jusqu'à 2 % du capital-actions peuvent être inscrits avec droit de vote au Registre des actions de la Société sans autres conditions. Au-delà de 2 %, ils doivent s'engager à divulguer à la Société les noms et adresses des ayants droit ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent.

En outre, aucun actionnaire ne peut être enregistré avec droit de vote pour plus de 10 % du capital-actions de Givaudan SA, tel qu'inscrit au Registre du commerce. Cette restriction s'applique également aux actions acquises par des entités liées entre elles par leur droit de vote, leur gestion commune ou autre, qui agissent de façon concertée pour contourner la règle des 10 %. Elle ne s'applique pas en cas d'acquisition d'actions par succession, partage successoral ou en vertu du régime matrimonial.

Les limitations sur le transfert d'actions et l'enregistrement des représentants légaux peuvent être modifiées par un vote positif de la majorité absolue des voix représentées à une Assemblée générale.

Obligations convertibles et bons de souscription (options)

Veuillez consulter les comptes annuels consolidés (notes 2.25, 8, 25 et 27) du Rapport financier 2009.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration assume la responsabilité suprême de la conduite, de la surveillance et du contrôle stratégiques de la direction de la Société et se charge des autres aspects qui, légalement, relèvent de sa compétence. Il définit notamment les stratégies à moyen et long terme, établit les directives régissant les politiques de la Société et donne les instructions nécessaires.

Tous les autres domaines de gestion sont délégués au Directeur général et au Comité exécutif.

Le Conseil d'administration de Givaudan réunit des compétences étendues dans les domaines de la finance, de la stratégie et de l'industrie de la parfumerie et des arômes. Le Conseil bénéficie d'une longue expérience dans de nombreux domaines ayant trait à nos activités, depuis la recherche et l'innovation jusqu'au marketing. Les connaissances de ses membres, leur diversité et leur savoir-faire concourent de manière essentielle à la bonne direction d'une société de la taille de Givaudan dans un environnement complexe marqué par une évolution rapide.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration est de trois ans, sous réserve de démission ou de révocation anticipée. Les membres du Conseil sont tenus de se retirer au plus tard lors de l'Assemblée générale ordinaire suivant leur soixante-dixième anniversaire. Les élections sont organisées sur une base rotative, de sorte que le mandat d'un tiers des membres arrive à expiration chaque année. Les membres du Conseil d'administration sont élus, à titre individuel, par l'Assemblée générale. Afin de permettre un renouvellement échelonné de la composition du Conseil, ce dernier a adopté un calendrier de relève interne.

Lors de l'Assemblée générale de 2009, M. John Marthinsen, de nationalité américaine, s'est retiré du Conseil d'administration au sein duquel il avait accompli trois mandats, ayant rejoint le Conseil d'administration en 2000. Lui a succédé M. Thomas Rufer, citoyen suisse doté d'une longue expérience en tant qu'expert-comptable.

L'Assemblée générale a par ailleurs réélu MM. André Hoffmann et Jürg Witmer pour des mandats supplémentaires de trois ans.

Séances du Conseil d'administration

En 2009, le Conseil d'administration de Givaudan a tenu cinq séances ordinaires et sept séances extraordinaires. En général, les séances ordinaires durent une journée entière, tandis que les séances extraordinaires sont plus courtes. Tous les membres du Conseil d'administration ont participé à l'ensemble des réunions. À chacune d'entre elles, les résultats d'exploitation de la Société ont été présentés par la Direction et revus par le Conseil. La poursuite et le suivi de l'intégration de Quest International ont fait l'objet d'une présentation par la Direction, suivie d'une discussion lors de la plupart des réunions. L'état d'avancement de l'implémentation du nouveau système d'entreprise basé sur SAP a également été exposé lors de deux séances. Le Conseil s'est par ailleurs penché sur l'élaboration continue d'une charte de gestion des risques exhaustive. Le Directeur général et le Directeur financier ont assisté à toutes les séances pour les points de l'ordre du jour concernant les activités commerciales. D'autres membres du Comité exécutif étaient également présents à l'ensemble des cinq séances ordinaires du Conseil. Régulièrement, des membres de la Direction ont été invités à traiter de projets spécifiques.

Le Conseil a continué de tenir ses séances sur les différents sites de Givaudan, ce qui lui donne l'occasion d'obtenir des informations locales et régionales de première main et de communiquer avec les dirigeants dans le monde entier.

Lors des séances tenues au siège social de la Société, à Vernier, sur d'autres sites ou par téléphone, le Conseil d'administration a examiné divers aspects concernant la stratégie future de la Société et les résultats de l'audit interne. Il a été tenu informé de tous les grands projets d'investissement, de la planification de la relève des dirigeants et d'autres questions commerciales importantes.

En 2009, le Conseil d'administration a poursuivi son auto-évaluation approfondie et a discuté de la planification de sa propre relève.

En préparation des séances du Conseil, les informations sont envoyées aux membres par courrier électronique ou postal. Une « data room » contenant des informations complémentaires ainsi que des données historiques est mise en place avant chaque réunion pour permettre aux membres du Conseil de consulter les documents correspondants.

Tous les membres du Conseil ont un accès direct au site intranet de Givaudan, sur lequel se trouvent toutes les informations internes concernant les événements importants, les présentations et les modifications organisationnelles. En outre, les membres du Conseil reçoivent par courrier électronique toutes les informations pertinentes, y compris les communiqués de presse et autres informations, adressées aux investisseurs et analystes financiers.

Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration comprend trois Comités : un Comité d'audit, un Comité de nomination et de gouvernement et un Comité de rémunération. Chaque Comité est dirigé par un Président qui a pour principales responsabilités d'organiser et de mener les réunions, ainsi que d'en établir le procès-verbal.

Les Comités se réunissent en général avant ou après chaque séance du Conseil. Il est possible d'organiser des réunions supplémentaires si nécessaire. En outre, le Conseil a délégué certaines responsabilités spécifiques à d'autres Comités, composés du Directeur général et de directeurs dotés d'une expertise technique : le Comité pour la sécurité et l'environnement et le Comité de conformité d'entreprise.

Le Comité d'audit a pour principale fonction d'assister le Conseil d'administration dans le cadre de ses responsabilités de supervision, en vérifiant les informations financières, les systèmes de contrôle interne et les processus d'audit. Il se charge de travaux préparatoires pour le Conseil d'administration au complet (à l'exception de la révision et de l'approbation des honoraires à verser aux organes de révision pour l'audit des comptes annuels et d'autres prestations). Le Comité veille au caractère adéquat des systèmes de gestion des risques mis en place par la Société. Il facilite également la communication entre le Conseil d'administration, la Direction, la fonction d'audit interne et les organes de révision. Enfin, il examine et approuve les honoraires des organes de révision pour l'audit des comptes annuels. Le Directeur financier assiste aux réunions du Comité d'audit à l'invitation de son Président. Le Comité d'audit s'est réuni trois fois en 2009. Chaque séance a duré environ une demi-journée.

Le Comité de rémunération examine la politique de rémunération et formule des recommandations à l'attention du Conseil d'administration. Il approuve le niveau de rémunération du Directeur général et des autres membres du Comité exécutif, ainsi que l'ensemble des instruments de rémunération liés aux résultats et la politique de fonds de pension.

Le Comité de rémunération est composé de trois membres indépendants du Conseil d'administration. Il prend conseil auprès d'experts externes indépendants et, si nécessaire, consulte le Président et le Directeur général sur des sujets particuliers. En 2009, le Comité de rémunération s'est réuni trois fois. Chaque séance a duré deux heures en moyenne.

Comités du Conseil d'administration	Jürg Witmer	André Hoffmann	Dietrich Fuhrmann	Peter Kappeler	Thomas Rufer	Nabil Sakkab	Henner Schierenbeck
Audit				■	■		■
Nomination & Gouvernement	■	■				■	
Rémunération		■	■	■			

■ = Président du Comité

Le Comité de nomination et de gouvernement aide le Conseil d'administration à appliquer les principes de gouvernement d'entreprise. Il prépare les nominations au Conseil d'administration et au Comité exécutif et prodigue des conseils en matière de planification de la relève au sein de la Société. En 2009, le Comité s'est réuni une fois pour une séance d'une heure qui a suivi plusieurs consultations téléphoniques préalables.

Pour de plus amples informations concernant le Conseil d'administration et le rôle des Comités, veuillez consulter les pages Internet suivantes : www.givaudan.com – [our company] – [leadership] – [board of directors] ou www.givaudan.com – [our company] – [leadership] – [board of directors] – [committees of the board]

Membres du Conseil d'administration



Dr Jürg Witmer
Président

Juriste
De nationalité suisse,
né en 1948
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 1999
Mandat actuel expire en 2012

Président du Conseil d'administration de Clariant SA, Vice-président du Conseil de Syngenta SA et membre du Conseil de Bank Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA.

Jürg Witmer rejoint le service juridique de la société Roche en 1978, puis est nommé successivement Directeur général de Roche Far East, Directeur de la communication et des affaires publiques au siège social de Roche à Bâle, en Suisse, et Directeur Général de Roche Austria. En 1999, il devient Directeur général de Givaudan Roure puis, en 2005, Président du Conseil d'administration de Givaudan.

Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'université de Zurich et a suivi des études de relations internationales à l'université de Genève.



André Hoffmann
Vice-président

Entrepreneur
De nationalité suisse,
né en 1958
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 2000
Mandat actuel expire en 2012

Vice-président du Conseil de Roche Holding Ltd, membre du Conseil de Glyndebourne Productions Ltd, de Brunswick Leasing Ltd, d'Amazentis SA, de MedAssurant Inc., de l'INSEAD et de Genentech Inc. Président de Nemadi Advisors Ltd, de Living Planet Fund Management Co. et de Massellaz SA. Vice-président de WWF International.

André Hoffmann devient Directeur administratif de la Station Biologique de la Tour du Valat en France en 1983. En 1985, il rejoint James Capel and Co. Corporate Finance Ltd à Londres en tant que collaborateur dans le département Europe continentale, pour assumer ensuite la fonction de Directeur des fusions et acquisitions européennes. En 1991, il entre chez Nestlé UK à Londres en tant que responsable de marque.

Il a suivi des études d'économie à l'université de Saint-Gall et est titulaire d'un Master of Business Administration de l'INSEAD.



Dietrich Fuhrmann
Administrateur

Entrepreneur
De nationalité allemande,
né en 1941
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 2004
Mandat actuel expire en 2010

Membre du Conseil de Logistable Ltd.

Dietrich Fuhrmann débute sa carrière en 1969 chez Hoechst AG à Francfort-sur-le-Main. Il devient par la suite Directeur général de Dragoco GmbH en 1983, puis Vice-président directeur, Directeur de l'exploitation (Dragoco AG), responsable des Parfums et des Arômes. Il reprend les fonctions de Président et de Directeur général de Food Ingredients Specialities SA (FIS), la division des ingrédients alimentaires de Nestlé, en 1998, avant son acquisition par Givaudan en 2002.

Il est titulaire d'un Master of Business Administration de l'université Johann Wolfgang Goethe à Francfort-sur-le-Main.



Peter Kappeler
Administrateur

Entrepreneur
De nationalité suisse, né en 1947
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 2005
Mandat actuel expire en 2010

Président du Conseil de la Banque cantonale de Berne jusqu'en mai 2008. Membre du Conseil d'administration de Cendres et Métaux SA, de la Mobilière Suisse Holding SA et de la Mobilière Suisse Société Coopérative.

Peter Kappeler occupe des fonctions de direction dans plusieurs entreprises des secteurs industriel et bancaire. Pendant 17 ans, M. Kappeler tient les rênes de la BEKB/BCBE (Banque Cantonale Bernoise), d'abord en tant que Directeur général de 1992 à 2003, puis en tant que Président du Conseil d'administration jusqu'en 2008. Il est également membre de plusieurs conseils d'administration, dont celui de la Fondation Académie d'été du Centre Paul Klee.

Il est titulaire d'un Master of Business Administration de l'INSEAD et est ingénieur diplômé de l'École polytechnique fédérale de Zurich.



Thomas Rufer
Administrateur

Expert-comptable
De nationalité suisse,
né en 1952
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 2009
Mandat actuel expire en 2012

Membre de plusieurs organes publics et privés tels que le Conseil d'administration et le Comité d'audit de la Banque Cantonale Bernoise, le Conseil d'administration de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision et le Conseil d'administration de la Commission des OPA.

En 1976, Thomas Rufer rejoint Arthur Andersen où il occupe plusieurs postes dans les domaines de l'audit et du conseil aux entreprises (comptabilité, organisation, contrôle interne et gestion du risque). De 1993 à 2001, il est Country Managing Partner d'Arthur Andersen Suisse.

Depuis 2002, il travaille en tant que consultant indépendant en matière de comptabilité, de gouvernement d'entreprise, de gestion du risque et de contrôle interne.

Expert-comptable suisse, il est également titulaire d'un diplôme d'économiste d'entreprise HES.



Dr Nabil Y. Sakkab
Administrateur

Entrepreneur
De nationalité américaine,
né en 1947
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 2008
Mandat actuel expire en 2011

Membre du Conseil d'Altria Group Inc., d'Aplion Medical LLC et de Deinove. Advisory Professor à l'université Tsinghua à Pékin.

En 1974, Nabil Y. Sakkab rejoint Procter & Gamble à Cincinnati, société qu'il quitte en 2007 avec le titre de Vice-président directeur du département de Recherche et Développement. Pendant cette période, il siège au Leadership Council de P&G et au Comité d'innovation du Conseil d'administration de P&G. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages scientifiques et publications sur la gestion de l'innovation et le co-inventeur de plus de 27 brevets.

Nabil Y. Sakkab est diplômé de l'Université américaine de Beyrouth où il a obtenu une licence en chimie.



Prof. Dr Dr hc Henner Schierenbeck
Administrateur

Professeur
De nationalité allemande,
né en 1946
Non exécutif
Siège au Conseil depuis 2000
Mandat actuel expire en 2008

Professeur de gestion et de contrôle bancaires à l'université de Bâle, conseiller scientifique auprès du « Zentrum für Ertragsorientiertes Bankmanagement » (Münster/Westphalie) et membre du Conseil de surveillance de DIA Consult AG.

M. Henner Schierenbeck devient Professeur de comptabilité en 1978 et Professeur d'affaires bancaires en 1980 à l'université de Münster. En 1990, il devient Professeur de gestion et de contrôle bancaires à l'université de Bâle.

Il est titulaire d'un doctorat de l'université de Fribourg-en-Brigau, ainsi que de deux doctorats honorifiques de l'université d'État de Riga en Lettonie et de la Mercator School of Management de Duisburg en Allemagne.

Aucun membre du Conseil n'entretient de relations d'affaires importantes avec Givaudan SA ni avec quelque membre que ce soit du Groupe Givaudan. M. Jürg Witmer, Président non exécutif, a été Directeur général de Givaudan jusqu'au 27 avril 2005 et était également le seul membre exécutif du Conseil d'administration. M. Dietrich Fuhrmann, membre non exécutif du Conseil d'administration, s'est retiré du Comité exécutif le 31 mars 2004.

Comité exécutif

Le Comité exécutif, placé sous l'autorité du Directeur général, est responsable de tous les domaines de la direction opérationnelle de la Société ne relevant pas de la compétence exclusive du Conseil d'administration.

Le Directeur général, dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été attribués, est chargé d'atteindre les objectifs stratégiques du Groupe et de déterminer les priorités opérationnelles. En outre, il dirige, supervise et coordonne les autres membres du Comité exécutif et, en particulier, convoque, prépare et préside les réunions du Comité exécutif.

Le Conseil d'administration nomme les membres du Comité exécutif sur recommandation du Directeur général après évaluation par le Comité de nomination. Le Comité exécutif est chargé de la mise au point de la stratégie de la Société ainsi que de son plan d'activité et financier à long terme. Il a également pour principales responsabilités la gestion et la supervision de tous les aspects du développement commercial sur le plan opérationnel et l'approbation des décisions d'investissement.

Ses tâches et pouvoirs englobent l'approbation des investissements, les contrats de leasing et les cessions conformément aux directives de la Société en matière d'investissement. Le Comité exécutif approuve d'importants projets commerciaux et élabore le plan d'activité du Groupe ainsi que les budgets des différentes divisions et fonctions.

En outre, en collaboration avec le département des Ressources humaines, le Comité exécutif joue un rôle essentiel dans l'évaluation périodique du programme de gestion des talents et notamment, dans la planification de la relève des postes clés. Il est également chargé du suivi des alliances et partenariats forgés avec des organismes externes, tels que des universités, groupes de réflexion et autres partenaires commerciaux.

Les membres du Comité exécutif sont responsables à titre individuel des domaines d'activité qui leur sont attribués.

Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par mois. En 2009, le Comité a tenu douze séances sur divers sites de Givaudan à l'international. Ces réunions donnent au Comité exécutif l'occasion de visiter les différents sites

de Givaudan dans le monde. Il se rend dans chacune des régions principales au moins une fois par an afin d'entretenir des contacts étroits avec les différents domaines d'activité.

Dans toutes ses réunions en 2009, le Comité exécutif a continué de mettre l'accent sur la stratégie sous-tendant l'intégration rapide et réussie de Quest International afin d'assurer son calendrier d'exécution. Durant l'année, il s'est par ailleurs particulièrement concentré sur les initiatives d'approvisionnement en cours.

S'agissant de la supervision de la mise en œuvre du nouveau système d'entreprise reposant sur SAP (projet Outlook), le Comité exécutif a été régulièrement tenu au courant par l'équipe mondiale du projet lors de huit de ses douze réunions. Le projet continuant d'être implémenté avec succès dans toute la Société, des équipes de direction régionale se réunissent maintenant régulièrement.

Membres du Comité exécutif



Gilles Andrier
Directeur général

En 1993, il rejoint Givaudan en tant que contrôleur de la division Parfums et assistant du Directeur général. Il occupe ensuite plusieurs postes, dont celui de Directeur des opérations Parfumerie aux États-Unis et de Directeur des Parfums pour produits de consommation en Europe.

Il est nommé Directeur de la Parfumerie Fine pour l'Europe en 2001 avant de devenir Directeur mondial de la Parfumerie Fine en 2003 puis Directeur général de Givaudan en 2005.

Né à Paris (France) en 1961, Gilles Andrier est titulaire de deux Masters d'ingénieur de l'ENSEEIH Toulouse. Il a débuté sa carrière chez Accenture en tant que conseiller en gestion.



Mauricio Graber
*Président
de la division Arômes*

Il commence son parcours avec Givaudan en 1995 en tant que Directeur général de Tastemaker pour l'Amérique latine.

Après l'acquisition de Tastemaker par Givaudan, il devient Directeur général pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes avant d'être nommé Vice-président pour l'Amérique latine en 2000. Il devient Président de la division Arômes de Givaudan en 2006.

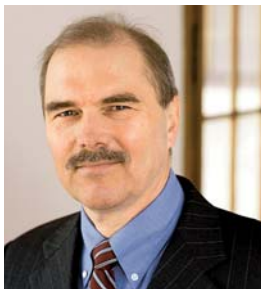
Né en 1963, Mauricio Graber est de nationalité mexicaine. Il est diplômé de l'Universidad Autonoma Metropolitana en ingénierie électronique et titulaire d'un Master in Management de la J.L. Kellogg Graduate School of Management de Northwestern University aux États-Unis.



Michael Carlos
*Président
de la division Parfums*

Il débute sa carrière chez Givaudan en 1984 en tant que Directeur général à Hong Kong. En 1992, il devient Directeur du Centre de création européen d'Argenteuil où il est chargé d'intégrer les ressources créatives de Givaudan et de Roure. Il est nommé Directeur mondial des Parfums pour produits de consommation en 1999, puis Président de la division Parfums en 2004.

Né en 1950, Michael Carlos est de nationalité indienne. Il est titulaire d'un MBA de l'Indian Institute of Management et diplômé de l'Indian Institute of Technology en ingénierie chimique.



Matthias Währen
Directeur financier

Membre du Regulatory Board de SIX Exchange Regulation. Membre du Conseil de SGCI Chemie Pharma Schweiz. Il débute sa carrière dans l'audit d'entreprise chez Roche en 1983, puis devient Directeur financier de Roche Korea en 1988. En 1990, il est nommé Directeur des finances et des technologies de l'information de Nippon Roche à Tokyo.

Il devient Vice-président des finances et des technologies de l'information de Roche USA en 1996, puis Directeur des finances et de l'informatique de la division Roche Vitamines en 2000. Il a participé à la vente de cette activité à DSM en 2003 avant de rejoindre Givaudan en 2004.

Né en 1953, Matthias Währen est de nationalité suisse et est diplômé de l'université de Bâle.



Adrien Gonckel
Technologies de l'information

Il commence sa carrière chez F. Hoffmann-La Roche Ltd à Bâle dans le département informatique en 1973. De 1975 à 1978, il travaille pour Roche Belgique à Bruxelles en tant que Directeur informatique et pour Citrique Belge en tant que responsable de l'intégration des systèmes.

Il revient chez F. Hoffmann-La Roche Ltd à Bâle en 1978, où il est chargé de la coordination de l'informatique en Europe, puis est muté chez Route-Bertrand-Dupont, filiale de Roche à Argenteuil en France, en tant que responsable des technologies de l'information du Groupe

en 1982, avant de devenir Directeur des technologies de l'information du Groupe Givaudan-Roure en 1992.

Né en 1952, Adrien Gonckel est de nationalité française. Il est titulaire d'un Master en technologies de l'information de l'université de Belfort et de Lyon en France.



Joe Fabbri
Ressources Humaines

Il rejoint Givaudan en 1989 au poste de Directeur des opérations, chargé de la mise en service du site de production canadien. En 1996, il est muté aux États-Unis où il est nommé Directeur des opérations à East Hanover dans le New Jersey.

Désormais basé en Suisse, il a été responsable de plusieurs projets régionaux de production avant de devenir Directeur des opérations Arômes de la région EAME en 2001, Direction mondial des opérations Arômes en 2004 et Directeur mondial des Ressources humaines en 2008.

Né en 1958 dans l'Ontario (Canada), Joe Fabbri a obtenu une licence de techniques du génie mécanique. Ses premières années de carrière le virent occuper différents postes d'ingénieur avant de passer dans le secteur de la gestion de la production.

Les curriculum vitæ détaillés des membres du Comité exécutif sont également disponibles sur le site Internet de Givaudan à l'adresse suivante : www.givaudan.com – [our company] – [leadership] – [executive committee]

Rémunérations, participations et prêts

Conformément au Code des obligations suisse et à la Directive de la SIX sur le gouvernement d'entreprise, Givaudan publie les détails de la rémunération de son Conseil d'administration et de son Comité exécutif dans un chapitre séparé intitulé « Rémunérations » figurant dans le présent Rapport annuel ainsi que dans le Rapport financier 2009.

Droit de participation des actionnaires

Dans l'exercice de son droit de vote, aucun actionnaire ne peut détenir plus de 10 % de la totalité du capital-actions, que ce soit par ses propres actions ou celles qu'il représente. Les entités liées par leur droit de vote, leur gestion commune ou autre, qui agissent de façon concertée pour contourner la règle des 10 % sont considérées comme un seul actionnaire. Cette restriction ne s'applique pas à l'exercice du droit de vote par les membres d'une personne morale, les représentants indépendants et les détenteurs d'actions déposées dans la mesure où ils n'agissent pas de façon à contourner ladite restriction concernant le droit de vote. Conformément à la loi suisse, toute modification de cette règle requiert un vote positif à la majorité absolue des voix représentées à l'Assemblée générale.

Toute personne qui, au jour fixé par le Conseil d'administration, est inscrite au Registre des actionnaires avec droit de vote est habilitée à assister à l'Assemblée générale et à voter. Chaque actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire muni d'une procuration écrite, par un représentant légal, un détenteur d'actions déposées, un membre d'une personne morale ou une personne indépendante désignée par la Société.

Les Statuts de Givaudan SA sont conformes aux règles de majorité prévues par la loi suisse concernant les décisions prises en Assemblée générale des actionnaires.

Les actionnaires inscrits ayant droit de vote sont convoqués aux Assemblées générales par courrier ordinaire et par publication dans le Journal officiel suisse au moins 20 jours avant la date de la réunion. Les actionnaires représentant des actions d'une valeur nominale d'au moins CHF 1 000 000 peuvent demander par écrit au moins 45 jours avant la date de l'Assemblée l'inscription d'un point à l'ordre du jour, en détaillant ce point et leurs propositions.

Les actionnaires inscrits au Registre et détenteurs du droit de vote à la date spécifiée sur l'invitation seront convoqués à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25 mars 2010. Les invitations seront envoyées environ deux semaines avant l'Assemblée.

Prise de contrôle de la Société et mesures de défense

Les Statuts de Givaudan SA ne comportent aucune disposition concernant l'opting out ou l'opting up. À cet égard, sont donc applicables les dispositions légales en vertu desquelles toute personne acquérant plus de 33 1/3 % des droits de vote d'une société cotée est tenue de faire une offre publique d'achat de tous les titres cotés à la SIX Swiss Exchange.

Dans le cas d'une prise de contrôle, les options accordées par la Société aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'à un total de 271 membres de la Direction et employés seront immédiatement dévolues. Toutes les autres mesures de défense précédemment en vigueur contre un changement de contrôle ont été supprimées par le Conseil d'administration en 2007.

Audit interne

L'audit interne de l'entreprise est une fonction indépendante et objective de la Société mise en place pour aider la Direction à atteindre ses objectifs.

Son rôle est d'évaluer la gestion des risques et les systèmes de contrôle de la Société et de contribuer à leur amélioration constante.

En particulier, il consiste à analyser et à évaluer l'efficacité des processus d'affaires et à formuler des recommandations de modification, si nécessaire.

L'approche méthodologique repose sur l'audit des processus d'affaires, ce qui apporte une valeur ajoutée aux entités locales et à la Direction du Groupe. L'établissement de rapports et une communication efficaces assurent la bonne mise en œuvre des recommandations de l'audit.

La fonction d'audit interne de l'entreprise est placée sous l'autorité du Comité d'audit du Conseil d'administration.

Depuis 2008, cette fonction est dirigée par Laurent Pieren, assisté du cabinet Ernst & Young pour les audits spécifiques des filiales.

Organe de révision

Lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 26 mars 2009 et conformément aux bonnes pratiques dans le domaine du gouvernement d'entreprise, Deloitte SA a été désigné comme organe de révision légal du Groupe Givaudan SA et de ses filiales. Le réviseur principal est Thierry Aubertin, Partner.

Les honoraires de Deloitte pour ses services professionnels liés à l'audit des comptes annuels du Groupe pour l'exercice 2009 s'élèvent à CHF 3,6 millions. Ce montant comprend les honoraires correspondant aux audits de Givaudan, de ses filiales et de ses comptes financiers consolidés.

En 2009, Deloitte a également fourni d'autres prestations, notamment en matière de fiscalité, pour un montant de CHF 0,2 million.

L'organe de révision présente directement ses conclusions au Comité d'audit à la fin de chaque exercice. Le Comité d'audit est également responsable de l'évaluation de la performance de Deloitte en tant qu'organe de révision. En outre, il revoit et approuve les honoraires de Deloitte, ainsi que les autres prestations fournies par ce dernier.

En 2009, Deloitte a participé à deux séances du Comité d'audit du Conseil. La portée de l'audit est définie dans une lettre de mission approuvée par le Conseil d'administration au complet.

Politique d'information

Les principes de Givaudan en termes de diffusion d'informations et de transparence sont décrits en détail sur le site Internet suivant : www.givaudan.com – [investors] – [corporate governance] – [policies]

Des exemplaires des publications de la Société, telles que le Rapport annuel, le Rapport semestriel, le Rapport sur la sécurité et l'environnement et d'autres documents sont disponibles sur demande. Vous pouvez également les télécharger à partir du site Internet de Givaudan : www.givaudan.com – [investors] – [financial results] et [full & half year reports]

Autres liens importants :

Chiffres d'affaires trimestriels et autres communiqués de presse : www.givaudan.com – [media] – [media releases]

Calendrier des principaux événements :

- | | |
|---|-----------------|
| • Assemblée générale 2010 | 25 mars 2010 |
| • Chiffre d'affaires du premier trimestre | 9 avril 2010 |
| • Résultats semestriels 2010 | 5 août 2010 |
| • Chiffre d'affaires des neuf premiers mois | 8 octobre 2010 |
| • Résultats annuels 2010 | 10 février 2011 |
| • Assemblée générale 2011 | 24 mars 2011 |

Vous trouverez le calendrier complet des événements sur le site Internet :

www.givaudan.com – [investors] – [investor information] – [calendar]

Statuts :

www.givaudan.com – [our company] – [corporate governance]

RÉMUNÉRATIONS

Principes de rémunération

Givaudan cherche à attirer, motiver et fidéliser les professionnels et les cadres de haut niveau pour asseoir sa position de leader dans l'industrie des parfums et arômes. Les politiques de rémunération du Groupe font partie intégrante de cette stratégie et constituent un levier essentiel pour stimuler les performances de la Société. Nos systèmes de rémunération visent à aligner les intérêts des cadres supérieurs sur ceux des actionnaires en récompensant l'excellence des performances opérationnelles et financières, ainsi que la création de valeur à long terme.

Le Comité de rémunération du Conseil d'administration revoit et approuve régulièrement les politiques et les programmes de rémunération au sein du Groupe. Ces derniers comprennent la détermination du salaire de base annuel, les plans de primes annuelles et les plans d'intéressement à long terme sous forme de titres de la Société. Le Comité de rémunération revoit et approuve également la rémunération de chaque membre du Comité exécutif, et émet des recommandations sur celle du Conseil d'administration.

La structure ainsi que le niveau de rémunération des cadres supérieurs de Givaudan sont régulièrement comparés à ceux de personnes occupant des postes similaires au sein de sociétés européennes cotées en bourse. Ce groupe comparatif est constitué de sociétés de taille comparable occupant une place significative sur le marché international des parfums et arômes ou dans tout secteur d'activité apparenté (par ex. produits de consommation, agro-alimentaire, produits chimiques de spécialité). Le Comité de rémunération fait appel à des consultants externes indépendants pour établir ces comparaisons.

La rémunération des cadres supérieurs de Givaudan cible un salaire de base dans la médiane du marché. Les cadres supérieurs peuvent obtenir une rémunération supérieure à la médiane par le biais d'éléments variables récompensant d'excellentes performances sur la durée. Ces éléments variables reflètent les performances par rapport à des objectifs quantitatifs établis par le Conseil d'administration, ainsi que les contributions et les qualités de leadership individuelles.

Rémunération directe des membres du Comité exécutif

La rémunération directe des membres du Comité exécutif consiste en un salaire de base, une prime annuelle et des titres de la Société. La majeure partie

de leur rémunération annuelle cible provient de parts variables liées à la performance et versées sous forme de primes annuelles en numéraire et des plans d'intéressement à long terme décrits ci-après.

Salaire de base

Les ajustements du salaire de base suivent principalement l'évolution du marché, tout en tenant compte des performances des cadres supérieurs et de leur contribution aux résultats de la Société. Le Comité de rémunération décide de tout ajustement salarial pour les membres du Comité exécutif.

Plan de primes annuelles

Le plan de primes annuelles récompense les membres du Comité exécutif de Givaudan et les autres cadres clés pour leur contribution à la réalisation des objectifs opérationnels annuels. Ces objectifs reposent à la fois sur la croissance des ventes et sur la rentabilité.

La prime annuelle cible des membres du Comité exécutif représente 50 % à 60 % du salaire de base, en fonction de leurs responsabilités. En vertu des performances réalisées, les primes annuelles versées peuvent varier entre 0 % et 200 % de la prime cible.

Les objectifs opérationnels sont fixés par le Conseil d'administration. Le Comité de rémunération revoit et approuve les performances annuelles.

Plan d'intéressement à long terme

Le 25 mars 2009, le Conseil d'administration a approuvé un nouveau plan d'intéressement à long terme (« Long Term Incentive Plan » ou LTIP).

Jusqu'en 2008, le LTIP de Givaudan était délivré sous la forme de stock options. À compter de 2009, le nouveau plan permet aux participants de choisir la forme sous laquelle ils souhaitent en bénéficier :

- 100 % de leur attribution sous forme de stock options
- 100 % de leur attribution sous forme d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« restricted share units » ou RSU)
- 50 % de leur attribution sous forme de stock options et 50 % sous forme de RSU

Ces trois possibilités ont approximativement la même valeur à la date d'attribution et tiennent compte des différentes situations financières, circonstances personnelles et profils de risque des participants au LTIP. La Société estime que le fait de donner le choix aux participants accroît la

valeur perçue du LTIP de Givaudan et renforce par conséquent sa capacité à attirer, retenir et motiver les talents clés.

Le Conseil d'administration approuve chaque année la valeur totale des attributions de LTIP. La participation au plan est limitée à environ 3 % des salariés, principalement des cadres supérieurs et contributeurs clés. Les attributions pour chaque membre du Comité exécutif sont revues et approuvées annuellement par le Comité de rémunération.

Dans le cadre du LTIP, Givaudan lie la rémunération des cadres supérieurs à la création de valeur pour ses actionnaires, telle qu'elle est reflétée dans l'évolution du cours de l'action.

Les principales caractéristiques des stock options et des RSU sont décrites ci-après.

Vous pouvez obtenir de plus amples informations dans la section « Share-based payments » du Rapport financier 2009.

Stock options

Les stock options ont une période de vesting de deux ans et expirent après cinq ans.

En principe, le Conseil d'administration fixe le prix d'exercice des options à un niveau supérieur à la valeur de marché des actions Givaudan à la date d'attribution (options hors de la monnaie). La valeur de marché sous-jacente à la date d'attribution correspond au cours moyen de l'action Givaudan pendant les deux semaines qui suivent la publication des résultats annuels.

Le Conseil d'administration approuve le nombre maximum d'options attribuées chaque année (avec une émission annuelle de « call warrants » à la Bourse suisse) ainsi que leurs paramètres.

Unités d'actions assujetties à des restrictions (RSU)

Les RSU donnent le droit aux participants de recevoir un certain nombre d'actions Givaudan (ou leur équivalent en numéraire dans les juridictions où la législation ne permet pas la distribution de titres Givaudan aux salariés) à la fin d'une période de vesting de trois ans, pour autant qu'ils soient toujours employés par la Société.

Les participants n'ont aucun droit d'actionnaire pendant la période de vesting, et n'ont par conséquent ni droit aux dividendes, ni droit de vote, tant que les RSU n'ont pas été converties en actions Givaudan.

Au terme de la période de vesting, le participant peut conserver ou vendre les actions sans aucune restriction en dehors des périodes de blocage applicables.

Plan d'actions attribuées sous condition de performance

Le 30 novembre 2007, le Conseil d'administration a approuvé la mise en œuvre d'un plan d'actions attribuées sous condition de performance. Ce plan est destiné à récompenser les cadres supérieurs qui contribuent de manière significative à la performance de la Société sur le long terme. En 2008, 52 cadres supérieurs ont ainsi reçu des actions sous condition de performance dans le cadre de ce plan. Ces actions seront définitivement attribuées (« vested ») le 1^{er} mars 2013, en fonction de la valeur économique créée sur cette période de cinq ans. La création de valeur économique sera mesurée à l'aide de l'EBITDA cumulé sur cinq ans et ajusté pour tenir compte de l'utilisation du capital.

Au terme de la période de cinq ans, le nombre réel d'actions à attribuer peut varier entre 0 % et 150 % du nombre d'actions initialement attribuées sous condition de performance. Un total de 30 000 actions a été réservé pour le plan sur une période de cinq ans.

Les actions ne sont attribuées qu'une seule fois pendant la période de cinq ans.

Rémunération indirecte des membres du Comité exécutif

Les avantages offerts par Givaudan visent essentiellement à couvrir les besoins actuels et futurs des cadres supérieurs en matière de protection sociale. En règle générale, ils comprennent une couverture retraite, une assurance-maladie, une couverture décès et invalidité, ainsi que certains avantages en nature. Le Comité de rémunération du Conseil d'administration approuve les avantages octroyés aux membres du Comité exécutif dans la mesure où ils sont supérieurs à ceux offerts aux autres salariés.

Clauses contractuelles de résiliation pour les membres du Comité exécutif

Le contrat de travail des membres du Comité exécutif prévoit une indemnité maximale équivalente à douze mois de rémunération totale en cas de résiliation dudit contrat par la Société. Aucune compensation ni prestations supplémentaires ne sont versées en cas de prise de contrôle, à l'exception de la dévolution (« vesting ») immédiate des stock options octroyées par la Société.

Rémunération des membres du Comité exécutif

En francs suisses	Gilles Andrier Directeur général	Membres du Comité exécutif (sauf Directeur général) ^a	Total des rémunérations 2009	Total des rémunérations 2008
Salaire de base	945 913	2 332 787	3 278 700	3 287 890
Prime annuelle ^b	529 604	1 214 304	1 743 908	2 171 836
Total en numéraire	1 475 517	3 547 091	5 022 608	5 459 726
Retraites ^c	233 457	498 803	732 260	621 349
Autres avantages ^d	220 464	519 394	739 858	888 050
Nombre d'options attribuées ^e	60 000	160 000	220 000	240 000
Valeur à la date d'attribution ^f	898 800	2 396 800	3 295 600	3 415 200
Nombre d'actions assujetties à des restrictions (RSU) attribuées ^g		526	526	
Valeur à la date d'attribution ^h		312 970	312 970	
Nombre d'actions attribuées sous condition de performance ⁱ	3 000	6 900	9 900	9 900
Valeur annualisée à la date d'attribution ^j	533 580	1 227 234	1 760 814	1 760 814
Total des rémunérations	3 361 818	8 502 292	11 864 110	12 145 139

a) Rémunération annuelle des cinq membres du Comité exécutif.

b) Primes annuelles versées en mars 2009 en fonction des performances 2008.

c) Contributions de la Société aux plans de retraite d'entreprise, aux régimes d'épargne-retraite et charges annuelles pour retraite complémentaire des cadres supérieurs.

d) Valeur annualisée des plans de santé et de prévoyance, des avantages liés à la mobilité internationale et autres avantages en nature. Les contributions aux régimes de sécurité sociale obligatoires sont exclues.

e) Vesting des options au 3 mars 2011.

f) Valeur économique à la date d'attribution selon le modèle Black Scholes, sans réduction appliquée pour la période de vesting.

g) Vesting des RSU au 2 mars 2012.

h) Valeur économique à la date d'attribution selon les normes IFRS, sans réduction appliquée pour la période de vesting.

i) Attribution unique sous condition de performance pour une période de cinq ans allant de 2008 à 2012. Vesting des actions au 1^{er} mars 2013.

j) Valeur annualisée à la date d'attribution calculée selon les normes IFRS et dans l'hypothèse de l'objectif de performance atteint à 100%.

Rémunération totale la plus élevée

En 2009, Gilles Andrier, Directeur général, était le membre du Comité exécutif le mieux rémunéré. Pour obtenir des informations détaillées sur sa rémunération, veuillez vous reporter au tableau ci-dessus ainsi qu'au rapport complet sur les rémunérations du Conseil d'administration et du Comité exécutif, à la section « Related Parties » du Rapport financier 2009.

Autre rémunération, honoraires et prêts accordés aux membres actuels ou anciens membres du Comité exécutif

Aucune rémunération ni honoraire supplémentaire n'a été provisionné ou versé à un membre actuel ou ancien membre du Comité exécutif au cours de la période concernée.

Aucun encours de prêt n'est à noter au 31 décembre 2009.

Rémunération spéciale des membres du Comité exécutif ayant quitté la Société au cours de la période concernée

Aucune rémunération de ce type n'a été versée au cours de la période concernée.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

La rémunération des membres du Conseil d'administration est constituée de jetons de présence relatifs au Conseil d'administration et aux Comités. Ces jetons de présence sont payés peu après l'Assemblée générale pour l'année écoulée. En outre, chaque membre du Conseil d'administration participe au LTIP de Givaudan. À l'exception du Président, chaque membre du Conseil d'administration reçoit une somme de CHF 10 000 pour frais divers. Cette somme est versée pour l'année à venir. Les droits au LTIP sont également octroyés pour la même période.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

La rémunération des membres du Conseil d'administration pour l'année écoulée est la suivante :

2009 <i>En francs suisses</i>	Jürg Witmer Président	André Hoffmann	Dietrich Fuhrmann	Peter Kappeler	John Marthinsen ^a	Thomas Rufer ^b	Nabil Sakkab	Henner Schierenbeck	Total des rémunérations
Jetons de présence (CA)	320 000	80 000	80 000	80 000	80 000		80 000	80 000	800 000
Autres rémunérations en numéraire ^c							30 000		30 000
Jetons de présence (Comités)	30 000	50 000	20 000	40 000	20 000		20 000	40 000	220 000
Total en numéraire	350 000	130 000	100 000	120 000	100 000		130 000	120 000	1 050 000
Nombre d'options attribuées ^d	26 800	6 700		3 350		3 350	3 350	6 700	50 250
Valeur à la date d'attribution ^e	401 464	100 366		50 183		50 183	50 183	100 366	752 745
Nombre d'actions assujetties à des restrictions (RSU) ^f			176	88		88	88		440
Valeur à la date d'attribution ^g			104 720	52 360		52 360	52 360		261 800
Total des rémunérations	751 464	230 366	204 720	222 543	100 000	102 543	232 543	220 366	2 064 545

a) A quitté le Conseil d'administration le 26 mars 2009.

b) A rejoint le Conseil d'administration le 26 mars 2009.

c) Représente la rémunération de missions supplémentaires, comme indiqué dans le Rapport annuel 2006.

d) Vesting des options au 3 mars 2011.

e) Valeur économique à la date d'attribution basée sur le modèle Black Scholes, sans réduction appliquée pour la période de vesting.

f) Vesting des RSU au 2 mars 2012.

g) Valeur économique à la date d'attribution selon les normes IFRS, sans réduction appliquée pour la période de vesting.

Les paiements relatifs aux frais divers des membres du Conseil d'administration s'élèvent à CHF 60 000.

Membre du Conseil d'administration le mieux rémunéré

En 2009, Jürg Witmer, Président du Conseil d'administration depuis le 28 avril 2005, était l'administrateur le mieux rémunéré. Pour obtenir des informations détaillées sur sa rémunération, veuillez vous reporter au tableau ci-dessus ainsi qu'au rapport complet sur les rémunérations du Conseil d'administration et du Comité exécutif, à la section « Related Parties » du Rapport financier 2009.

Autre rémunération, honoraires et prêts accordés aux membres actuels ou anciens membres du Conseil d'administration

Aucune rémunération ni honoraire supplémentaire n'a été versé à un membre du Conseil d'administration. Aucun encours de prêt n'est à noter au 31 décembre 2009.

Rémunération spéciale des membres du Conseil d'administration ayant quitté la Société au cours de la période concernée

Aucune rémunération de ce type n'a été versée au cours de la période concernée.

Autres honoraires et prêts supplémentaires

Aucun honoraire ou rémunération supplémentaire n'a été versé à un membre du Conseil d'administration au cours de la période concernée. Aucun encours de prêt n'est à noter au 31 décembre 2009.

Détention d'actions

Aucune action n'a été octroyée aux membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif, ni à leurs proches au cours de la période concernée.

Au total, le Président et les autres membres non exécutifs du Conseil, ainsi que leurs proches, détenaient 139 233 actions Givaudan. Pour obtenir des informations détaillées, veuillez vous reporter au tableau des rémunérations 2009.

Au 31 décembre 2009, le Directeur général et les autres membres du Comité exécutif ainsi que leurs proches détenaient 351 actions Givaudan. Pour obtenir des informations détaillées, veuillez vous reporter au tableau de la page 67.

Détention de stock options et d'unités d'actions assujetties à des restrictions

Les membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif qui optent pour les stock options peuvent recevoir :

- (1) des « call warrants ». Ces titres peuvent être négociés sans restriction après la période de vesting ;
ou
- (2) des droits d'option, dans les juridictions où la législation ne permet pas la distribution de titres Givaudan aux salariés. Les droits d'options sont versés en numéraire et offrent des avantages économiques identiques aux stock options. Ces droits ne peuvent pas être négociés ou transférés après la période de vesting.

À compter de 2009, les membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif peuvent choisir de recevoir des unités d'actions assujetties à des restrictions (RSU) en lieu et place de stock options, comme décrit ci-avant.

Vous pouvez obtenir des informations détaillées sur le plan de stock options et les RSU Givaudan à la section « Share-based payments » du Rapport financier 2009.

Le tableau suivant présente :

- les actions détenues par chacun des membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2009.
- les RSU octroyées aux membres du Conseil d'administration en 2009 et toujours en leur possession au 31 décembre 2009.
- les stock options/droits d'option octroyés aux membres du Conseil d'administration pendant les périodes concernées et toujours en leur possession au 31 décembre 2009.

À la connaissance de la Société, aucun proche des membres du Conseil d'administration ne détenait d'actions ou de stock options/droits d'option ou de RSU au 31 décembre 2009.

2009 <i>Chiffres</i>	Actions	Actions assujetties à des restrictions	Stock options/Droits d'option				
			Échéance 2010	Échéance 2011	Échéance 2012	Échéance 2013	Échéance 2014
Jürg Witmer, Président	1 000			20 100	26 800	26 800	26 800
André Hoffmann ^{a)}	137 672		6 000	6 700	6 700	6 700	6 700
Dietrich Fuhrmann	17	176		6 700	6 700	6 700	
Peter Kappeler	10	88				6 700	3 350
Thomas Rufer	58	88					3 350
Nabil Sakkab		88				6 700	3 350
Henner Schierenbeck	476			6 700	6 700	6 700	6 700
Total du Conseil d'administration	139 233	440	6 000	40 200	46 900	60 300	50 250

a) M. Hoffmann détenait également les instruments dérivés Givaudan suivants au 31 décembre 2009 :

- 60 000 OTC call options UBS SA 2008-26.08.2010 SSL GIV (valeur n° 4103209)
- 70 000 OTC call options UBS SA 2008-20.08.2010 SSL GIV (valeur n° 4103156)

Le tableau suivant présente :

- les actions détenues par chacun des membres du Comité exécutif au 31 décembre 2009.
- les RSU octroyées aux membres du Comité exécutif en 2009 et toujours en leur possession au 31 décembre 2009.
- les stock options/droits d'option octroyés aux membres du Comité exécutif pendant les périodes concernées et toujours en leur possession au 31 décembre 2009.

2009	Actions	Actions assujetties à des restrictions	Stock options/Droits d'option				
			Échéance 2010	Échéance 2011	Échéance 2012	Échéance 2013	Échéance 2014
<i>Chiffres</i>							
Gilles Andrier, Directeur général				60 000	60 000	60 000	60 000
Matthias Währen		526		40 000	40 000	40 000	20 000
Mauricio Graber	116			27 500	40 000	40 000	40 000
Michael Carlos				40 000	40 000	40 000	40 000
Joe Fabbri ^a	117			15 000	30 000	30 000	30 000
Adrien Gonckel	20			30 000	30 000	30 000	30 000
Total du Comité exécutif	253	526		212 500	240 000	240 000	220 000

a) M. Fabbri détenait également 506 American Depositary Receipts (symbole : GVDN.Y ; ratio 50 : 1) au 31 décembre 2009.

Deux proches des membres du Comité exécutif détenaient des titres Givaudan au 31 décembre 2009 :

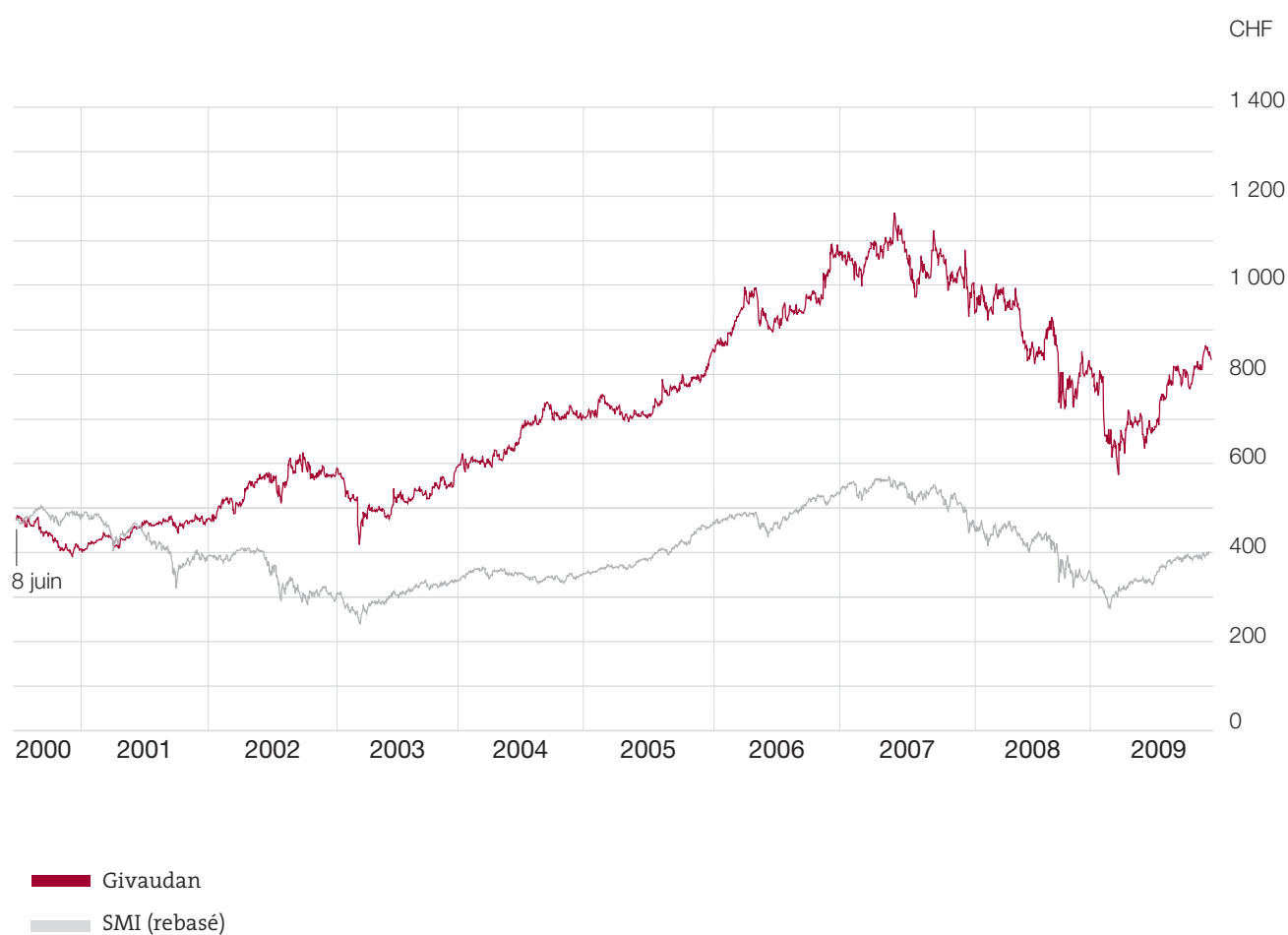
- une personne détenait 11 000 droits d'option (2 000 arrivant à échéance en 2011, 3 000 en 2012, 3 000 en 2013 et 3 000 en 2014)
- une personne détenait 98 actions.

À la connaissance de la Société, aucun autre proche des membres du Comité exécutif ne détenait d'actions ou de stock options/droits d'option ou de RSU au 31 décembre 2009.

Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter aux comptes annuels consolidés du Rapport financier 2009 (note 32).

ACTIONS NOMINATIVES GIVAUDAN

Évolution du cours de l'action depuis la cotation en Bourse



Les actions Givaudan sont traitées sur virt-x, sous le numéro de valeur 1064593.

FINANCIAL REPORT 2009

TABLE OF CONTENTS

Financial Review	71
Consolidated Financial Statements	74
Consolidated Income Statement for the Year Ended 31 December	74
Consolidated Statement of Comprehensive Income for the Year Ended 31 December	75
Consolidated Statement of Financial Position as at 31 December	76
Consolidated Statement of Changes in Equity for the Year Ended 31 December	77
Consolidated Statement of Cash Flows for the Year Ended 31 December	78
Notes to the Consolidated Financial Statements	79
1. Group Organisation	79
2. Summary of Significant Accounting Policies	79
3. Critical Accounting Estimates and Judgments	90
4. Financial Risk Management	91
5. Acquisitions and Divestments	97
6. Segment Information	98
7. Employee Benefits	100
8. Share-Based Payments	102
9. Jointly Controlled Entities	105
10. Other Operating Income	105
11. Other Operating Expense	105
12. Expenses by Nature	105
13. Financing Costs	106
14. Other Financial (Income) Expense, Net	106
15. Income Taxes	106
16. Non-Controlling Interests	108
17. Earnings per Share	108
18. Cash and Cash Equivalents	108
19. Available-for-Sale Financial Assets	108
20. Accounts Receivable – Trade	109
21. Inventories	109
22. Assets held for Sale	110
23. Property, Plant and Equipment	110
24. Intangible Assets	111
25. Debt	113
26. Provisions	115
27. Own Equity Instruments	116
28. Equity	116
29. Commitments	117
30. Contingent Liabilities	117
31. Related Parties	118
32. Board of Directors and Executive Committee Compensation	118
33. List of Principal Group Companies	121
34. Disclosure of the Process of Risk Assessment	122
Report of the Statutory Auditors on the Consolidated Financial Statements	123
Statutory Financial Statements of Givaudan SA (Group Holding Company)	124
Income Statement for the Year Ended 31 December	124
Statement of financial position as at 31 December	125
Notes to the Statutory Financial Statements	126
1. General	126
2. Valuation Methods and Translation of Foreign Currencies	126
3. Cash and Cash Equivalents	126
4. Bonds	126
5. Guarantees	126
6. Equity	127
7. Movements in Equity	128
8. List of Principal Direct Subsidiaries	128
9. Jointly Controlled Entities	129
10. Board of Directors and Executive Committee Compensation	129
11. Disclosure of the Process of Risk Assessment	129
Appropriation of available earnings of Givaudan SA	130
Proposal of the Board of Directors to the General Meeting of Shareholders	130
Report of the Statutory Auditors on the Financial Statements	131

FINANCIAL REVIEW

<i>in millions of Swiss francs, except for per share data</i>	2009	2008
Sales	3,959	4,087
Gross profit	1,780	1,862
<i>as % of sales</i>	45.0%	45.6%
EBITDA at comparable basis ^{a, b}	820	842
<i>as % of sales</i>	20.7%	20.6%
EBITDA ^a	758	765
<i>as % of sales</i>	19.1%	18.7%
Operating income at comparable basis ^b	525	486
<i>as % of sales</i>	13.3%	11.9%
Operating income	460	379
<i>as % of sales</i>	11.6%	9.3%
Income attributable to equity holders of the parent	199	111
<i>as % of sales</i>	5.0%	2.7%
Earnings per share – basic (CHF) ^{c, d}	25.07	14.98
Earnings per share – diluted (CHF) ^{c, d}	24.97	14.87
Operating cash flow	738	541
<i>as % of sales</i>	18.6%	13.2%

a) EBITDA: **E**arnings **B**efore **I**nterest (and other financial income (expense), net), **T**ax, **D**epreciation and **A**mortisation. This corresponds to operating income before depreciation, amortisation and impairment of long-lived assets.

b) EBITDA at comparable basis excludes acquisition related restructuring expenses. Operating income at comparable basis excludes acquisition related restructuring expenses and impairment of long-lived assets.

c) The weighted average number of shares outstanding has been retrospectively increased as a result of the share capital increase for all periods before the capitalisation to consider the bonus element of the rights issue.

d) The Mandatory Convertible Securities will convert in March 2010, thus impacting the future earnings per share calculation.

<i>in millions of Swiss francs, except for employee data</i>	31 December 2009	31 December 2008
Total assets	7,083	6,997
Total liabilities	4,271	4,904
Total equity	2,812	2,093
Number of employees	8,501	8,772

Foreign exchange rates

<i>Foreign currency to Swiss francs exchange rates</i>								
	ISO code	Units	31 Dec 2009	Average 2009	31 Dec 2008	Average 2008	31 Dec 2007	Average 2007
Dollar	USD	1	1.04	1.08	1.07	1.08	1.14	1.20
Euro	EUR	1	1.48	1.51	1.49	1.59	1.66	1.64
Pound	GBP	1	1.67	1.69	1.56	2.00	2.25	2.40
Yen	JPY	100	1.11	1.16	1.18	1.05	1.02	1.02

Sales

In 2009, Givaudan Group sales totalled CHF 3,959 million, an increase of 1.4% in local currencies and a decrease of 3.1% in Swiss francs compared to the previous year. On a comparable basis (in local currencies and excluding the impact of divestments), sales increased by 1.6% versus 2008.

Sales of the Fragrance Division were CHF 1,824 million, an increase of 0.9% in local currencies and a decrease of 3.9% in Swiss francs versus 2008.

Sales of the Flavour Division were CHF 2,135 million, an increase of 1.9% in local currencies and a decrease of 2.5% in Swiss francs compared to the previous year. On a comparable basis, sales increased by 2.2% versus 2008.

Operating Performance

Gross Margin

The gross profit margin declined to 45.0% from 45.6% as a result of strong increases in raw material, energy and transportation costs. Although basic commodity and energy prices have declined from the peak in the first quarter of 2009, the impact of this decline on Givaudan's margins was not fully reflected in 2009. Production volumes were significantly lower in 2009 than in 2008, driven both by lower sales volumes, as well as a strong focus on reducing inventory levels. Production costs could not be reduced in the same proportion, as a consequence putting pressure on the Gross Margin.

Earnings before Interest, Tax, Depreciation and Amortisation (EBITDA)

EBITDA declined to CHF 758 million in 2009 from CHF 765 million last year. On a comparable basis EBITDA was CHF 820 million, below the CHF 842 million reported last year. The comparable EBITDA margin was 20.7% in 2009, slightly higher than the 20.6% reported in 2008. The lower gross profit was more than compensated by integration savings and cost containment measures. When measured in local currency terms, the EBITDA on a comparable basis increased by 1.7%.

Operating Income

The operating income increased to CHF 460 million from CHF 379 million last year. On a comparable basis, excluding CHF 65 million of integration costs, the operating income increased to CHF 525 million in 2009 from CHF 486 million in 2008. The operating margin on a comparable basis increased to 13.3% in 2009 from 11.9% reported last year, mainly as a result of the lower amortisation of intangible assets, as well as integration savings and other cost containment measures partially offset by continued pressure on the gross profit margin. When measured in local currency terms, the operating income on a comparable basis increased by 14.4%.

Financial Performance

Financing costs were CHF 142 million in 2009, down from CHF 153 million in 2008. Other financial expense, net of income was CHF 51 million in 2009, versus CHF 71 million in 2008. In 2009 Givaudan continued to incur some exchange rates losses, but these were lower than in 2008. The Group continued to incur significant hedging costs to protect against ongoing currency volatility.

The Group's income taxes as a percentage of income before taxes were 25% in 2009, versus 28% in 2008.

Net Income

In actual terms, the net income increased by 79.3% to CHF 199 million in 2009 from CHF 111 million in 2008. This represents 5.0% of sales in 2009, versus 2.7% in 2008. Basic earnings per share increased to CHF 25.07 in 2009 from CHF 14.98 in the previous year.

Cash Flow

Givaudan delivered an operating cash flow of CHF 738 million, an increase of CHF 197 million on 2008. A strong focus on working capital management delivered a reduction in inventories of CHF 126 million, down 16.7% versus 2008 levels, and accounts receivables were maintained at 2008 levels, despite a strong sales increase in the last quarter versus prior year comparatives.

Total net investments in property, plant and equipment were CHF 95 million, down from the CHF 194 million incurred in 2008 as the Group reprioritised investments. Intangible asset additions were CHF 64 million in 2009, a significant portion of this investment being in the company's ERP project, based on SAP. Implementation was completed in the Netherlands and the UK and the project focus has now moved to North and South America. Operating cash flow after investments was CHF 589 million, up 113.4% versus the CHF 276 million recorded in 2008. Free cash flow, defined as operating cash flow after investments and interest paid, was CHF 459 million in 2009, a three-fold increase versus 2008.

In June 2009, Givaudan successfully completed its CHF 420 million rights issue, with 99.7% of rights being exercised.

Financial Position

Givaudan's financial position was significantly strengthened in 2009. As a result of a strong focus on cash generation, lower capital expenditures and the proceeds of the rights issue, net debt at December 2009 was CHF 2,248 million, down from CHF 3,182 million at December 2008. Excluding the Mandatory Convertible Securities, net debt at December 2009 was CHF 1,499 million, down from CHF 2,438 million at December 2008. At the end of 2009 the leverage ratio was 30%, compared to 46% at the end of 2008.

Dividend

The Board of Directors will recommend to the Annual General Meeting on 25 March 2010 to distribute a cash dividend to the shareholders of CHF 20.60 per share. This represents an increase of 3.0% over 2008.

Outlook

For the full year 2010, Givaudan is confident to further outgrow the underlying market, based on its growing pipeline of briefs and new wins. The integration achievements have reinforced Givaudan's unique platform for accelerated growth and performance improvement. The company is confident to achieve the announced savings target of CHF 200 million by 2010 and therefore to reach its pre-acquisition EBITDA margin level of 22.7% by 2010. In an improving environment, Givaudan continues to focus on its growth initiatives to expand in developing countries and in key segments.

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Consolidated Income Statement for the Year Ended 31 December

<i>in millions of Swiss francs, except for per share data</i>	Note	2009	2008
Sales	6	3,959	4,087
Cost of sales		(2,179)	(2,225)
Gross profit		1,780	1,862
<i>as % of sales</i>		45.0%	45.6%
Marketing and distribution expenses		(596)	(633)
Research and product development expenses		(326)	(344)
Administration expenses		(137)	(135)
Amortisation of intangible assets	24	(176)	(232)
Share of loss of jointly controlled entities	9	(1)	(1)
Other operating income	10	9	12
Other operating expense	11	(93)	(150)
Operating income		460	379
<i>as % of sales</i>		11.6%	9.3%
Financing costs	13	(142)	(153)
Other financial income (expense), net	14	(51)	(71)
Income before taxes		267	155
Income taxes	15	(67)	(43)
Income for the period		200	112
Attribution			
Income attributable to non-controlling interests	16	1	1
Income attributable to equity holders of the parent		199	111
<i>as % of sales</i>		5.0%	2.7%
Earnings per share – basic (CHF)	17	25.07	14.98
Earnings per share – diluted (CHF)	17	24.97	14.87

The notes on pages 79 to 122 form an integral part of these financial statements.

Consolidated Statement of Comprehensive Income for the Year Ended 31 December

<i>in millions of Swiss francs, except for per share data</i>	Note	2009	2008
Income for the period		200	112
Available-for-sale financial assets			
Movement on fair value for available-for-sale financial assets, net		28	(53)
Movement on deferred taxes on fair value adjustments	15	1	-
(Gain) loss on available-for-sale financial assets removed from equity and recognised in the consolidated income statement		7	7
Cash flow hedges			
Fair value adjustments in year		(22)	(59)
Remove from equity			
– and recognised in the consolidated income statement		18	(1)
– and recognised in non-financial assets (inventories)	4.2.4	10	
Exchange differences arising on translation of foreign operations			
Change in currency translation		51	(477)
Other comprehensive income for the period		93	(583)
Total comprehensive income for the period		293	(471)
Attribution			
Total comprehensive income attributable to non-controlling interests	16	1	(1)
Total comprehensive income attributable to equity holders of the parent		292	(470)

The notes on pages 79 to 122 form an integral part of these financial statements.

Consolidated Statement of Financial Position as at 31 December

<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	2009	2008
Cash and cash equivalents	18	825	419
Derivative financial instruments	4	35	121
Derivatives on own equity instruments	27	14	14
Available-for-sale financial assets	4, 19	18	91
Accounts receivable – trade	4, 20	685	664
Inventories	21	633	755
Current income tax assets	15	73	33
Assets held for sale	22	12	
Other current assets	4	94	83
Current assets		2,389	2,180
Property, plant and equipment	23	1,437	1,486
Intangible assets	24	3,014	3,083
Deferred income tax assets	15	47	59
Assets for post-employment benefits	7	71	39
Jointly controlled entities	9	6	8
Other long-term assets	19	119	142
Non-current assets		4,694	4,817
Total assets		7,083	6,997
Short-term debt	25	791	282
Derivative financial instruments	4	29	96
Accounts payable – trade and others	4	322	331
Accrued payroll & payroll taxes		92	108
Current income tax liabilities	15	69	50
Financial liability: own equity instruments	27	30	30
Provisions	26	25	31
Other current liabilities		108	124
Current liabilities		1,466	1,052
Derivative financial instruments	4	54	57
Long-term debt	25	2,282	3,319
Provisions	26	100	92
Liabilities for post-employment benefits	7	130	153
Deferred income tax liabilities	15	186	179
Other non-current liabilities		53	52
Non-current liabilities		2,805	3,852
Total liabilities		4,271	4,904
Share capital	28	85	73
Retained earnings and reserves	28	3,741	3,153
Hedging reserve	28	(45)	(51)
Own equity instruments	27, 28	(132)	(157)
Fair value reserve for available-for-sale financial assets		8	(28)
Cumulative translation differences		(852)	(903)
Equity attributable to equity holders of the parent		2,805	2,087
Non-controlling interests	16	7	6
Total equity		2,812	2,093
Total liabilities and equity		7,083	6,997

The notes on pages 79 to 122 form an integral part of these financial statements.

Consolidated Statement of Changes in Equity for the Year Ended 31 December

2009										
<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	Share Capital	Retained earnings and reserves	Own equity instruments	Hedging reserve	Fair value reserve for available-for-sale financial assets	Currency translation differences	Equity attributable to equity holders of the parent	Non-controlling interests	Total equity
Note		28	28	27, 28					16	
Balance as at 1 January		73	3,153	(157)	(51)	(28)	(903)	2,087	6	2,093
Income for the period			199					199	1	200
Available-for-sale financial assets	4, 19					36		36		36
Cash flow hedges					6			6		6
Exchange differences arising on translation of foreign operations							51	51	-	51
Other comprehensive income for the period					6	36	51	93		93
Total comprehensive income for the period			199		6	36	51	292	1	293
Issuance of shares	28	12	460					472		472
Dividends paid	28		(71)					(71)	-	(71)
Movement on own equity instruments, net				25				25		25
Net change in other equity items		12	389	25				426		426
Balance as at 31 December		85	3,741	(132)	(45)	8	(852)	2,805	7	2,812

2008										
<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	Share Capital	Retained earnings and reserves	Own equity instruments	Hedging reserve	Fair value reserve for available-for-sale financial assets	Currency translation differences	Equity attributable to equity holders of the parent	Non-controlling interests	Total equity
Note		28	28	27, 28					16	
Balance as at 1 January		73	3,181	(178)	9	18	(428)	2,675	7	2,682
Income for the period			111					111	1	112
Available-for-sale financial assets	4, 19					(46)		(46)		(46)
Cash flow hedges					(60)			(60)		(60)
Exchange differences arising on translation of foreign operations							(475)	(475)	(2)	(477)
Other comprehensive income for the period					(60)	(46)	(475)	(581)	(2)	(583)
Total comprehensive income for the period			111		(60)	(46)	(475)	(470)	(1)	(471)
Dividends paid	28		(139)					(139)	-	(139)
Movement on own equity instruments, net				21				21		21
Net change in other equity items			(139)	21				(118)		(118)
Balance as at 31 December		73	3,153	(157)	(51)	(28)	(903)	2,087	6	2,093

The notes on pages 79 to 122 form an integral part of these financial statements.

Consolidated Statement of Cash Flows for the Year Ended 31 December

<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	2009	2008
Income for the period		200	112
Income tax expense	15	67	43
Interest expense	13	119	118
Non-operating income and expense		74	106
Operating income		460	379
Depreciation of property, plant and equipment	23	119	123
Amortisation of intangible assets	24	176	232
Impairment of long lived assets	23, 24	3	31
Other non-cash items			
– share-based payments		11	10
– additional and unused provisions, net		71	30
– other non-cash items		(15)	(38)
Adjustments for non-cash items		365	388
(Increase) decrease in inventories		126	(60)
(Increase) decrease in accounts receivable		(7)	(12)
(Increase) decrease in other current assets		(10)	22
Increase (decrease) in accounts payable		(19)	28
Increase (decrease) in other current liabilities		(32)	(26)
(Increase) decrease in working capital		58	(48)
Income taxes paid		(50)	(104)
Other operating cash flows, net^a		(95)	(74)
Cash flows from (for) operating activities		738	541
Increase in long-term debt		304	147
(Decrease) in long-term debt		(550)	(298)
Increase in short-term debt		16	138
(Decrease) in short-term debt		(295)	(74)
Interest paid		(130)	(131)
Dividends paid	28	(71)	(139)
Issuance of shares	28	472	
Purchase and sale of own equity instruments, net		5	27
Others, net		2	(28)
Cash flows from (for) financing activities		(247)	(358)
Acquisition of property, plant and equipment	23	(95)	(194)
Acquisition of intangible assets	24	(64)	(76)
Acquisition of subsidiary, net of cash acquired	5		53
Disposal of subsidiary, net of cash disposed			16
Proceeds from the disposal of property, plant and equipment	23	10	5
Interest received		5	5
Dividends received		-	-
Purchase and sale of available-for-sale financial assets, net		98	(86)
Purchase and sale of derivative financial instruments, net		1	171
Others, net		(38)	2
Cash flows from (for) investing activities		(83)	(104)
Net increase (decrease) in cash and cash equivalents		408	79
Net effect of currency translation on cash and cash equivalents		(2)	(19)
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		419	359
Cash and cash equivalents at the end of the period		825	419

a) Other operating cash flows, net mainly consist of the utilisation of provisions.

The notes on pages 79 to 122 form an integral part of these financial statements.

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

1. Group Organisation

Givaudan SA and its subsidiaries (hereafter “the Group”) operate under the name Givaudan. Givaudan SA is a limited liability company incorporated and domiciled in Switzerland. The Group is headquartered in Vernier, near Geneva, Switzerland.

Givaudan is a leading supplier of creative fragrance and flavour products to the consumer goods industry. It operates in over 100 countries and has subsidiaries and branches in more than 40 countries. Worldwide, it employs 8,501 people. A list of the principal Group companies is shown in Note 33 to the consolidated financial statements.

The Group is listed on the SIX Swiss Exchange (GIVN).

2. Summary of Significant Accounting Policies

The significant accounting policies applied in the preparation of these consolidated financial statements are set out below. These policies have been consistently applied to all years presented, unless otherwise stated.

2.1 Basis of Preparation

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as issued by the IASB and with Swiss law. They are prepared under the historical cost convention as modified by the revaluation of available-for-sale financial assets, of financial assets and financial liabilities at fair value through the income statement, and of own equity instruments classified as derivatives.

Givaudan SA's Board of Directors approved these consolidated financial statements on 15 February 2010.

2.1.1 Changes in Accounting Policy and Disclosures

Standards, amendments and interpretations effective in 2009

The accounting policies adopted are consistent with those of the annual financial statements for the year ended 31 December 2008, as described in the 2008 consolidated financial statements, with the exception of the adoption as of 1 January 2009 of the standards and interpretations described below:

- IAS 23 (revised) Borrowing Costs
- IFRS 8 Operating Segments
- Amendments to IAS 1 Presentation of Financial Statements
- Amendments to IFRS 2 Share-based Payment
- Amendments to IFRS 1 First-time Adoption of International Financial Reporting Standards and IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements
- Amendments to IAS 32 Financial Instruments: Presentation and IAS 1 Presentation of Financial Statements
- Improvements to IFRSs: May 2008
- Amendments to IFRS 7 Financial Instruments: Disclosures

IAS 23 (revised) Borrowing Costs requires an entity to capitalise borrowing costs directly attributable to the acquisition, construction or production of a qualifying asset as part of the costs of that asset. The accounting policy of immediately expensing those borrowing costs was removed as from 1 January 2009. During 2009, the Group did not recognise any new qualifying assets and therefore no borrowing costs were capitalised.

IFRS 8 Operating Segments replaces IAS 14 Segment Reporting and requires a “management approach”, under which segment information is presented on the same basis as that used for internal reporting purposes. The operating segments are identified on the basis of internal reports regularly reviewed by the Executive Committee, the members of the Executive Committee being the chief operating decision makers, in order to allocate resources to the segments and to assess their respective performance. The business units of each Division, respectively Fine Fragrances, Consumer Products and Fragrance Ingredients for the Fragrance Division and Beverages, Dairy, Savoury and Sweet Goods for the Flavour Division, do not qualify as operating segments as decision making about the allocation of resources and the assessment of performance are not made at this level. The internal financial reporting is consistently prepared under the two operating divisions: Fragrances and Flavours. Thus the adoption of IFRS 8 did not result in additional segments or different segments. However the Group changed its segment profit disclosure to operating income at comparable basis. This measure is computed as the operating income adjusted for non-recurrent items (see Note 6).

Amendments to IAS 1 Presentation of Financial Statements prohibit the presentation of items of income and expenses – that is “non-owner changes in equity” – in the statement of changes in equity, requiring “non-owner changes in equity” to be presented separately from owner changes in equity. The performance of the Group is presented in two statements; the income statement and the statement of comprehensive income. The revised standard has introduced a number of terminology changes (including revised titles for the consolidated financial statements) and has resulted in a number of changes in presentation. However, the revised standard has no impact on the reported results or financial position of the Group.

Amendments to IFRS 2 Share-based Payment clarify that vesting conditions are service conditions and performance conditions. These have no impact on the share-based payments plans established by the Group.

Amendments to IFRS 1 First-time Adoption of International Financial Reporting Standards and IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements allow first-time adopters to use a deemed cost to measure the initial cost of investments in the separate financial statements and removes the definition of the cost method from IAS 27 by replacing it with a new requirement. The amendments have no impact on the Group's consolidated financial statements.

Amendments to IAS 32 Financial Instruments: Presentation and IAS 1 Presentation of Financial Statements require an entity to classify puttable financial instruments and instruments, or components of instruments that impose on the entity an obligation to deliver to another party a pro rata share of the net assets of the entity only on liquidation as equity. These amendments have no impact on the Group's consolidated financial statements.

Improvements to IFRSs (May 2008) set out 35 amendments across 20 different standards, related basis for conclusions and guidance. These amendments have not resulted in a change of the Group's accounting policies since those policies are in line with the clarifications specified except for the presentation of derivatives that are designated and qualify as hedge accounting.

These derivatives are presented as current or non-current on the basis of their settlement dates whereas previously they were presented as current assets or liabilities. This resulted in a reclassification from current assets or liabilities to non-current assets and liabilities (2008: CHF 57 million from current liabilities to non-current liabilities; 2007: CHF 7 million from current assets to non-current assets and CHF 3 million from current liabilities to non-current liabilities). The materiality of the change in presentation did not justify the disclosure of the comparative information as at the beginning of the earliest comparative period.

Amendments to IFRS 7 Financial Instruments: Disclosures set out improvements in disclosures on financial instruments. These amendments extend the disclosures required in respect of fair value measurement recognised in the statement of financial position. These changes are reflected in the relevant notes of the 2009 Financial Report (see Note 4).

IFRIC 13 Customer Loyalty Programmes, IFRIC 15 Agreements for constructions of real estates, IFRIC 16 Hedges of a net investment in a foreign operation, amendments to IFRIC 9 and IAS 39 Reassessment of Embedded Derivatives, and IFRIC 18 Contributions of assets from customers have no impact on the Group's consolidated financial statements.

IFRS and IFRIC issued but not yet effective

New and revised standards and interpretations, issued but not yet effective, have been reviewed to identify the nature of the future changes in accounting policy and to estimate the effect of any necessary changes in the consolidated income statement and financial position upon their adoption.

a) Issued and effective for 2010

- IFRS 3 Business Combinations (revised)
- Amendments to IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements
- Amendment to IAS 39 Financial Instruments Recognition and Measurement. Eligible Hedged Items
- Improvements to IFRSs: May 2008 and April 2009
- Amendments to IFRS 1: Additional Exemptions for First-time Adopters
- Amendments to IFRS 2: Group Cash-settled Share-based Payment Transactions

IFRS 3 Business Combinations (revised) continues to apply the acquisition method to business combinations, with some significant changes. The Group will apply this standard prospectively to all future business combinations.

Amendments to IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements requires the effects of all transactions with a non-controlling interest to be recognised in equity if there is no change in control and these transactions will no longer result in adjustments to goodwill or recognition of gains and losses. The standard also specifies the accounting when control is lost. The Group will apply these amendments prospectively to transactions with non-controlling interests.

Amendment to IAS 39 Financial Instruments Recognition and Measurement. Eligible Hedged Items clarifies whether a hedged risk or portion of cash flows is eligible for hedge accounting. The Group will apply these amendments prospectively to relevant hedging relationships.

Improvements to IFRSs (May 2008) clarifies disclosure requirements when the entity is committed to a sale plan involving loss of control of a subsidiary when criteria and definitions are met in accordance with IFRS 5 Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations. **Improvements to IFRSs** (April 2009) set out amendments across 12 different standards, related basis for conclusions and guidance. They relate to IFRS 2 Share-based Payment, Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations, IFRS 8 Operating Segments, IAS 1 Presentation of Financial Statements, IAS 7 Statement of Cash Flows, IAS 17 Leases, IAS 18 Revenue, IAS 36 Impairment of Assets, IAS 38 Intangible Assets, IAS 39 Financial Instruments: Recognition and Measurement, IFRIC 9 Reassessment of Embedded Derivatives, and IFRIC 16 Hedges of a Net Investment in a Foreign Operation. The Group does not expect that these improvements will have an impact on its consolidated financial statements.

Amendments to IFRS 1: Additional Exemptions for First-time Adopters provides further exemptions for the use of deemed costs for oil and gas assets, arrangement containing a lease, and decommissioning liabilities included in the costs of property, plant and equipment. These amendments will not have impact on the Group's consolidated financial statements.

Amendments to IFRS 2: Group Cash-settled Share-based Payment Transactions clarifies the scope and the accounting for such transactions in the separate or individual financial statements of the entity receiving the goods or services when that entity has no obligation to settle the share-based payment transaction. The Group does not expect that these amendments will have an impact on its consolidated financial statements.

The following interpretation is mandatory for accounting periods beginning on 1 January 2010:

- IFRIC 17 Distribution of non-cash assets to owners

The Group will apply this interpretation from 1 January 2010. It is not expected to have any impact on the Group's consolidated financial statements.

b) Issued and effective for 2011 and after

- IAS 24 Related Party Disclosures (revised)
- Amendment to IAS 32: IFRS Classification of Rights Issues
- IFRS 9 Financial Instruments
- Amendment to IFRS 1: Limited Exemption from Comparative IFRS 7 Disclosures for First-time Adopters
- Amendment to IFRIC 14 Prepayments of a Minimum Funding Requirement
- IFRIC 19 Extinguishing Financial Liabilities with Equity Instruments

The Group has not yet evaluated the impact of the revised standard and amendments on its consolidated financial statements.

2.2 Consolidation

The subsidiaries that are consolidated are those companies controlled, directly or indirectly, by Givaudan SA, where control is defined as the power to govern the financial and operating policies of an enterprise so as to obtain benefits from its activities. Thus, control is normally evidenced when the Group owns, either directly or indirectly, more than 50% of the voting rights of a company's share capital. Companies acquired during the year are consolidated from the date on which operating control is transferred to the Group, and subsidiaries to be divested are included up to the date on which control passes to the acquirer.

The purchase method of accounting is used to account for the acquisition of subsidiaries. The cost of an acquisition is measured as the fair value of the assets acquired, shares issued and liabilities undertaken or assumed at the date of acquisition, plus any costs directly attributable to the acquisition. Identifiable assets acquired and liabilities and contingent liabilities assumed are measured initially at their fair values at the acquisition date, irrespective of the extent of any non-controlling interest and except for non-current assets (or disposal groups) that are classified as held for sale (see Note 2.17). The excess of the cost of acquisition over the fair value of the Group's share of net assets of the subsidiary acquired is recognised as goodwill. If the cost of acquisition is less than the fair value of the net assets of the acquired subsidiary, a reassessment of the net identifiable assets and the measurement of the cost is made, and then any excess remaining after the reassessment is recognised immediately in the consolidated income statement.

Where necessary, changes are made to the accounting policies of subsidiaries to bring and ensure consistency with the policies adopted by the Group.

Balances and income and expenses resulting from inter-company transactions are eliminated.

The Group applies a policy of treating transactions with non-controlling interests as transactions with parties external to the Group. Disposals of non-controlling interests result in gains and losses for the Group and are recorded in the income statement. Purchases of non-controlling interests result in goodwill, being the difference between any consideration paid and the relevant share acquired of the carrying value of net assets of the subsidiary.

2.3 Interest in a Joint Venture

A joint venture is a contractual arrangement whereby the Group and other parties undertake an economic activity that is subject to joint control, which exists when the strategic, financial and operating decisions relating to the activities of the joint venture require the unanimous consent of the parties sharing control.

Where the Group has an interest in a joint venture which is a jointly controlled entity, the Group recognises its interest using the equity method of consolidation until the date on which the Group ceases to have joint control over the joint venture. Adjustments are made where necessary to bring the accounting policies in line with those adopted by the Group. Unrealised gains and losses on transactions between the Group and a jointly controlled entity are eliminated to the extent of the Group's interest in the joint venture.

2.4 Foreign Currency Valuation

Functional and presentation currency

Items included in the financial statements of each entity in the Group are measured using the functional currency of that entity. The functional currency is normally the one in which the entity primarily generates and expends cash. The consolidated financial statements are presented in millions of Swiss francs (CHF), the Swiss franc being the Group's presentation currency.

Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing on the dates of the transactions, or using a rate that approximates the exchange rates on the dates of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at the reporting period-end rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in other financial income (expense), net, except for:

- exchange differences deferred in equity as qualifying cash flow hedges on certain foreign currency risks and qualifying net investment hedges
- exchange differences on monetary items to a foreign operation for which settlement is neither planned nor likely to occur, therefore forming part of the net investment in the foreign operation, which are recognised initially in other comprehensive income and reclassified from equity to the income statement on disposal or partial disposal of the net investment
- exchange differences on foreign currency borrowings relating to assets under construction which are included in the cost of those assets when they are regarded as an adjustment to interest costs on those foreign currency borrowings

Non-monetary items that are measured in terms of historical cost in foreign currencies are not retranslated. Translation differences on non-monetary financial assets carried at fair value such as equity securities classified as available-for-sale are included in the available-for-sale reserve in equity, and reclassified upon settlement in the income statement as part of the fair value gain or loss.

Group companies

For the purpose of presenting consolidated financial statements, the assets and liabilities of Group companies reporting in currencies other than Swiss francs (foreign operations) are translated into Swiss francs using exchange rates prevailing at the end of the reporting period. Cash flows, income and expenses items of Group companies are translated at the average exchange rates for the period when it is considered a reasonable approximation of the underlying transaction rate. All resulting exchange differences are recognised in other comprehensive income and accumulated in equity.

On the disposal of a foreign operation (i.e. loss of control), all of the cumulative currency translation differences in respect of that foreign operation are reclassified to the income statement as part of the gain or loss on divestment. In the case of a partial disposal (i.e. no loss of control) of a foreign operation, the proportionate share of cumulative currency translation differences relating to that foreign operation are re-attributed to non-controlling interests and are recognised in the income statement.

2.5 Segment Reporting

The operating segments are identified on the basis of internal reports that are regularly reviewed by the Executive Committee, the members of the Executive Committee being the chief operating decision makers, in order to allocate resources to the segments and to assess their performance. The internal financial reporting is consistently prepared into the two operating Divisions: Fragrances and Flavours.

The business units of each Division, respectively Fine Fragrances, Consumer Products and Fragrance Ingredients for the Fragrance Division and Beverages, Dairy, Savoury and Sweet Goods for the Flavour Division, are not considered as separately reportable operating segments as decision making about the allocation of resources and the assessment of performance is not made at this level.

Inter-segment transfers or transactions are set on an arm's length basis. Operating assets consist of investment in jointly controlled entities, property, plant and equipment, intangible assets, inventories and trade receivables. Operating liabilities consist of trade accounts payable and notes payable.

Information about geographical areas are determined based on the Group's operations; Switzerland, Europe, Africa & Middle-East, North America, Latin America, and Asia Pacific. Revenues from external customers are shown by destination. Non-current assets consist of property, plant and equipment, intangible assets, and investments in jointly controlled entities.

Information regarding the Group's Reportable Segments is presented in Note 6.

2.6 Sales

Revenue from sale of goods is measured at the fair value of the consideration received or receivable in the ordinary course of the Group's activities. Sale of goods is reduced for estimated volume discounts, rebates, and sales taxes. The Group recognises revenue when the amount can be reliably measured, it is probable that future economic benefits will flow to the entity and when significant risks and rewards of ownership of the goods are transferred to the buyer, which is generally upon shipment.

2.7 Research and Product Development Costs

The Group is active in research and in formulas, technologies and product developments. In addition to its internal scientific efforts, the Group collaborates with outside partners.

Expenditure on research activities is recognised as an expense in the period in which it is incurred.

Internal developments or developments obtained through agreements on formulas, technologies and products costs are capitalised as intangible assets only when there is an identifiable asset that will generate probable economic benefits and when the cost can be measured reliably. When the conditions for recognition of an intangible asset are not met, development expenditure is recognised in the income statement in the period in which it is incurred. They are carried at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Amortisation is recognised on a straight-line basis over their estimated useful lives. The estimated useful life is reviewed at the end of each annual reporting period, with the effect of any changes in estimate being accounted for on a prospective basis.

2.8 Employee Benefit Costs

Wages, salaries, social security contributions, annual leave and paid sick leave, bonuses and non-monetary benefits are expensed in the year in which the associated services are rendered by the Group's employees.

Pension obligations

A defined benefit plan is a pension plan that defines an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, principally dependent on an employee's years of service and remuneration at retirement. Plans are usually funded by payments from the Group and employees to financially independent trusts. The liability recognised in the statement of financial position is the aggregate of the present value of the defined benefits obligation at the statement of financial position date less the fair value of plan assets, together with adjustments for unrecognised actuarial gains and losses, and past service costs not yet recognised. If the aggregate is negative, the asset is measured at the lower of such aggregate or the aggregate of cumulative unrecognised net actuarial losses and past service costs and the present value of any economic benefits available in the form of refunds from the plan or reductions in the future contributions to the plan. The present value of the defined benefits obligation and the related current service cost are calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. This reflects the discounted expected future payment required to settle the obligation resulting from employee service in the current and prior periods. The future cash outflows incorporate actuarial assumptions primarily regarding the projected rates of remuneration growth, long-term expected rates of return on plan assets, and long-term indexation rates. Discount rates, used to determine the present value of the defined benefit obligation, are based on the market yields of high-quality corporate bonds in the country concerned. A portion, representing 10% of the greater of the present value of the defined benefit obligation and the fair value of plan assets, of the differences between assumptions and actual experiences, as well as the effects of changes in actuarial assumptions are recognised over the estimated average remaining working lives of employees.

Where a plan is unfunded, a liability is recognised in the statement of financial position. A portion, representing 10% of the present value of the defined benefit obligation, of the differences between assumptions and actual experiences, as well as the effects of changes in actuarial assumptions are recognised over the estimated average remaining working lives of employees. Past service costs are amortised over the average period until the benefits become vested. Pension assets and liabilities in different defined benefit schemes are not offset unless the Group has a legally enforceable right to use the surplus in one plan to settle obligations in the other plan.

A defined contribution plan is a pension plan under which the Group pays fixed contributions into publicly or privately administrated funds. The Group has no further payment obligations once the contributions have been made. The contributions are charged to the income statement in the year to which they relate.

Other post-retirement obligations

Some Group companies provide certain post-retirement healthcare and life insurance benefits to their retirees, the entitlement to which is usually based on the employee remaining in service up to retirement age and completing a minimum service period. The expected costs of these benefits are accrued over the periods in which employees render service to the Group.

2.9 Share-Based Payments

The Group has established share option plans and a performance share plan to align the long-term interests of key executives and members of the Board of Directors with the interests of the shareholders. Key executives are awarded a portion of their performance-related compensation either in equity-settled or cash-settled share-based payment transactions. The costs are recorded in each relevant functions part of the employees' remuneration as personnel expenses with a corresponding entry in equity in own equity instruments for equity-settled share-based payment transactions and in the statement of financial position as accrued payroll & payroll taxes for the cash-settled share-based payment transactions. The different share-based payments are described in the below table:

Share-based payment transactions		Equity-settled	Cash-settled
Share options plans	Call options	A	C
	Restricted shares	B	D
Performance share plan	Shares	E	n/a

Share Options Plans

The *equity-settled share-based payment transactions* are established with call options, which have Givaudan registered shares as underlying securities, or with restricted shares. At the time of grant, key executives can select the portion, with no influence on the total economic value granted, of call options or restricted shares of the plan to be received.

- A. Call options are set generally with a vesting period of two years, during which the options cannot be exercised or transferred. The Group has at its disposal either treasury shares or conditional share capital when the options are exercised. The cost of these equity-settled instruments to be expensed, together with a corresponding increase in equity, over the vesting period, is determined by reference to the market value of the options granted at the date of the grant. Service conditions are included in the assumptions about the number of options that are expected to become exercisable. No performance conditions were included. At each statement of financial position date, the Group revises its estimates of the number of options that are expected to become exercisable. Where an equity-settled award is cancelled, it is treated as if it had vested on the date of cancellation.
- B. Restricted shares are set generally with a vesting period of three years, during which the restricted shares cannot be settled or transferred. The Group has at its disposal treasury shares for the delivery of the restricted shares. The cost of these equity-settled instruments to be expensed, together with a corresponding increase in equity, over the vesting period, is determined by reference to the fair value of the restricted shares granted at the date of the grant. The fair value is determined as the market price at grant date reduced by the present value of dividends expected to be paid during the vesting period, as participants are not entitled to receive dividends during the vesting period. Service conditions are included in the assumptions about the number of restricted shares that are expected to become deliverable. No performance conditions were included. At each statement of financial position date, the Group revises its estimates of the number of restricted shares that are expected to be delivered. Where an equity-settled award is cancelled, it is treated as if it had vested on the date of cancellation.

The *cash-settled share-based payment transactions* are established with options right units which provide a right to an executive to participate in the value development of Givaudan call options or in the value development of Givaudan shares. At the time of grant, key executives can select the portion, with no influence on the total economic value granted, of call options or restricted shares of the plan to be received in equivalent of cash.

- C. Options right units related to call options, which can only be settled in cash, are set generally with a vesting period of two years, during which the right cannot be exercised or transferred. The liability of the cash-settled instruments, together with a corresponding adjustment in expenses is measured during the vesting period using market values. The market value is based on market prices of similar observable instruments available on the financial market, as a rule the market price of the equity-settled instruments with identical terms and conditions upon which those equity instruments were granted.
- D. Options right units related to restricted shares, which can only be settled in cash, are set generally with a vesting period of three years, during which the right cannot be exercised or transferred. The liability of the cash-settled instruments, together with a corresponding adjustment in expenses is measured during the vesting period using market values. The market value is the closing share price as quoted on the market the last day of the period.

Performance share plan

With the performance share plan, key executives are awarded a portion of their performance-related compensation in *equity-settled share-based payment transactions*.

- E. The performance share plan is established with Givaudan registered shares and a vesting period of five years. The Group has at its disposal either treasury shares or conditional share capital. The cost of equity-settled instruments is expensed over the vesting period, together with a corresponding increase in equity, and is determined by reference to the fair value of the shares expected to be delivered at the date of vesting. Performance conditions are included in the assumptions in which the number of shares varies. No market conditions are involved. The fair value is determined as the market price at grant date reduced by the present value of dividends expected to be paid during the vesting period, as participants are not entitled to receive dividends during the vesting period. At each statement of financial position date, the Group revises its estimates of the number of shares that are expected to be delivered. Where an equity-settled award is cancelled, it is treated as if it had vested on the date of cancellation.

2.10 Taxation

Income taxes include all taxes based upon the taxable profits of the Group, including withholding taxes payable on the distribution of retained earnings within the Group. Other taxes not based on income, such as property and capital taxes, are included either in operating expenses or in financial expenses according to their nature. The Group's liability for current income tax is calculated using tax rates that have been enacted or substantively enacted by the end of the reporting period.

Deferred income taxes are provided based on the full liability method, under which deferred tax consequences are recognised for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying values for financial reporting purposes. Such deferred tax assets and liabilities are not recognised if the temporary difference arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither the accounting nor the taxable income. Deferred income tax assets and liabilities are measured at the tax rates that are expected to apply to the year when the asset is realised or the liability is settled, based on

tax rates that have been enacted or substantively enacted at the balance date. Deferred income tax is provided on temporary differences arising on investments in subsidiaries and interests in jointly controlled entities, except where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the Group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future. Deferred income tax assets relating to the carry-forward of unused tax losses are recognised to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the unused tax losses can be utilised.

Current tax assets and liabilities are offset and deferred income tax assets and liabilities are offset when the income taxes are levied by the same taxation authority and when there is a legally enforceable right to offset them. Current and deferred tax are recognised as an expense or income in the income statement, except when they relate to items that are recognised outside the income statement, in which case the tax is also recognised outside the income statement.

2.11 Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash on hand and time and call and current balances with banks and similar institutions. Cash equivalents are held for the purpose of meeting short-term cash commitments (maturity of three months or less from the date of acquisition) and are subject to an insignificant risk of changes in value.

2.12 Financial Assets

Financial assets are classified as financial assets at fair value through the income statement, loans and receivables, held-to-maturity investments, or available-for-sale financial assets. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at inception. All regular way purchases and sales of financial assets are recognised at the settlement date i.e. the date that the asset is delivered to or by the Group. Financial assets are classified as current assets, unless they are expected to be realised beyond twelve months of the statement of financial position date. Financial assets are derecognised when the rights to receive cash flows from the investments have expired or have been transferred and the Group has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Information on financial risk management of the Group is described in the Note 4.2. Detailed disclosures can be found in Note 19 to the consolidated financial statements.

Dividends and interest earned are included in the line other financial income (expense), net.

a) Financial assets at fair value through the income statement

Financial assets at fair value through profit or loss are financial assets held for trading. A financial asset is classified in this category if acquired for the purpose of selling in the near term. Derivatives are classified as held for trading unless they are designated as effective hedging instruments. When initially recognised, they are measured at fair value, and transaction costs are expensed in the income statement. Gains or losses on held for trading investments are recognised in the income statement.

b) Loans and receivables

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. They are carried at amortised cost using the effective interest method. Gains or losses on loans and receivables are recognised in the income statement when derecognised, impaired, or through the amortisation process. Loans and receivables are classified as other current assets and accounts receivable – trade (see Note 2.14) in the statement of financial position.

c) Held-to-maturity investments

Debt securities with fixed or determinable payments and fixed maturity are classified as held-to-maturity when the Group has the positive intention and ability to hold to maturity. These investments are measured at amortised cost using the effective interest method, less any impairment losses. Gains or losses on held-to-maturity investments are recognised in the income statement when derecognised, impaired, or through the amortisation process.

d) Available-for-sale financial assets

Available-for-sale financial assets are non-derivative financial assets that are designated as such or not classified in any of the other categories. They are initially measured at fair value, including directly attributable transaction costs. At the end of each period, the book value is adjusted to the fair value with a corresponding entry in a separate component of equity until the investment is derecognised or determined to be impaired, at which time the cumulative gain or loss previously recognised in equity is included in the income statement. When denominated in a foreign currency, any monetary item is adjusted for the effect of any change in exchange rates with the unrealised gain or loss recognised in the income statement.

For quoted equity instruments, the fair value is the market value, being calculated by reference to share exchange quoted selling prices at close of business on the statement of financial position date. Non-quoted financial assets are revalued at fair value based on observable market transactions or if not available based on prices given by reputable financial institutions or on the price of the latest transaction.

In management's opinion an available-for-sale instrument is impaired when there is objective evidence that the estimated future recoverable amount is less than the carrying amount or when its market value is 20% or more below its original cost for a six-month period. When an

impairment loss has previously been recognised, further declines in value are recognised as an impairment loss in the income statement. The charge is recognised in other financial income (expense), net. Impairment losses recognised on equity instruments are not reversed in the income statement. Impairment losses recognised on debt instruments are reversed through the income statement if the increase of the fair value of available-for-sale debt instrument objectively relates to an event occurring after the impairment charge.

2.13 Derivative Financial Instruments and Hedging Activities

Most derivative instruments are entered into to provide economic hedges. They are initially recognised at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently measured at their fair value. The method of recognising the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged. The Group designates certain derivatives as either hedges of the fair value of recognised items (fair value hedge), or hedges of a particular risk associated with highly probable forecast transactions (cash flow hedge).

The Group documents, at the inception of the transaction, the relationship between hedging instruments and hedged items, as well as its risk management objectives and strategy for undertaking various hedging transactions. The Group also documents its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, as to whether the derivatives that are used in hedging transactions are highly effective in offsetting changes in fair values or cash flows of hedged items.

Information on financial risk management within the Group is described in Note 4.2. Movements on the hedging reserve in shareholders' equity are shown in the statement of changes in equity. These derivatives are presented as current or non-current on the basis of their settlement dates.

a) Fair value hedge

Changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as fair value hedges are recognised in the income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk.

For fair value hedges relating to items carried at amortised cost, for which the effective interest method is used, the adjustment to carrying value is amortised to the income statement over the time to maturity.

The Group discontinues fair value hedge accounting if the hedging instrument expires, is sold, terminated, exercised, no longer meets the criteria for hedge accounting, or designation is revoked.

b) Cash flow hedge

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as cash flow hedges are recognised in equity, while the gain or loss relating to the ineffective portion is immediately recognised in other financial income (expense), net in the income statement.

Amounts taken to equity are transferred to the income statement when the hedged transaction affects income, such as when hedged financial income (expense), net is recognised or when a forecast sale or purchase occurs. Where the hedged item is the cost of a non-financial asset or liability, the amounts taken to equity are transferred to the initial carrying amount of the non-financial asset or liability.

When the hedging instrument expires or is sold, terminated or exercised without replacement or roll over, or the hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss existing in equity at that time remains in equity and is recognised when the ultimate forecast transaction occurs. If the forecast transaction is no longer expected to occur, any cumulative gain or loss existing in equity is immediately taken to the income statement.

c) Derivatives at fair value through the income statement

Certain derivative instruments do not qualify for hedge accounting and are accounted for at fair value through the income statement. At each statement of financial position date, these derivative instruments are valued at fair value based on quoted market prices, with the unrealised gain or loss recognised in the income statement. They are derecognised when the Group has lost control of the contractual rights of the derivatives, at which time a realised gain or loss is recognised in the income statement.

d) Embedded derivatives

Derivatives embedded in other financial instruments are treated as separate derivatives when their risks and characteristics are not closely related to those of the host contract and when the host contract is not carried at fair value through the income statement. Changes in the fair value of separable embedded derivatives are immediately recognised in the income statement.

2.14 Accounts Receivable – Trade

Trade receivables are carried at amortised cost less provisions for impairment. A provision for impairment is made for potentially impaired receivables during the year in which they are identified based on a periodic review of all outstanding amounts. Any charges for impairment are recognised within marketing and distribution expenses of the income statement. Accounts receivable – trade are deemed as impaired when there is an indication of significant financial difficulties of the debtor (delinquency in or default on payments occurs, probability of bankruptcy or need for financial reorganisation).

2.15 Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realisable value. Cost is determined using the first-in, first-out (FIFO) method. The cost of finished goods and work in process comprises raw materials, direct labour, other direct costs and related production overheads but exclude borrowing costs. Cost of sales includes the corresponding direct production costs of goods manufactured and services rendered as well as related production overheads. Net realisable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less estimated costs necessary to make the sale.

2.16 Property, Plant and Equipment

Property, plant and equipment are initially recognised at cost of purchase or construction and subsequently less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. The cost of an item of property, plant and equipment includes expenditure that is attributable to the purchase or construction. It includes, for qualifying assets, borrowing costs in accordance with the Group's accounting policy (see Note 2.21), and cost of its dismantlement, removal or restoration, related to the obligation for which an entity incurs as a consequence of installing the asset.

The assets are depreciated on a straight-line basis, except for land, which is not depreciated. Estimated useful lives of major classes of depreciable assets are as follows:

- | | |
|-----------------------------------|------------|
| • Buildings and land improvements | 40 years |
| • Machinery and equipment | 5-15 years |
| • Office equipment | 3 years |
| • Motor vehicles | 5 years |

The assets' residual values and useful lives are reviewed, and adjusted if appropriate, at each statement of financial position date.

The carrying values of plant and equipment are written down to their recoverable amount when the carrying value is greater than their estimated recoverable amount (see Note 2.20).

Gains and losses on disposals are determined by comparing the proceeds with the carrying amount with gains being recognised within other operating income and losses being recognised within other operating expense within the income statement.

Subsequent costs are included in the asset's carrying amount or recognised as a separate asset, as appropriate, only when it is probable that future economic benefits associated with the item will flow to the Group and the cost of the item can be measured reliably. Subsequent costs such as repairs and maintenance are recognised as expenses as incurred.

2.17 Non-Current Assets Held for Sale

Non-current assets may be a component of an entity, a disposal group or an individual non-current asset. They are classified as held for sale if their carrying amount will be recovered through a sale transaction rather than through continuing use. This situation is regarded as met only when the sale is highly probable and the non-current asset is available for immediate sale in its present condition. Management must be committed to the sale, which should be expected to qualify for recognition as a completed sale within one year from the date of classification.

Non-current assets held for sale are measured at the lower of carrying amount and fair value less costs to sell.

2.18 Leases

Leases of assets are classified as operating leases when substantially all the risks and rewards of ownership of the assets are retained by the lessor. Operating lease payments are charged to the income statement on a straight-line basis over the term of the lease.

When substantially all the risks and rewards of ownership of leased assets are transferred to the Group, the leases of assets are classified as finance leases. They are recognised as assets of the Group at their fair value at the inception of the lease or, if lower, at the present value of the minimum lease payments. The corresponding liability to the lessor is included in the statement of financial position as debt. Assets purchased under finance lease are depreciated over the lower of the lease period or useful life of the asset. The interest charge is recognised over the lease term in the line financing costs in the income statement. The Group has no significant finance leases.

2.19 Intangible Assets

Goodwill represents the excess of the cost of an acquisition over the fair value of the Group's share of the net assets of the acquired subsidiary at the date of acquisition. Goodwill on acquisitions is recognised in the statement of financial position as an intangible asset. Goodwill is tested annually for impairment or more frequently when there are indications of impairment, and carried at cost less accumulated impairment losses. Any goodwill or fair value adjustments to the carrying amounts of assets and liabilities arising on the acquisition of a foreign operation are recognised in the local currency at the effective date of the transaction and translated at year-end exchange rates. For the purpose of impairment testing, goodwill is allocated to the cash-generating unit being the Group's reportable operating segments; Fragrance Division and Flavour Division.

Internally generated intangible assets that are directly associated with the development of identifiable software products and systems controlled by the Group, and that will probably generate economic benefits exceeding costs beyond one year, are recognised as intangible assets. Costs include system licences, external consultancies, and employee costs incurred as a result of developing software as well as

overhead expenditure directly attributable to preparing the asset for use. Such intangible assets are carried at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Amortisation is on a straight-line basis over the estimated economic useful life of the asset. Where no internally-generated intangible asset can be recognised, development expenditure is recognised in the income statement in the period in which it is incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in subsequent periods.

Intangible assets acquired in a business combination are identified and recognised separately from goodwill where they satisfy the definition of an intangible asset and their fair values can be measured reliably. Such intangible assets are recognised at cost, being their fair value at the acquisition date, and are classified as intangible assets with finite useful lives. They are carried at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Amortisation is on a straight-line basis over the estimated economic useful life of the asset.

Other intangible assets such as intellectual property rights (consisting predominantly of know-how being inseparable processes, formulas and recipes) and process-oriented technology are initially recognised at cost and classified as intangible assets with finite useful lives. They are carried at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Amortisation is on a straight-line basis over the estimated economic useful life of the asset. Internally generated intangible assets, other than those related to software products and systems, are not capitalised. Estimated useful lives of major classes of amortisable assets are as follows:

• Contracts	1.5 years
• Software/ERP system	7 years
• Intellectual property rights	5-20 years
• Process-oriented technology	5-15 years
• Client relationships	15 years

An impairment charge against intangible assets is recognised when the current carrying amount is higher than its recoverable amount, being the higher of the value in use and fair value less costs to sell. An impairment charge against intangible assets is reversed when the current carrying amount is lower than its recoverable amount. Impairment charges on goodwill are not reversed. Gains or losses arising on the disposal of intangible assets are measured as the difference between the net disposal proceeds and the carrying amount with gains being recognised within other operating income and losses being recognised in other operating expense within the income statement.

2.20 Impairment of Long-Lived Assets

Non-financial assets that are subject to depreciation or amortisation are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount may not be recoverable. When the recoverable amount of a non-financial asset, being the higher of its fair value less cost to sell and its value in use, is less than its carrying amount, then the carrying amount is reduced to the asset's recoverable value. This reduction is recognised as an impairment loss within other operating expense within the income statement. Value in use is determined by using pre-tax-cash flow projections over a five-year period and a terminal value. These are discounted using a pre-tax discount rate that reflects current market assessments of the time value of money and the risks specific to the asset.

Intangible assets with indefinite useful lives are tested for impairment annually, and whenever there is an indication that the asset may be impaired.

An impairment loss is reversed if there has been a change in the circumstances used to determine the recoverable amount. A previously recognised impairment loss is reversed only to the extent that the asset's carrying amount does not exceed the carrying amount that would have been determined, net of depreciation or amortisation, if no impairment loss has been recognised.

2.21 Borrowing Costs

Borrowing costs directly attributable to the acquisition, construction or production of qualifying assets, which are assets that necessarily take a substantial period of time to prepare for their intended use, are added to the cost of those assets, until such time as the assets are substantially ready for their intended use.

Investment income earned on the temporary investment of specific borrowings pending their expenditure on qualifying assets is deducted from the borrowing costs eligible for capitalisation.

All other borrowing costs are recognised in the income statement in the period in which they are incurred.

2.22 Accounts Payable – Trade and Others

Trade payables are obligations to pay for goods or services that have been acquired in the ordinary course of business from suppliers and are carried at amortised cost.

2.23 Debt

The proceeds of straight bonds, of private placements and of debt issued are recognised as the proceeds received, net of transaction costs incurred. Any discount arising from the coupon rate, represented by the difference between the net proceeds and the redemption value, is amortised using the effective interest rate method and charged to interest expense over the life of the bonds or the private placements. Debt is derecognised at redemption date.

The Mandatory Convertible Securities (MCS) instrument issued by the Group is a contract that will be settled by way of a variable number of the Group's own equity instruments and meets the recognition criteria of a financial liability. In addition, this instrument contains a cap and a floor which limits the variable number of shares to be provided to investors. The cap and the floor are considered as closely related and therefore part of the financial liability. The proceeds, net of expenses, of the MCS are accounted for as a non-current liability when the maturity was more than twelve months from the statement of financial position date and has been reclassified as current liability in March 2009 when the maturity was less than twelve months from the statement of financial position date. The debt discount arising from the difference between the net proceeds and the par value is recognised using the effective interest method over the life of the MCS. Both the charge equivalent to the market interest rate and the mandatory conversion feature of the coupon are recognised as separate components in financing costs (see Note 13) in the consolidated income statement. The MCS is derecognised at the time of option exercise or at redemption date.

Debt is classified within current liabilities unless the Group has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least twelve months after the statement of financial position date.

2.24 Provisions

Provisions are recognised when the Group has a present legal or constructive obligation as a result of past events, for which it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation, and for which a reliable estimate of the amount of the obligation can be made. Provisions are reviewed regularly and are adjusted where necessary to reflect the current best estimates of the obligation.

Restructuring provisions comprise lease termination penalties, employee termination payments and "make good" provisions. They are recognised in the period in which the Group becomes legally or constructively committed to payment. Costs related to the ongoing activities of the Group are not provided for in advance.

2.25 Own Equity Instruments

Own equity instruments are own shares and derivatives on own shares. Purchases and sales are accounted for at the settlement date.

Purchases of own shares are recognised at acquisition cost including transaction costs as a deduction from equity. The original cost of acquisition, results from resale and other movements are recognised as changes in equity, net. Treasury shares bought back for the purpose of cancellation are deducted from equity until the shares are cancelled. Treasury shares acquired by the execution of own equity derivatives are recognised at the execution date market price.

The settlement and the contract in derivatives on own shares determine the categorisation of each instrument. When the contract assumes the settlement is made by exchanging a fixed amount of cash for a fixed number of treasury shares, the contract is recognised in equity except for a forward contract to buy and write puts which is recognised as a financial liability. When the contract assumes the settlement either net in cash or net in treasury shares or in the case of option of settlement, the contract is recognised as a derivative. Instruments recognised in equity are recognised at acquisition cost including transaction costs. Instruments recognised as financial liabilities are recognised at the net present value of the strike price of the derivative on own shares with the interest charge recognised over the life of the derivative in the line finance costs of the income statement. They are derecognised when the Group has lost control of the contractual rights of the derivative, with the realised gain or loss recognised in equity. At each statement of financial position date, instruments recognised as derivatives are revalued at fair value based on quoted market prices, with any unrealised gain or loss recognised in the line other financial income (expense), net in the income statement. They are derecognised when the Group has lost control of the contractual rights of the derivatives, with any realised gain or loss recognised in other financial income (expense), net in the income statement.

More detailed information is provided in Note 27 of the consolidated financial statements.

2.26 Share Capital

Ordinary shares are classified as equity. Incremental costs directly attributable to the issue of new shares or options are shown in equity as a deduction, net of tax, from the proceeds.

2.27 Dividend Distributions

Dividend distributions are recognised in the period in which they are approved by the Group's shareholders.

3. Critical Accounting Estimates and Judgments

The preparation of the consolidated financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities, disclosure of contingent liabilities at the date of the financial statements, and reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. It also requires management to exercise its judgment in the process of applying the Group's accounting policies.

3.1 Critical Accounting Estimates and Assumptions

The key assumptions concerning the future, and other key sources of estimation uncertainty at the statement of financial position date, that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year, are for the most part related to:

- 1) The impairment of goodwill requiring estimations of the value in use of the cash-generating units to which goodwill is allocated (see Note 24)
- 2) The calculation of the present value of defined benefit obligations requiring financial and demographic assumptions (see Note 7)
- 3) The determination and provision for income taxes requiring estimated calculations for which the ultimate tax determination is uncertain (see Note 15)
- 4) The provisions requiring assumptions to determine reliable best estimates (see Note 26)
- 5) The contingent liabilities assessment (see Note 30)

If, in the future, estimates and assumptions, which are based on management's best judgement at the date of the financial statements, deviate from the actual circumstances, the original estimates and assumptions will be modified as appropriate in the year in which the circumstances change.

3.2 Critical Judgment in Applying the Entity's Accounting Policies

In the process of applying the Group's accounting policies, management has made the following judgments, apart from those involving estimates, which have the most significant effect on the amounts recognised in the consolidated financial statements:

- *Enterprise Resource Planning business transformation:* In 2006 the Group initiated a project to implement a new ERP system to deploy worldwide best in class business processes and implement a harmonised set of data. The project will lead to a business transformation, changing the way the business is currently run in the areas of Finance, Supply Chain and Compliance. The Group has determined that this ERP business transformation will provide future economic benefits to the Group and meets the criterion of an intangible asset (see Note 24). The amount recognised in intangible assets is CHF 215 million (2008: CHF 151 million).
- *Intangible assets:* In the frame of the general deterioration of the economic environment, the Group has assessed whether there is any indication of impairment of its intangible assets. Management has concluded that the current circumstances do not lead to a situation whereby the carrying amount of the intangible assets may not be recoverable.
- *Internal developments on formulas, technologies and products:* The outcome of these developments depends on their final assemblage and application, which varies to meet customer needs, and consequently the future economic benefits of these developments are not certain. Thus the criteria for the recognition as an asset of the internal developments on formulas, technologies and products are generally not met. The expenditures on these activities are recognised as expense in the period in which they have incurred.
- *Available-for-sale financial assets:* In addition to the duration and extent (see accounting policy in Note 2.12) to which the fair value of an investment is less than its cost, the Group evaluates the financial health of and short-term business outlook for the investee, including factors such as industry and sector performance. This judgment may result to impairment charges (see Note 2.20).

4. Financial Risk Management

4.1 Capital Risk Management

The objective of the Group when managing capital is to maintain the ability to continue as a going concern in order to maximise shareholder value through an optimal balance of debt and equity.

In order to maintain or adjust the capital structure, management may increase or decrease leverage by issuing or reimbursing debt, and may propose to adjust the dividend amount, return capital to shareholders, issue new shares and cancel shares through share buy back programmes.

The Group monitors its capital structure on the basis of a leverage ratio, defined as net debt divided by the total equity plus net debt. Net debt is calculated as the total of the consolidated short-term and long-term debt, excluding the Mandatory Convertible Securities (MCS), less cash and cash equivalents. Equity is calculated as total equity attributable to equity holders of the parent, non-controlling interests and the MCS.

The Group entered into several private placements and into a syndicated loan which contain various covenants with externally imposed capital requirements. The Group was in compliance with these requirements as at 31 December 2009.

The leverage ratio as at 31 December was as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	2009	2008
Short-term debt (2009: excluding MCS)	25	42	282
Long-term debt (2008: excluding MCS)	25	2,282	2,575
Less: cash and cash equivalents	18	(825)	(419)
Net Debt		1,499	2,438
Total equity attributable to equity holders of the parent		2,805	2,087
Mandatory Convertible Securities	25	749	744
Non-controlling interests	16	7	6
Equity (including MCS)		3,561	2,837
Net Debt and Equity		5,060	5,275
Leverage ratio		30%	46%

The leverage ratio decreased to 30% in 2009 from 46% in 2008. Strong cash flow from operations, as well as funds raised from the rights issue, reduced the net debt (excluding MCS) of the Group to CHF 1,499 million in 2009 from CHF 2,438 million in 2008. Given the current economic climate, the Group has revised its medium term leverage ratio to approximately 25%.

4.2 Financial Risk Management

The Group Treasury function monitors and manages financial risks relating to the operations of the Group through internal risk reports which analyse exposures by degree and magnitude of risk. These risks include market risk (including currency risk, interest rate risk and price risk), credit risk and liquidity risk. The Group's overall risk management programme focuses on the unpredictability of financial markets and seeks to minimise potential adverse effects on the Group's financial performance. To manage the interest rate and currency risk arising from the Group's operations and its sources of finance, the Group enters into derivative transactions, primarily interest rate swaps, forward currency contracts and options.

Risk management is carried out by Group Treasury under the risk management policies approved by the Board of Directors. The Board of Directors provides written principles for overall risk management, as well as written policies covering specific areas, such as foreign exchange risk, interest rate risk and credit risk, use of derivative financial instruments and non-derivative financial instruments, and investment of excess liquidity. The Group generally enters into financial derivative transactions to hedge underlying business related exposures.

Categories of financial instruments

The accounting policies for financial instruments have been applied to the line items below:

2009			Derivatives at fair value through the income statement	Derivatives used for hedge accounting	Available- for-sale	Other financial liabilities	Total
<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	Loans and receivables					
Current assets							
Available-for-sale financial assets	19				18		18
Accounts receivable – trade	20	685					685
Derivative financial instruments	4.3		35				35
Cash and cash equivalents	18	825					825
Other current assets ^a		73					73
Non-current assets							
Available-for-sale financial assets	19				87		87
Total assets as at 31 December		1,583	35		105		1,723
Current liabilities							
Short-term debt	25					791	791
Derivative financial instruments	4.3		29				29
Accounts payable and others		294					294
Non-current liabilities							
Long-term debt	25					2,282	2,282
Derivative financial instruments ^b	4.3		2	52			54
Liabilities as at 31 December		294	31	52		3,073	3,450

a) Other current assets consist of other receivables non trade.

b) Derivatives qualified as hedge accounting on non-current transactions are classified and presented as non-current assets or liabilities (see Note 2.13).

2008			Derivatives at fair value through the income statement	Derivatives used for hedge accounting	Available- for-sale	Other financial liabilities	Total
<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	Loans and receivables					
Current assets							
Available-for-sale financial assets	19				91		91
Accounts receivable – trade	20	664					664
Derivative financial instruments	4.3		121				121
Cash and cash equivalents	18	419					419
Other current assets ^a		67					67
Non-current assets							
Available-for-sale financial assets	19				115		115
Total assets as at 31 December		1,150	121		206		1,477
Current liabilities							
Short-term debt	25					282	282
Derivative financial instruments	4.3		86	10			96
Accounts payable and others		314					314
Non-current liabilities							
Long-term debt	25					3,319	3,319
Derivative financial instruments ^b	4.3		14	43			57
Liabilities as at 31 December		314	100	53		3,601	4,068

a) Other current assets consist of other receivables non trade.

b) Derivatives qualified as hedge accounting on non-current transactions are classified and presented as non-current assets or liabilities (see Note 2.13).

Except where mentioned in the relevant notes, the carrying amount of each class of financial assets and liabilities disclosed in the above tables approximates the fair value. The fair value of each class of financial assets and liabilities, except loans and receivables, are determined by reference to published price quotations and are estimated based on valuation techniques using the quoted market prices. These valuation techniques include a Monte Carlo simulation model which considers various price scenarios and forward curves. Given the nature of the Group's accounts receivable – trade items the carrying value is equivalent to the fair value.

4.2.1 Market Risk

The Group's activities expose it primarily to the financial risks of changes in foreign currency exchange rates, interest rates and commodity prices. The Group enters into a number of derivative financial instruments to manage its exposure as follows:

- Currency derivatives including forward foreign exchange contracts and options to hedge the exchange rate risk
- Interest rate swaps to mitigate the risk of interest rate increases
- Commodity swaps to mitigate the risk of raw material price increases

4.2.2 Foreign Exchange Risk

The Group operates across the world and is exposed to movements in foreign currencies affecting its net income and financial position. Foreign exchange risk arises from future commercial transactions, recognised assets and liabilities, and net investments in foreign operations.

The following table summarises the quantitative data about the Group's exposure to the foreign currency risk in the currency pairs the Group has significant exposure at the statement of financial position date:

Currency exposure 2009 CCY1/CCY2^a						
<i>in millions of Swiss francs</i>	EUR/CHF	USD/CHF	GBP/EUR	GBP/CHF	GBP/USD	EUR/USD
Currency exposure without hedge ^b	+590	+102	-30	+137	-7	-73
Hedged amount	-598	-178	+29	-139	+4	+49
Currency exposure including hedge	-8	-76	-1	-2	-3	-24

Currency exposure 2008 CCY1/CCY2^a						
<i>in millions of Swiss francs</i>	EUR/CHF	USD/CHF	GBP/EUR	GBP/CHF	GBP/USD	EUR/USD
Currency exposure without hedge ^b	+407	+142	-34	+128	-14	-11
Hedged amount	-442	-114	+29	-92	+7	+13
Currency exposure including hedge	-35	+28	-5	+36	-7	+2

a) CCY = currency

b) + long position; - short position

In the exposure calculations the intra Group positions are included.

The following table summarises the Group's sensitivity to transactional currency exposures of the main currencies at 31 December. The sensitivity analysis is disclosed for each currency pair to which the Group entities have significant exposure.

The sensitivity is based on the Group's exposure at the statement of financial position date based on assumptions deemed reasonable by management, showing the impact on income before tax. To determine the reasonable change, management uses historical volatilities of the following currency pairs:

Currency risks 2009 in CCY1/CCY2^a						
<i>in millions of Swiss francs</i>	EUR/CHF	USD/CHF	GBP/EUR	GBP/CHF	GBP/USD	EUR/USD
Reasonable shift	12%	18%	15%	20%	20%	18%
Impact on income statement if CCY1 strengthens against CCY2	(1)	(14)	0	0	(1)	(4)
Impact on income statement if CCY1 weakens against CCY2	1	14	0	0	1	4

Currency risks 2008 in CCY1/CCY2^a						
<i>in millions of Swiss francs</i>	EUR/CHF	USD/CHF	GBP/EUR	GBP/CHF	GBP/USD	EUR/USD
Reasonable shift	12%	18%	15%	20%	20%	18%
Impact on income statement if CCY1 strengthens against CCY2	(4)	5	(1)	7	(1)	0
Impact on income statement if CCY1 weakens against CCY2	4	(5)	1	(7)	1	0

a) CCY = currency

Group Treasury monitors the exposures on a regular basis and takes appropriate actions. The Group has set currency limits for the current exposure of each individual affiliate and has set limits for the forecasted transactions in each foreign currency. In addition, Group Treasury regularly calculates the risk sensitivities per currency by applying a 5% movement or increments thereof.

It is the Group's policy to enter into derivative transactions to hedge current and forecasted foreign currency transactions. While these are hedges related to underlying business transactions, the Group generally does not apply hedge accounting to foreign currency transactions.

4.2.3 Interest Rate Risk

The Group is exposed to fair value and cash flow interest rate risks. The Group is exposed to cash flow interest rate risk where the Group invests or borrows funds with floating rates. In addition, the Group is exposed to fair value interest rate risks where the Group invests or borrows with fixed rates. For the hedges related to interest rate risk please refer to Note 25.

The following tables shows the sensitivity of the Group to variable rate loans and to interest rate derivatives to interest rate changes:

As at 31 December <i>in millions of Swiss francs</i>	2009 CHF interest rate	2008 CHF interest rate
Reasonable shift	150 basis points increase / 50 basis points decrease	150 basis points increase / 50 basis points decrease
Impact on income statement if interest rate increases	2	(3)
Impact on income statement if interest rate decreases	(1)	1
Impact on equity if interest rate increases	59	51
Impact on equity if interest rate decreases	(21)	(17)

The sensitivity is based on the Group's exposure at the statement of financial position date using assumptions which have been deemed reasonable by management showing the impact on the income before tax and equity.

The risk is managed by the Group by maintaining an appropriate mix of fixed and floating rate borrowings, through the use of interest rate swap contracts and forward interest rate contracts. Hedging activities are regularly evaluated to align interest rate views and defined risk limits. Hedging strategies are applied, by either positioning the statement of financial position or protecting interest expense through different interest cycles. In addition, Group Treasury regularly calculates the sensitivity to a 1% change in interest rates.

In order to protect against the increase of interest rates related to the financing of the acquisition of the Quest International business, the Group has entered into a number of interest rate swaps, whereby it pays fixed and receives floating interest rate until the final maturity of the syndicated loan (see Note 25).

In order to hedge the series of interest payments resulting from the 5-year syndicated loan, Givaudan SA entered into a 5-year interest rate swap transaction, changing the LIBOR 6-month floating rate into a fixed rate. The total amount of the hedged transactions as at 31 December 2009 is CHF 900 million (2008: CHF 1,100 million). In June 2009 the Group reimbursed CHF 400 million of the syndicated loan. In order to adjust the hedging amount, the Group closed a CHF 200 million interest rate swap resulting in a charge of CHF 11.6 million to the consolidated income statement.

The Group has designated the above transaction as a cash flow hedge. The cash flow hedge was effective during the year.

In December 2007, the Group entered into a basis swap deal, changing the LIBOR 6-month floating rate into a LIBOR 1-month floating rate for a nominal value of CHF 1,100 million (2008: CHF 1,100 million). The Group received an upfront of CHF 2.8 million for this transaction. As a result of this transaction Givaudan SA has changed the basis of syndicated loan borrowing from 6-month to 1-month. The economic result of these transactions is that Givaudan SA pays an average fixed rate of 2.82% (2008: 2.84%) for the CHF 900 million (2008: CHF 1,100 million) tranche of the syndicated loan.

In order to protect against future increases of the current CHF interest rates and to fix the interest rates of highly probable future debt issuances, the Group has entered into several forward starting interest rate swaps starting in 2011 (CHF 200 million with average rate 2.69%) and in 2012 (CHF 300 million with average rate of 2.65%) with five-year maturity. The Group has designated these transactions as cash flow hedges. The cash flow hedges were effective during the year.

4.2.4 Price Risk

Other price risk arises on financial instruments because of changes in equity prices or on raw material purchase prices because of changes in commodity prices.

The Group is exposed to equity securities price risk due to investments held by the Group and classified on the consolidated statement of financial position as available-for-sale. To manage its price risk arising from investments in equity securities, the Group diversifies its portfolio. Diversification of the portfolio is in accordance with the limits approved by the Board of Directors. The Group measures the aggregate sensitivity of the Group's financial instruments to pre-defined stock market scenarios. After having calculated the price (shares) exposure of each equity-related position, the revaluation effect of a sudden movement of stock markets of +/-10% for each product is calculated.

The Group holds its own shares to cover future expected obligations under the various share-based payment schemes.

Sensitivity analysis

The sensitivity analysis below has been determined based on the exposure to equity price risks at the reporting date.

The Group's equity portfolio is composed primarily of Swiss and US shares. The benchmark for the reasonable change is the SMI index historical volatility (20% for the last three years) and an average of historical volatility of US indexes (20% for the last three years). If equity prices had been 20% higher/lower, the total value would have increased or decreased by CHF 10 million (2008: CHF 18 million applying 20% change for Swiss and for US shares), with this movement being recognised in equity.

The Group purchases some essential raw materials from suppliers at floating prices that are influenced by crude oil price movements. In order to hedge against the variation of raw material prices, the Group has entered into commodity swap transactions in 2008, where the raw material price depended on the movement of crude oil prices. The swaps were valid for the year 2009 and as a result of the hedge transactions the Group has paid fixed prices for the hedged raw materials. The Group has designated the above transactions as a cash flow hedge. The cash flow hedges were effective during the year. Most of the raw material hedges were realised, and related inventories sold during 2009. There is no significant financial balance of the hedge at 31 December 2009.

4.2.5 Credit Risk

Credit risk is managed by the Group's affiliates and controlled on a Group basis. Credit risk arises from the possibility that the counterparty to a transaction may be unable or unwilling to meet its obligations, causing a financial loss to the Group. Trade receivables are subject to a policy of active risk management which focuses on the assessment of country risk, credit limits, ongoing credit evaluation and account monitoring procedures.

Generally, there is no significant concentration of trade receivables or commercial counter-party credit risk, due to the large number of customers that the Group deals with and their wide geographical spread with the exception of one single external customer that generates revenues, mainly attributable to the Fragrance Division, of approximately CHF 419 million (2008: CHF 436 million). Country and credit risk limits and exposures are continuously monitored.

Except as detailed in the following table, the carrying amount of financial assets recognised in the financial statements which is net of impairment losses, represents the Group's maximum exposure to credit risk.

The Group is exposed to credit risk on liquid funds, derivatives and monetary available-for-sale financial assets. Most of the credit exposures of the above positions are against financial institutions with high credit-ratings.

The following table presents the Group's credit risk exposure to individual financial institutions:

	Rating 31 Dec 2009	2009	2008
Bank A	A+	+185	+129
Bank B	A+	+117	
Bank C	A	+111	
Bank D	A+	+105	+78
Bank E	A	+104	+27
Bank F	AA	+88	+47
Bank G	A+	+33	+21

4.2.6 Liquidity Risk

Prudent liquidity risk management implies maintaining sufficient cash and marketable securities, the availability of funds through an adequate amount of committed credit facilities and the ability to close out market positions. Due to the dynamic nature of the underlying businesses, Group Treasury maintains flexibility in funding by maintaining availability under committed and uncommitted credit lines.

Group Treasury monitors and manages cash at the Group level and defines the maximum cash level at affiliate level. If necessary, inter-company loans within the Group provide for short-term cash needs; excess local cash is repatriated in the most appropriate manner.

The following table analyses the Group's remaining contractual maturity for financial liabilities and derivative financial instruments. The table has been drawn up based on the undiscounted cash flows of financial liabilities based on the earliest date on which the Group is obliged to pay. The table includes both interest and principal cash flows:

2009					
<i>in millions of Swiss francs</i>	Up to 6 months	6 – 12 months	1 – 5 years	Over 5 years	Total
Short-term debt (excluding bank overdraft)	(74)				(74)
Accounts payable and others	(294)				(294)
Net settled derivative financial instruments	(11)	(9)	(35)	1	(54)
Gross settled derivative financial instruments – outflows	(1,372)				(1,372)
Gross settled derivative financial instruments – inflows	1,377				1,377
Long-term debt	(32)	(27)	(2,337)	(115)	(2,511)
Balance as at 31 December	(406)	(36)	(2,372)	(114)	(2,928)

2008					
<i>in millions of Swiss francs</i>	Up to 6 months	6 – 12 months	1 – 5 years	Over 5 years	Total
Short-term debt (excluding bank overdraft)	(245)				(245)
Accounts payable and others	(314)				(314)
Net settled derivative financial instruments	(11)	(12)	(37)		(60)
Gross settled derivative financial instruments – outflows	(981)				(981)
Gross settled derivative financial instruments – inflows	1,012				1,012
Long-term debt	(67)	(31)	(2,571)	(258)	(2,927)
Balance as at 31 December	(606)	(43)	(2,608)	(258)	(3,515)

4.3 Fair Value Measurements Recognised in the Statement of Financial Position

The following table present the Group's assets and liabilities that are measured subsequent to initial recognition at fair value at 31 December 2009, grouped into levels 1 to 3 based on the degree to which the fair value is observable:

- *Level 1* fair value measurements are those derived from quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities
- *Level 2* fair value measurements are those derived from inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (i.e. as prices) or indirectly (i.e. derived from prices)
- *Level 3* fair value measurements are those derived from valuation techniques that include inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (unobservable inputs)

2009					
<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	Level 1	Level 2	Level 3	Total
Financial assets at fair value through income statement					
Forward foreign exchange contracts			35		35
Available-for-sale financial assets					
Equity securities	19	16	39		55
Debt securities	19	8	42		50
Total assets		24	116		140
Financial liabilities at fair value through income statement					
Forward foreign exchange contracts			29		29
Swaps (hedge accounting)			52		52
Basis swap			2		2
Total liabilities			83		83

There was no transfer between Level 1 and 2 in the period. The Group did not carry out any transactions on level 3 type assets during 2009, nor did it have any assets in this category at 31 December 2009.

5. Acquisitions and Divestments

Quest acquisition

Separate information on the Quest and Givaudan profitability after 2 March 2007 cannot be provided due to the rapid integration of both organisations. The integration of Givaudan and Quest involved all aspects of the business activities such as commercial development, manufacturing, commercial, finance and IT; thus rendering the separate disclosure of the activities impracticable.

Details of net assets acquired and goodwill are as follows:

<i>in million Swiss francs</i>	2007	2008 adjustments	Total
Cash paid	2,801		2,801
Acquisition related direct costs	20		20
Total cash paid	2,821		2,821
Purchase price adjustment	58	(53)	5
Total cash consideration	2,879	(53)	2,826
Assumed debt	(255)		(255)
Total purchase cost	2,624	(53)	2,571
Cash in subsidiaries acquired	64		64
Fair value of net identifiable assets acquired	1,209	-	1,209
Net assets acquired	1,273	-	1,273
Goodwill	1,351	(53)	1,298

As required by IFRS 3, comparative information was adjusted to reflect the final accounting for the Quest International acquisition for the following elements:

Purchase price adjustment

Imperial Chemical Industries PLC (ICI) contributes to pension adjustments as per the agreement between Givaudan and ICI to acquire Quest International and these adjustments change the total cash consideration. Such adjustments were not incorporated in the initial purchase price allocation as they could not be measured reliably. The total adjustment to the cost of combination amounted to CHF 53 million during 2008.

Fair value of net identifiable assets acquired

The final allocation of the Quest related intangible assets amongst subsidiaries with different fiscal jurisdictions occurred after the 31 December 2007 and within the 12 months of the date of acquisition. This resulted in a decrease of CHF 28 million in deferred tax liability.

The finalisation of the fair value of certain pension plans resulted in an increase of CHF 40 million of the pension liability and a decrease of CHF 12 million in deferred tax liability.

Goodwill

The changes in the purchase price adjustment and in the fair value of the net identifiable assets acquired have modified the goodwill accordingly:

2008	Preliminary value	Purchase price adjustments	Intangible assets adjustments	Pension adjustments	Final
<i>in millions of Swiss francs</i>					
Total purchase cost	2,624	(53)			2,571
Fair value of net identifiable assets acquired	1,273		(28)	28	1,273
Goodwill	1,351	(53)	28	(28)	1,298

Divestments

On 14 February 2008, Givaudan sold its St. Louis (USA) based food ingredient business and manufacturing facility to Performance Chemicals & Ingredients Company (PCI) for an undisclosed amount. The facility produces flavour bases and fruit preparations used by dairy companies in the production of ice cream. The divestiture does not include the vanilla extract and flavour business which will continue to be a part of the Givaudan product portfolio.

The sale of this facility and business is consistent with Givaudan's strategy to focus on high value adding flavours and is part of its ongoing product streamlining. In 2008, the divested business had sales of CHF 5 million.

No acquisition or disposal occurred in 2009.

6. Segment Information

Management has determined the operating segments based on the reports reviewed by the Executive Committee that are used to allocate resources to the segments and to assess their performance. The Executive Committee considers the business from a divisional perspective:

Fragrances Manufacture and sale of fragrances into three global business units: Fine Fragrances, Consumer Products and Fragrance Ingredients, and

Flavours Manufacture and sale of flavours into four business units: Beverages, Dairy, Savoury and Sweet Goods.

The performance of the operating segments is based on a measure of the operating income at comparable basis. This measure is computed as the operating income adjusted for non-recurrent items.

Business segments

in millions of Swiss francs	Note	Fragrances		Flavours		Group	
		2009	2008	2009	2008	2009	2008
Segment sales		1,824	1,909	2,138	2,192	3,962	4,101
Less inter segment sales ^a		-	(11)	(3)	(3)	(3)	(14)
Segment sales to third parties	2.6	1,824	1,898	2,135	2,189	3,959	4,087
Operating income at comparable basis		228	230	297	256	525	486
as % of sales		12.5%	12.1%	13.9%	11.7%	13.3%	11.9%
Depreciation	23	(59)	(61)	(60)	(62)	(119)	(123)
Amortisation	24	(83)	(108)	(93)	(124)	(176)	(232)
Impairment of long-lived assets	23	-	(26)	(3)	(5)	(3)	(31)
Share of loss of jointly controlled entities	9	(1)	(1)			(1)	(1)
Additions to restructuring provisions	26	26	40	11	13	37	53
Reversal of unused restructuring provisions	26	(2)	(2)	(1)	-	(3)	(2)
Segment assets ^b		2,362	2,431	3,419	3,554	5,781	5,985
Unallocated assets ^c						1,302	1,012
Consolidated total assets						7,083	6,997
Segment liabilities ^b		(69)	(76)	(74)	(99)	(143)	(175)
Unallocated liabilities ^c						(4,128)	(4,729)
Consolidated total liabilities						(4,271)	(4,904)
Non-current assets held for sale	22	6		6		12	
Investment in jointly controlled entities	9	6	8			6	8
Acquisition of property, plant and equipment	23	50	119	45	75	95	194
Acquisition of intangible assets	24	31	37	33	39	64	76
Capital expenditures		81	156	78	114	159	270

a) Transfer prices for inter-divisional sales are set on an arm's length basis.

b) Segment assets consist of investment in jointly controlled entities, property, plant and equipment, intangible assets, inventories and trade receivables.
Segment liabilities consist of trade accounts payable and notes payable.

c) Unallocated assets and liabilities mainly include current and deferred income tax balances, post-employment benefit assets and liabilities, and financial assets and liabilities, principally cash, investments and debt.

The amounts by division provided to the Executive Committee are measured in a consistent manner in terms of accounting policies with the consolidated financial statements.

Reconciliation table to Group's operating income

<i>in millions of Swiss francs</i>	Fragrances		Flavours		Group	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Operating income at comparable basis	228	230	297	256	525	486
Integration and restructuring costs	(37)	(51)	(25)	(25)	(62)	(76)
Impairment of long-lived assets	-	(26)	(3)	(5)	(3)	(31)
Operating income	191	153	269	226	460	379
<i>as % of sales</i>	<i>10.5%</i>	<i>8.1%</i>	<i>12.6%</i>	<i>10.3%</i>	<i>11.6%</i>	<i>9.3%</i>
Financing costs					(142)	(153)
Other financial income (expense), net					(51)	(71)
Income before taxes					267	155
<i>as % of sales</i>					<i>6.7%</i>	<i>3.8%</i>

Entity-wide disclosures

The breakdown of revenues from the major group of similar products is as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
<i>Fragrance Division</i>		
Fragrance Compounds	1,576	1,647
Fragrance Ingredients	248	251
<i>Flavour Division</i>		
Flavour Compounds	2,135	2,189
Total revenues	3,959	4,087

The Group operates in five geographical areas; Switzerland (country of domicile), Europe, Africa & Middle-East, North America, Latin America, and Asia Pacific.

<i>in millions of Swiss francs</i>	Segment sales ^a		Non-current assets ^b	
	2009	2008	2009	2008
Switzerland	50	48	959	976
Europe	1,311	1,449	1,756	1,839
Africa, Middle-East	279	270	92	85
North America	944	1,003	1,056	1,109
Latin America	459	453	179	158
Asia Pacific	916	864	415	410
Total geographical segments	3,959	4,087	4,457	4,577

a) Segment sales are revenues from external customers and are shown by destination.

b) Non-current assets other than financial instruments, deferred tax assets, post-employment benefit assets. They consist of property, plant and equipment, intangible assets, and investments in jointly controlled entities.

Revenues of approximately CHF 419 million (2008: CHF 436 million) are derived from a single external customer. These revenues are mainly attributable to the Fragrance Division.

7. Employee Benefits

The following amounts related to employee remuneration and benefits are included in determining operating income:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Wages and salaries	714	791
Social security costs	91	108
Post-employment benefits: defined benefit plans	64	36
Post-employment benefits: defined contribution plans	15	14
Equity-settled instruments	11	13
Cash-settled instruments	(1)	(17)
Other employee benefits	70	65
Total employees' remuneration	964	1,010

Defined benefits plans

The Group operates a number of defined benefit and defined contribution plans throughout the world, the assets of which are generally held in separate trustee-administered funds. The pension plans are generally funded by payments from employees and by the relevant Group companies, taking account of the recommendations of independent qualified actuaries. The most significant plans are held in Switzerland, USA, the Netherlands and United Kingdom.

The amounts recognised in the consolidated income statement are as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	Defined benefit plans		Non-pension post-employment plans	
	2009	2008	2009	2008
Current service cost	44	46	2	2
Interest cost	68	69	5	5
Expected return on plan assets	(68)	(83)		
Effect of settlement	3	(1)		
Effect on amount not recognised as an asset	-	-		
Termination benefits		3		
Recognition of past service cost				(5)
Net actuarial (gains) losses recognised	9	(1)	1	1
Total included in employees' remuneration	56	33	8	3

Non-pension post-employment benefits consist primarily of post-retirement healthcare and life insurance schemes, principally in the USA.

The amounts recognised in the statement of financial position are as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	Defined benefit plans		Non-pension post-employment plans	
	2009	2008	2009	2008
Funded obligations				
Present value of funded obligations	(1,537)	(1,385)	(8)	(8)
Fair value of plan assets	1,382	1,159	1	1
Net present value of funded obligations	(155)	(226)	(7)	(7)
Amount not recognised as an asset	-	(2)		
Unrecognised actuarial (gains) losses	200	213	(3)	(3)
Recognised asset (liability) for funded obligations, net	45	(15)	(10)	(10)
Unfunded obligations				
Present value of unfunded obligations	(51)	(46)	(69)	(69)
Unrecognised actuarial (gains) losses	11	7	11	13
Recognised (liability) for unfunded obligations	(40)	(39)	(58)	(56)
Total defined benefit asset (liability)	5	(54)	(68)	(66)
Deficit recognised as liabilities for post-employment benefits	(66)	(93)	(68)	(66)
Surplus recognised as part of other long-term assets	71	39		
Total net asset (liability) recognised	5	(54)	(68)	(66)

Amounts recognised in the statement of financial position for post-employment defined benefit plans are predominantly non-current. The non-current portion is reported as non-current assets and non-current liabilities. The current portion is reported as current liabilities within provisions.

Changes in the present value of the defined benefit obligation are as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	Defined benefit plans		Non-pension post-employment plans	
	2009	2008	2009	2008
Balance as at 1 January	1,431	1,550	77	89
Net current service cost	44	46	2	2
Interest cost	68	69	5	5
Employee contributions	9	9	1	-
Benefit payment	(73)	(59)	(4)	(5)
Effect of settlement		(2)		
Termination benefits		3		
Actuarial (gains) losses	108	(75)	(1)	(2)
Past service cost				(5)
Currency translation effects	1	(110)	(3)	(7)
Balance as at 31 December	1,588	1,431	77	77

The effect of a 1.0% movement in the assumed medical cost trend rate is as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	Increase	Decrease
Effect on the aggregate of the current service cost and interest cost	-	-
Effect on the defined benefit obligation	3	3

Changes in the fair value of the plan assets are as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	Defined benefit plans		Non-pension post-employment plans	
	2009	2008	2009	2008
Balance as at 1 January	1,159	1,438	1	1
Expected return on plan assets	68	83		
Actuarial gains (losses)	105	(269)	-	
Employer contributions	115	62	3	5
Employee contributions	9	9	1	-
Benefit payment	(73)	(59)	(4)	(5)
Effect of settlement	(4)	(2)		
Termination benefits		3		
Currency translation effects	3	(106)		
Balance as at 31 December	1,382	1,159	1	1

The actual return on plan assets is a gain of CHF 173 million (2008: loss of CHF 186 million).

The plan assets do not include Givaudan registered shares. They do not include any property occupied by, or other assets used by, the Group:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009		2008	
Debt	478	35%	550	47%
Equity	587	42%	348	30%
Property	176	13%	149	13%
Other	142	10%	113	10%
Total	1,383	100%	1,160	100%

The expected return on plan assets is determined by considering the expected returns available on the assets underlying the current investment policy. Expected yields on fixed interest investments are based on gross redemption yields as at the statement of financial position date. Expected returns on equity and property investments reflect long-term real rates of return experienced in the respective markets.

Expected contributions to post-employment benefit plans for the year ending 31 December 2010 are CHF 68 million.

As at 31 December				
<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008	2007 ^a	2006
Present value of defined benefit obligation	1,665	1,508	1,639	1,289
Fair value of plan asset	1,383	1,160	1,439	1,060
Deficit / (surplus)	282	348	200	229
Experience adjustments on plan liabilities	1	22	2	6
Experience adjustments on plan assets	105	(269)	(12)	(3)

a) The final valuation of the Quest related intangible assets occurred within the 12 months of the date of acquisition resulting in adjustments to the 2007 financial results (see Note 5 of this financial report).

In accordance with the transitional provisions for the amendments to IAS 19 Employee Benefits in December 2004, the disclosures above are determined prospectively from the 2006 reporting period.

The Group operates defined benefit plans in many countries for which the actuarial assumptions vary based on local economic and social conditions. The assumptions used in the actuarial valuations of the most significant defined benefit plans, in countries with stable currencies and interest rates, were as follows:

Weighted percentage	2009	2008
Discount rates	4.6%	4.9%
Projected rates of remuneration growth	2.8%	2.7%
Expected rates of return on plan assets	5.9%	5.7%
Healthcare cost trend rate	5.4%	4.9%

The overall discount rate and the overall projected rates of remuneration growth are calculated by weighting the individual rates in accordance with the defined benefit obligation of the plans. The expected rates of return on individual categories of plan assets are determined by reference to relevant indices published by the respective stock exchange of each country where assets are managed. The overall expected rate of return is calculated by weighting the individual rates in accordance with the assets allocation of the plans.

Assumptions regarding future mortality experience are set based on actuarial advice in accordance with published statistics and experience in each territory. Mortality assumptions for the most important countries are based on the following post-retirement mortality tables:

- (i) *Switzerland: EVK2000*
- (ii) *United States of America: RP2000*
- (iii) *United Kingdom: PA2000*
- (iv) *Netherlands: GB2005G*

Allowance for future improvements in mortality have been allowed for as appropriate in each country. In Switzerland a provision of 4% of the computed pension liabilities has been included. In the USA the published rates have been projected in accordance with the AA scale as required by local funding rules. In the UK the base rates have been projected in accordance with the long cohort with a 1% minimum underpin. In the Netherlands the generational rates have been employed.

8. Share-Based Payments

Performance share plan

Performance shares shown in the table below have been granted in 2008. No further plan was granted after 2008. These performance shares are converted into tradable and transferable shares of Givaudan S.A. after the vesting period, subject to performance conditions. The performance metric is the comparison of the business plan to the actual cumulative cash flow. Participation in this plan is mandatory:

Year of grant	Commencing date	Vesting date	Number of shares expected to be delivered at vesting date 31 Dec 2009	Weighted average fair value (CHF)	Number of shares expected to be delivered at vesting date 31 Dec 2008	Weighted average fair value (CHF)
2008	1 Jan 2008	31 Dec 2012	18,005	889.3	27,700	889.3

The cost of the equity-settled instruments of CHF 2 million (2008: CHF 5 million) has been expensed in the consolidated income statement.

Equity-settled instruments related to share options

Share options shown in the table below have been granted on a yearly basis. These options are tradable and transferable after the vesting period. Participation in these plans is mandatory.

Share options outstanding at the end of the year have the following terms:

Year of grant	Maturity date	Vesting date	Strike price ^a (CHF)	Ratio ^a (option: share)	Option value at grant date (CHF)	Number of options 2009	Number of options 2008
2004	18 Mar 2009	18 Mar 2006	656.4	10:1	10.87		31,300
2005	21 Mar 2010	21 Mar 2007	772.5	9.6:1	10.74	60,650	223,650
2006	7 Mar 2011	6 Mar 2008	1,007.6	9.6:1	12.07	374,600	419,850
2007	5 Mar 2012	5 Mar 2009	1,199.5	9.6:1	14.18	555,000	595,200
2008	4 Mar 2013	4 Mar 2010	1,113.6	12.5:1	14.23	587,800	598,800
2009	3 Mar 2014	3 Mar 2011	700.5	8.6:1	14.98	427,150	

a) Strike price and ratios of options have been adjusted consecutively to the approval by the shareholders, at the Annual General Meetings held on 16 April 2004 and on 27 April 2005, to distribute extraordinary dividends, and in 2009, subsequent to the share capital increase related to the rights issue.

The cost of these equity-settled instruments of CHF 8 million (2008: CHF 8 million) has been expensed in the consolidated income statement.

Movements in the number of share options outstanding, expressed in equivalent shares, are as follows:

Number of options expressed in equivalent shares	2009	Weighted average exercised price (CHF)	2008	Weighted average exercised price (CHF)
As at 1 January	173,062	1,113.0	144,510	1,056.5
Effect of the change in ratios subsequent to the share capital increase related to the rights issue	7,150	(44.5)		
Granted	49,458	700.5	47,332	1,161.9
Sold	(28,708)	857.4	(17,960)	823.8
Lapsed/cancelled	(1,194)	1,087.5	(820)	1,130.6
As at 31 December	199,768	1,019.1	173,062	1,113.0

Of the 199,768 outstanding options expressed in equivalent shares (2008: 173,062), 103,192 options (2008: 67,480) were exercisable. For these plans, the Group has at its disposal either treasury shares or conditional share capital up to an amount of CHF 1,618,200, representing 161,820 registered shares with a par value of CHF 10 per share. When held or sold, an option does not give rights to receive a dividend nor to vote.

Equity-settled instruments related to restricted shares

Restricted shares shown in the table below have been granted on a yearly basis. These shares are tradable and transferable after the vesting period. Participation in these plans is mandatory.

Restricted shares outstanding at the end of the year have the following terms:

Year of grant	Maturity date	Vesting date	Restricted share at grant date (CHF)	Number of restricted share 2009	Number of restricted share 2008
2009	3 Mar 2014	3 Mar 2012	654.5	6,232	nil

Of the 6,232 outstanding restricted shares (2008: nil), no share (2008: none) were deliverable. The cost of these equity-settled instruments of CHF 1 million (2008: nil) has been expensed in the consolidated income statement.

Movements in the number of restricted shares outstanding are as follows:

Number of restricted shares	2009	2008
As at 1 January		
Granted	6,258	
Sold		
Lapsed/cancelled	(26)	
As at 31 December	6,232	

For this plan, the Group has at its disposal treasury shares.

Cash-settled instruments related to shares options

Options rights shown in the table below have been granted on a yearly basis. These rights are not tradable and transferable after the vesting period. Participation in these plans is mandatory.

Year of grant	Maturity date	Vesting date	Strike price ^a (CHF)	Ratio ^a (option: share)	Option value at grant date (CHF)	Number of options 2009	Number of options 2008
2004	18 Mar 2009	18 Mar 2006	656.4	10:1	10.87		18,400
2005	21 Mar 2010	21 Mar 2007	772.5	9.6:1	10.74	83,300	248,740
2006	7 Mar 2011	6 Mar 2008	1,007.6	9.6:1	12.07	476,700	488,700
2007	5 Mar 2012	5 Mar 2009	1,199.5	9.6:1	14.18	604,400	630,400
2008	4 Mar 2013	4 Mar 2010	1,113.6	12.5:1	14.23	589,900	593,900
2009	3 Mar 2014	3 Mar 2011	700.5	8.6:1	14.98	420,100	

a) Strike price and ratios of options have been adjusted consecutively to the approval by the shareholders, at the Annual General Meetings held on 16 April 2004 and on 27 April 2005, to distribute extraordinary dividends, and in 2009, subsequent to the share capital increase related to the rights issue.

The change of the fair value and the executions of these cash-settled instruments resulted to a credit of CHF 2 million (2008: credit of CHF 17 million) in the consolidated income statement. The liability element of the cash-settled instruments of CHF 7 million (2008: CHF 12 million) has been recognised in the statement of financial position.

Movements in the number of options rights outstanding, expressed in equivalent shares, are as follows:

Number of options expressed in equivalent shares	2009	Weighted average exercised price (CHF)	2008	Weighted average exercised price (CHF)
As at 1 January	184,308	1,112.2	162,979	1,045.0
Effect of the change in ratios subsequent to the share capital increase related to the rights issue	7,679	(44.7)		
Granted	49,151	703.6	50,462	1,166.3
Exercised	(23,353)	827.9	(23,875)	796.6
Lapsed/cancelled	(517)	1,044.4	(5,258)	1,122.5
As at 31 December	217,268	1,021.2	184,308	1,112.2

Of the 217,268 outstanding options expressed in equivalent shares (2008: 184,308), 121,340 options (2008: 75,584) were exercisable. The Group has at its disposal treasury shares to finance these plans. When held or sold, an option right does not give rights to receive a dividend nor to vote.

Cash-settled instruments related to restricted shares

Options rights shown in the table below have been granted on a yearly basis. These rights are not tradable and transferable after the vesting period. Participation in these plans is mandatory.

Year of grant	Maturity date	Vesting date	Restricted share at grant date (CHF)	Number of restricted share 2009	Number of restricted share 2008
2009	3 Mar 2014	3 Mar 2012	682.0	3,348	

The change of the fair value and the executions of these cash-settled instruments resulted to a debit of CHF 1 million (2008: nil) in the consolidated income statement. The liability element of these cash-settled instruments of CHF 1 million (2008: nil) has been recognised in the statement of financial position.

Movements in the number of restricted shares outstanding are as follows:

Number of restricted shares	2009	2008
As at 1 January		
Granted	3,348	
Exercised		
Lapsed/cancelled		
As at 31 December	3,348	

The Group has at its disposal treasury shares to finance this plan. When held or sold, an option right does not give rights to receive a dividend nor to vote.

9. Jointly Controlled Entities

Name of joint venture	Principal activity	Country of incorporation	Ownership interest
TecnoScent	Olfactory receptor research	Belgium	50%

Summarised financial information in respect of the Group's joint venture is set out below. The following net assets represent 100% of the jointly controlled entity:

As at 31 December		
<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Current assets	5	8
Non-current assets	12	13
Current liabilities	(2)	(2)
Non-current liabilities	(2)	(3)
Total net assets of joint venture	13	16
<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Income	-	-
Expenses	3	2

10. Other Operating Income

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Gains on fixed assets disposal	1	2
Interest on accounts receivable-trade	1	2
Royalty income	1	1
Other income	6	7
Total other operating income	9	12

11. Other Operating Expense

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Restructuring expenses		1
Impairment of long lived assets	3	31
Losses on fixed assets disposals	3	5
Business related information management project costs	10	9
Quest integration expenses	62	77
Other business taxes	9	9
Other expenses	6	18
Total other operating expense	93	150

In the year ended 31 December 2009, the Group incurred significant expenses in connection with the combination with Quest International. Integration related charges of CHF 62 million (2008: CHF 77 million) and assets impairment of CHF 3 million (2008: CHF 31 million) have been recognised in the other operating expense. Refer also to Note 23 on property, plant and equipment and Note 26 on provisions.

12. Expenses by Nature

<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	2009	2008
Raw materials and consumables used		1,525	1,558
Employee benefit expense	7	964	1,010
Depreciation, amortisation and impairment charges	23, 24	298	386
Transportation expenses		51	73
Freight expenses		81	83
Consulting and service expenses		125	126
Other expenses		455	472
Total operating expenses by nature		3,499	3,708

13. Financing Costs

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Interest expense	119	118
Derivative interest (gains) losses	(1)	12
Mandatory conversion feature of the Mandatory Convertible Securities	17	17
Amortisation of debt discounts	7	6
Total financing costs	142	153

14. Other Financial (Income) Expense, Net

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Fair value and realised (gains) losses from derivatives instruments, net (at fair value through income statement)	24	(92)
Fair value and realised (gains) losses from own equity instruments, net	6	29
Exchange (gains) losses, net	2	133
Impairment of available-for-sale financial assets	8	6
Gains from available-for-sale financial assets	-	(5)
Losses from available-for-sale financial assets	2	2
Realised gains from available-for-sale financial assets removed from equity	(3)	-
Realised losses from available-for-sale financial assets removed from equity	3	7
Interest income	(5)	(7)
Capital taxes and other non business taxes	8	7
Other (income) expense, net	6	(9)
Total other financial (income) expense, net	51	71

15. Income Taxes

Amounts charged (credited) in the consolidated income statement are as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Current income taxes	61	83
Adjustments of current tax of prior years	(14)	4
Deferred income taxes		
– origination and reversal of temporary differences	19	(44)
– changes in tax rates	-	-
– reclassified from equity to income statement	1	-
Total income tax expense	67	43

Since the Group operates globally, it is liable for income taxes in many different tax jurisdictions. Significant judgment is required in determining the provision for income taxes. There are many transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain during the ordinary course of business. Differences between the final tax outcome and the amounts that were initially recorded impact the current and deferred taxes in the period in which such determinations are made.

The Group calculates its average applicable tax rate as a weighted average of the tax rates in the tax jurisdictions in which the Group operates, including tax credits and withholding tax on dividends, interest and royalties.

The Group's effective tax rate differs from the Group's average expected tax rate as follows:

	2009	2008
Group's average applicable tax rate	23%	24%
Tax effect of		
Income not taxable	(2)%	(2)%
Expenses not deductible	2%	3%
Other adjustments of income taxes of prior years	2%	2%
Other differences	-	1%
Group's effective tax rate	25%	28%

The variation in the Group's average applicable tax rate is caused by changes in volumes, product mix and profitability of the Group's subsidiaries in the various jurisdictions, as well as changes in local statutory tax rates.

Income tax assets and liabilities

Amounts recognised in the statement of financial position related to income taxes are as follows:

As at 31 December		
<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Current income tax assets	73	33
Current income tax liabilities	(69)	(50)
Total net current income tax asset (liability)	4	(17)

As at 31 December		
<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Deferred income tax assets	47	59
Deferred income tax liabilities	(186)	(179)
Total net deferred income tax asset (liability)	(139)	(120)

Amounts recognised in the statement of financial position for deferred taxes are reported as non-current assets and non-current liabilities, a portion of which are current and will be charged or credited to the consolidated income statement during 2010.

Deferred income tax assets are recognised for tax loss carry forwards only to the extent that the realisation of the related tax benefit is probable. Of the deferred income tax assets of CHF 47 million, deferred tax assets of CHF 8 million have been recognised on loss carry forwards (2008: CHF 14 million). To the extent that the utilisation of these deferred tax assets is dependent on future taxable profits in excess of the reversal of existing temporary differences, management considers it is probable that these tax losses can be used against additional future taxable profits based on its business projections for these entities. The Group has no material unrecognised tax losses.

Deferred income tax liabilities have not been established for withholding tax and other taxes that would be payable on the unremitted earnings of certain foreign subsidiaries, as such amounts are currently regarded as permanently reinvested. The related temporary differences amount to CHF 177 million at 31 December 2009 (2008: CHF 106 million).

Deferred income tax assets and liabilities and the related deferred income tax charges are attributable to the following items:

2009	Property, plant & equipment	Intangible assets	Pension plans	Tax loss carry forward	Other temporary differences	Total
<i>in millions of Swiss francs</i>						
Net deferred income tax asset (liability) as at 1 January	(85)	(128)	46	20	27	(120)
Reclassification	(6)		5		1	
(Credited) charged to consolidated income statement	(11)	20	(11)	(11)	(6)	(19)
(Credited) debited to other comprehensive income					1	1
Currency translation effects	-	1	(1)	(1)	-	(1)
Net deferred income tax asset (liability) as at 31 December	(102)	(107)	39	8	23	(139)

2008	Property, plant & equipment	Intangible assets	Pension plans	Tax loss carry forward	Other temporary differences	Total
<i>in millions of Swiss francs</i>						
Net deferred income tax asset (liability) as at 1 January	(101)	(202)	89	11	44	(159)
(Credited) charged to consolidated income statement	17	78	(39)	14	(26)	44
(Credited) debited to other comprehensive income					-	-
Currency translation effects	(1)	(4)	(4)	(5)	9	(5)
Net deferred income tax asset (liability) as at 31 December	(85)	(128)	46	20	27	(120)

16. Non-Controlling Interests

A non-controlling interest represents the interests of third-party shareholders in the net results of the operations and the net assets of subsidiaries in Thailand and Venezuela (non-controlling interest arising on business combinations). Neither of these subsidiaries is fully owned by the Group, either directly or indirectly.

17. Earnings per Share

Basic earnings per share

Basic earning per share is calculated by dividing the net income attributable to shareholders by the weighted average number of shares outstanding:

	2009	2008
Income attributable to equity holder of the parent (CHF million)	199	111
Weighted average number of shares outstanding ^a		
Ordinary shares	8,097,674	7,576,276
Treasury shares	(161,438)	(165,030)
Net weighted average number of shares outstanding ^a	7,936,236	7,411,246
Basic earnings per share (CHF)	25.07	14.98

a) The weighted average number of shares outstanding has been retrospectively increased as a result of the share capital increase for all periods before the capitalisation to consider the bonus element in the rights issue (see Note 28).

The Mandatory Convertible Securities will convert in March 2010, thus impacting the future earnings per share calculation.

Diluted earnings per share

For the calculation of diluted earnings per share, the weighted average number of shares outstanding is adjusted to assume conversion of all potentially dilutive shares:

	2009	2008
Income attributable to equity holder of the parent (CHF million)	199	111
Weighted average number of shares outstanding for diluted earnings per share of 32,291 (2008: 53,430) ^a	7,968,527	7,464,676
Diluted earnings per share (CHF)	24.97	14.87

a) The weighted average number of shares outstanding has been retrospectively increased as a result of the share capital increase for all periods before the capitalisation to consider the bonus element in the rights issue (see Note 28).

18. Cash and Cash Equivalents

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Cash on hand and balances with banks	349	287
Short-term investments	476	132
Balance as at 31 December	825	419

19. Available-for-Sale Financial Assets

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Equity securities ^a	55	91
Bonds and debentures	50	115
Balance as at 31 December	105	206
Current assets	18	91
Non-current assets	87	115
Balance as at 31 December	105	206

a) In 2009 and 2008 no equity securities were restricted for sale.

20. Accounts Receivable – Trade

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Accounts receivable	698	679
Notes receivable	4	5
Less: provision for impairment	(17)	(20)
Balance as at 31 December	685	664

Ageing list:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Neither past due nor impaired	608	531
Less than 30 days	64	101
30 – 60 days	15	26
60 – 90 days	6	11
Above 90 days	9	15
Less: provision for impairment	(17)	(20)
Balance as at 31 December	685	664

Movement in the provision for impairment of accounts receivable – trade:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Balance as at 1 January	(20)	(19)
Increase in provision for impairment recognised in consolidated income statement	(4)	(8)
Amounts written off as uncollectible	2	3
Reversal of provision for impairment	5	1
Currency translation effects	-	3
Balance as at 31 December	(17)	(20)

No significant impairment charge has been recognised in the consolidated income statement in 2009 or 2008. Past due and impaired receivables are still considered recoverable. The carrying amount of accounts receivable trade corresponds to the fair value.

21. Inventories

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Raw materials and supplies	344	389
Work in process	32	32
Finished goods	290	364
Less: allowance for slow moving and obsolete inventories	(33)	(30)
Balance as at 31 December	633	755

At 31 December 2009 and 2008 no significant inventory was valued at net realisable value.

22. Assets held for Sale

As a result of the Quest acquisition, the Group has a number of unused facilities, principally in the USA which it intends to sell. These facilities were reclassified as assets held for sale during 2009. Sales of these assets, only property, plant and equipment for an amount of CHF 12 million, are expected to take place during 2010, subject to market conditions. No impairment loss was recognised on reclassification of the land as held for sale at 31 December 2009.

23. Property, Plant and Equipment

2009					
<i>in millions of Swiss francs</i>	Land	Buildings and land improvements	Machinery, equipment and vehicles	Construction in progress	Total
Net book value					
Balance as at 1 January	125	692	586	83	1,486
Additions		3	12	80	95
Disposals	(6)	(2)	(4)		(12)
Transfers		23	89	(112)	
Impairment	-	(2)	(1)		(3)
Depreciation		(29)	(90)		(119)
Reclassified as assets held for sale	(3)	(9)	-		(12)
Currency translation effects	-	(1)	2	1	2
Balance as at 31 December	116	675	594	52	1,437
Cost	116	1,029	1,537	52	2,734
Accumulated depreciation		(338)	(936)		(1,274)
Accumulated impairment		(16)	(7)		(23)
Balance as at 31 December	116	675	594	52	1,437

2008					
<i>in millions of Swiss francs</i>	Land	Buildings and land improvements	Machinery, equipment and vehicles	Construction in progress	Total
Net book value					
Balance as at 1 January	160	664	655	109	1,588
Additions	3	5	16	170	194
Disposals		(3)	(4)	(2)	(9)
Transfers	(22)	117	90	(185)	
Impairment	-	(10)	(21)	-	(31)
Depreciation		(28)	(95)		(123)
Divestments		(3)	(3)		(6)
Currency translation effects	(16)	(50)	(52)	(9)	(127)
Balance as at 31 December	125	692	586	83	1,486
Cost	126	1,035	1,478	83	2,722
Accumulated depreciation		(322)	(872)		(1,194)
Accumulated impairment	(1)	(21)	(20)		(42)
Balance as at 31 December	125	692	586	83	1,486

In 2009, the Group continued the integration of Quest International business activities by concentrating resources and locations. These actions resulted in various asset impairment losses of CHF 3 million. (2008: CHF 31 million).

During 2009, there was no new qualifying asset for which borrowing costs were directly attributable to its acquisition or construction. Therefore no borrowing costs were capitalised.

Fire insurance value of property, plant and equipment amounted to CHF 3,548 million in 2009 (2008: CHF 3,610 million).

24. Intangible Assets

2009							
<i>in millions of Swiss francs</i>	Goodwill	Intellectual property rights	Process-oriented technology and other	Software/ ERP system	Contract	Clients relationships	Total
Net book value							
Balance as at 1 January	1,888	226	534	153		282	3,083
Additions			1	63			64
Disposals				-			
Impairment							
Amortisation		(17)	(124)	(14)		(21)	(176)
Currency translation effects	43					-	43
Balance as at 31 December	1,931	209	411	202		261	3,014
Cost	1,931	339	766	215		322	3,573
Accumulated amortisation		(130)	(355)	(13)		(61)	(559)
Balance as at 31 December	1,931	209	411	202		261	3,014

2008							
<i>in millions of Swiss francs</i>	Goodwill	Intellectual property rights	Process-oriented technology and other	Software/ ERP system	Contract	Clients relationships	Total
Net book value							
Balance as at 1 January	2,319	243	663	86	63	301	3,675
Additions			3	73			76
Disposals							
Adjustment ^a	(53)						(53)
Impairment							
Amortisation		(17)	(124)	(6)	(63)	(22)	(232)
Divestments	(6)						(6)
Currency translation effects	(372)		(8)	-		3	(377)
Balance as at 31 December	1,888	226	534	153		282	3,083
Cost	1,888	339	765	164	142	321	3,619
Accumulated amortisation		(113)	(231)	(11)	(142)	(39)	(536)
Balance as at 31 December	1,888	226	534	153		282	3,083

a) The final valuation of the Quest related intangible assets occurred within the 12 months of the date of acquisition resulting in adjustments to the 2007 financial results (see Note 5 of this financial report).

Impairment test for goodwill

Goodwill is allocated to the Group's cash-generating units (CGUs) which are defined as the Fragrance Division and the Flavour Division. Goodwill allocated to these two CGUs was CHF 544 million (2008: CHF 518 million) to the Fragrance Division and CHF 1,387 million (2008: CHF 1,370 million) to the Flavour Division.

The recoverable amount of each CGU has been determined based on value in use calculations. These calculations use pre-tax cash flow projections based on financial business plans and budgets approved by management covering a five-year period, as well as a terminal value. The basis of the key assumptions is market growth adjusted for estimated market share gains. The discount rate used to discount the estimated future cash flows has a number of components which are derived from capital market information where the cost of equity corresponds to the return expected by the shareholders by benchmarking with comparable companies in the fragrance and flavour industry, and where the cost of debt is based on the conditions on which companies with similar credit rating can obtain financing.

A discount rate of 10.8% (2008: 6.3%) was applied to cash flow projections of the Fragrance Division and to cash flow projections of the Flavour Division. Cash flows of both divisions beyond the five-year period have not been extrapolated using a growth rate per annum. These discount rates are pre-tax.

No impairment loss in either division resulted from the impairment tests for goodwill. The outcome of the impairment test was not sensitive to reasonable likely changes in the cash flows and in the discount rate in the periods presented.

Intellectual property rights

As part of the acquisition of Food Ingredients Specialties (FIS), the Group acquired intellectual property rights, predominantly consisting of know-how being inseparable processes, formulas and recipes.

Process-oriented technology and other

This consists mainly of process-oriented technology, formulas, molecules and delivery systems acquired when the Group purchased IBF and Quest International.

Software/ERP system

This consists of Group ERP system development costs incurred since September 2006.

Contract

As part of the acquisition of Quest International, the Group signed a non-competition agreement. This contract has been fully amortised during 2008.

Client relationships

As part of the acquisition of Quest International, the Group acquired client relationships in the Flavour and Fragrance Divisions, mainly consisting of client relationships to key customers.

The residual useful lives of the acquired intangible assets carried at cost, being their fair value at acquisition date, are determined in accordance with the principles set out in Note 2.19.

Remaining useful lives of major classes of amortisable intangible assets are as follows:

- | | |
|--------------------------------|------------|
| • Software/ERP system | 6.5 years |
| • Process-oriented technology | 12.2 years |
| • Client relationships | 12.2 years |
| • Intellectual property rights | 17.2 years |

In 2009, the Group terminated the research collaboration and licensing agreement with Redpoint Bio Corporation. Any further obligations ceased at the same time. The related intangible assets have been tested for impairment. The recoverable amount has been determined based on value in use calculations and is higher than the carrying value. The intangible asset is amortised as from the date of termination on a straight-line basis over the estimated economic useful life of the asset, being 10 years. The carrying value at 31 December 2009 is CHF 7 million.

25. Debt

2009						
<i>in millions of Swiss francs</i>	Within 1 to 3 years	Within 3 to 5 years	Thereafter	Total long-term	Short-term within 1 year	Total
Floating rate debt						
Bank borrowings					2	2
Syndicated loan – unhedged part	25			25		25
Bank overdrafts					9	9
Total floating rate debt	25			25	11	36
Fixed rate debt						
Straight bonds	573	297		870		870
Private placements	36	342	109	487	31	518
Syndicated loan – hedged part	900			900		900
Mandatory Convertible Securities (MCS)					749	749
Total fixed rate debt	1,509	639	109	2,257	780	3,037
Balance as at 31 December	1,534	639	109	2,282	791	3,073
Balance as at 31 December (excluding MCS)	1,534	639	109	2,282	42	2,324

2008						
<i>in millions of Swiss francs</i>	Within 1 to 3 years	Within 3 to 5 years	Thereafter	Total long-term	Short-term within 1 year	Total
Floating rate debt						
Bank borrowings					156	156
Syndicated loan – unhedged part		375		375		375
Bank overdrafts					38	38
Total floating rate debt		375		375	194	569
Fixed rate debt						
Straight bonds	274	298		572		572
Private placements	69	217	242	528	88	616
Syndicated loan – hedged part		1,100		1,100		1,100
Mandatory Convertible Securities (MCS)	744			744		744
Total fixed rate debt	1,087	1,615	242	2,944	88	3,032
Balance as at 31 December	1,087	1,990	242	3,319	282	3,601
Balance as at 31 December (excluding MCS)	343	1,990	242	2,575	282	2,857

On 7 February 2003, the Group entered into a private placement for a total amount of CHF 50 million. The private placement was made by Givaudan SA. It was redeemed in 2009 with an annual interest rate of 2.9%.

On 28 May 2003, the Group entered into a private placement for a total amount of USD 220 million. The private placement was made by Givaudan United States, Inc. It is redeemable by instalments at various times beginning on May 2008 through May 2015 with annual interest rates ranging from 3.65% to 5.00%. There are various covenants contained in the transaction covering conditions on net worth, indebtedness and disposition of assets of Givaudan United States, Inc. Until now, Givaudan United States, Inc. has been in full compliance with the covenants set. Givaudan United States, Inc. redeemed USD 30 million of this placement in May 2008, the total outstanding at 31 December 2009 being USD 190 million (equivalent to CHF 197 million).

On 9 July 2003, the Group entered into a private placement for a total amount of CHF 100 million. The private placement was made by Givaudan SA. It is redeemable in 2013 with an annual interest rate of 3.3%.

On 16 April 2004, the Group entered into a private placement for a total amount of USD 200 million. The private placement was made by Givaudan United States, Inc. It matures at various times in instalments beginning May 2009 through May 2016 with annual interest rates ranging from 4.16% to 5.49%. There are various covenants contained in the transaction covering conditions on net worth, indebtedness and disposition of assets of Givaudan United States, Inc. Until now, Givaudan United States, Inc. has been in full compliance with the covenants set. Givaudan United States, Inc. redeemed USD 35 million of this placement in May 2009, the total outstanding at 31 December 2009 being USD 165 million (equivalent to CHF 171 million).

On 11 May 2005, the Group issued a 2.25% straight bond 2005-2012 with a nominal value of CHF 300 million. The bond was issued by Givaudan Finance SA and is guaranteed by Givaudan SA.

The acquisition of Quest International was financed through a 5-year syndicated loan of CHF 1.9 billion granted to Givaudan SA, a Mandatory Convertible Securities (MCS) of CHF 750 million issued by Givaudan Nederland Finance BV; and cash received from the sale of shares previously purchased under a share buy back programme.

On 1 March 2007, Givaudan Nederland BV issued the MCS. The principal amount of the MCS is CHF 750 million, bears interest at 5.375% with a maturity date of 1 March 2010 and is guaranteed by Givaudan SA. The MCS is convertible into registered Givaudan shares 30 trading days before the maturity date. In the first quarter of 2009, the Group reclassified the Mandatory Convertible Securities with maturity date of 1 March 2010 from long-term debt to short-term debt.

On 2 March 2007, the Group entered into a syndicated loan agreement for a total amount of CHF 1.9 billion through its holding company, Givaudan SA. The outstanding amount of the syndicated loan at 31 December 2009 is CHF 925 million (2008: CHF 1,475 million) of which CHF 900 million (2008: 1,100 million) is based on a fixed rate of 2.82% (2008: 2.84%) in average, CHF 25 million (2008: CHF 375 million) is based on 1-month CHF LIBOR, the weighted average interest rate of the total syndicated loan borrowing is 3.10% (2008: 3.10%) at 31 December 2009. This syndicated loan contains a covenant with externally imposed capital requirements. The Group was in compliance with these requirements as at 31 December 2009.

On 23 May 2007, the Group entered into a private placement for a total amount of CHF 50 million with maturity 21 May 2014, with an annual interest rate of 3.125%. The private placement was made by Givaudan SA.

On 18 October 2007, the Group issued a 3.375% 4-year public bond (maturity 18 October 2011) with a nominal value of CHF 275 million. The bond was issued by Givaudan SA.

On 19 February 2009, the Group issued a 4.25% 5-year public bond (maturity 19 March 2014) with a nominal value of CHF 300 million. The bond was issued by Givaudan SA. The proceeds of CHF 297 million were mainly used to repay private placements at maturity for a total amount of CHF 90 million and to repay a portion of the syndicated loan for a total amount of CHF 174 million.

On 25 June 2009, the Group issued 999,624 fully paid-in registered shares from authorised capital. The proceeds, net of transaction costs, of CHF 398 million have been fully used to pre-pay a portion of the syndicated loan.

The carrying amounts of the Group's debt are denominated in the following currencies:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Swiss Franc	2,695	3,022
US Dollars	368	446
Euro	6	27
Other currencies	4	106
Total debt as at 31 December	3,073	3,601

The weighted average effective interest rates at the statement of financial position date were as follows:

	2009	2008
Amounts due to banks and other financial institutions	3.1%	3.1%
Private placements	4.5%	4.4%
Straight bond	3.3%	2.8%
Mandatory Convertible Securities ^a	5.4%	5.4%

a) An amount corresponding to the interest rate of 3.1125% is recognised as interest expense and the mandatory conversion feature of the coupon of 2.2625% is recognised separately in financing costs (see Note 13).

26. Provisions

2009	Restructuring from Quest acquisition	Other restructuring	Claims and litigation	Environmental	Others	Total
<i>in millions of Swiss francs</i>						
Balance as at 1 January	39	15	15	22	32	123
Additional provisions	32	5	52	3	3	95
Unused amounts reversed	(2)	(1)		(2)	-	(5)
Utilised during the year	(36)	(8)	(42)	(4)	(4)	(94)
Currency translation effects	-	-	2	-	4	6
Balance as at 31 December	33	11	27	19	35	125
Current liabilities	6	2	6	4	7	25
Non-current liabilities	27	9	21	15	28	100
Balance as at 31 December	33	11	27	19	35	125

2008	Restructuring from Quest acquisition	Other restructuring	Claims and litigation	Environmental	Others	Total
<i>in millions of Swiss francs</i>						
Balance as at 1 January	49	16	23	24	20	132
Additional provisions	46	7	16	2	19	90
Unused amounts reversed	(2)		(6)		-	(8)
Utilised during the year	(48)	(8)	(15)	(2)	(2)	(75)
Currency translation effects	(6)	-	(3)	(2)	(5)	(16)
Balance as at 31 December	39	15	15	22	32	123
Current liabilities	7	3	7	5	9	31
Non-current liabilities	32	12	8	17	23	92
Balance as at 31 December	39	15	15	22	32	123

Significant judgment is required in determining the various provisions. A range of possible outcomes are determined to make reliable estimates of the obligation that is sufficient for the recognition of a provision. Differences between the final obligations and the amounts that were initially recognised impact the income statement in the period in which such determination is made.

Restructuring provisions from Quest International acquisition

Provisions for the Quest International acquisition have been recognised for compensating Quest International employees as a result of termination of their employment and closing Quest International facilities.

Other restructuring provisions

Other restructuring provisions, in the line acquisition of subsidiaries, correspond to former Quest International restructuring programmes, as well as Givaudan restructuring provisions announced prior to the Quest International acquisition.

Claims and litigation

These provisions are made in respect of legal claims brought against the Group and potential litigations. Related estimated legal fees are also included in these provisions.

Environmental

The material components of the environmental provisions consist of costs to sufficiently clean and refurbish contaminated sites and to treat where necessary.

Other provisions

These consist largely of provisions related to “make good” on leased facilities and similar matters.

27. Own Equity Instruments

Details on own equity instruments are as follows:

As at 31 December 2009	Settlement	Category	Maturity	Strike price ^a (CHF)	in equivalent shares	Fair value in millions CHF
Registered shares		Equity			158,245	131
Written calls	Gross shares	Equity	2010 - 2014	700.5 - 1,199.5	541,254	35
Purchased calls	Net cash	Derivative	2010 - 2014	700.5 - 1,199.5	221,223	14
Purchased calls	Gross shares	Equity	2010 - 2012	772.5 - 1,199.5	40,672	4
Written puts	Gross shares	Financial liability	2011	790.0 - 867.0	36,472	5

a) Strike price of options have been adjusted consecutively to the approval by the shareholders, at the Annual General Meetings held on 16 April 2004 and on 27 April 2005, to distribute extraordinary dividends, and in 2009, subsequent to the share capital increase related to the rights issue.

As at 31 December 2008	Settlement	Category	Maturity	Strike price ^a (CHF)	in equivalent shares	Fair value in millions CHF
Registered shares		Equity			158,245	131
Written calls	Gross shares	Equity	2009 - 2013	656.4 - 1,250.0	443,996	37
Purchased calls	Net cash	Derivative	2009 - 2013	656.4 - 1,250.0	192,039	14
Purchased calls	Gross shares	Equity	2010 - 2012	805.0 - 1,250.0	420	-
Written puts	Gross shares	Financial liability	2009	833.0 - 910.0	35,000	4

a) Strike price of options have been adjusted consecutively to the approval by the shareholders, at the Annual General Meetings held on 16 April 2004 and on 27 April 2005, to distribute extraordinary dividends.

28. Equity

Share capital

As at 31 December 2009, the share capital amounts to CHF 84,968,010, divided into 8,496,801 fully paid-up registered shares, with a nominal value of CHF 10.00 each. Every share gives the right to one vote.

The Board of Directors has at its disposal conditional capital of a maximum aggregate amount of CHF 14,849,830 that may be issued through a maximum of 1,484,983 registered shares, of which a maximum of CHF 1,618,200 can be used for executive share option plans. The Board of Directors was authorised until 7 April 2008 to increase the share capital by up to CHF 10,000,000 through the issuance of a maximum of 1,000,000 fully paid-in registered shares with a par value of CHF 10.00 per share. At the Annual General Meeting on 26 March 2008, the shareholders approved the extension of the existing authorised capital of CHF 10,000,000 until 26 March 2010.

At the Annual General Meeting held on 26 March 2009 the distribution of an ordinary dividend of CHF 20.00 per share (2008: ordinary dividend of CHF 19.50 gross per share) in the form of cash (CHF 10.00) and one warrant (CHF 10.00) was approved. The warrants were tradable and were exchanged with a ratio of 31:1 for Givaudan shares within a limited period. In total, 226,837 shares were issued from conditional capital. In April 2009 this resulted in an increase of CHF 2,268,370 in share capital and an increase of CHF 72,587,840 of reserves corresponding to the total value of the net proceeds received from the warrant executions.

On 11 June 2009, the Board of Directors announced an increase in the share capital through the issuance of 999,624 fully paid-in registered shares from authorised capital with a nominal value of CHF 10.00 each. The new shares were offered to all shareholders by the way of a rights issue which were traded from 17 June 2009 to 23 June 2009 on SIX Swiss Exchange. The exercise of 15 rights entitled the holder to subscribe for two new shares at a subscription price of CHF 420 per new share. On 29 June 2009, 999,624 shares were issued from the authorised capital. This resulted in an increase of CHF 9,996,240 in share capital and an increase of CHF 388,003,760 of reserves corresponding to the total value of the net proceeds received from the rights executions, and transactions costs of CHF 22 million.

Movements in own shares are as follows:

2009	Number	Price in Swiss francs			Total in millions of Swiss francs
		High	Average	Low	
Balance as at 1 January	158,245				157
Purchases at cost					
Sales and transfers at cost					
Issuance of shares					
(Gain) loss, net recognised in equity					
Movement on derivatives on own shares, net					(25)
Balance as at 31 December	158,245				132

2008	Number	Price in Swiss francs			Total in millions of Swiss francs
		High	Average	Low	
Balance as at 1 January	171,831				178
Purchases at cost	34,227	1,036.87	987.67	861.50	34
Sales and transfers at cost	(47,813)	1,060.56	1,042.86	913.13	(48)
Issuance of shares					
(Gain) loss, net recognised in equity					(2)
Movement on derivatives on own shares, net					(5)
Balance as at 31 December	158,245				157

29. Commitments

At 31 December, the Group had operating lease commitments mainly related to buildings. Future minimum payments under non-cancellable operating leases, are as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Within one year	21	17
Within two to five years	38	38
Thereafter	21	21
Total minimum payments	80	76

The 2009 charge in the consolidated income statement for all operating leases was CHF 42 million (2008: CHF 41 million).

The Group has capital commitments for the purchase or construction of property, plant and equipment totalling CHF 2 million (2008: CHF 20 million).

30. Contingent Liabilities

From time to time and in varying degrees, Group operations and earnings continue to be affected by political, legislative, fiscal and regulatory developments, including those relating to environmental protection, in the countries in which it operates.

The activities in which the Group is engaged are also subject to physical risks of various kinds. The nature and frequency of these developments and events, not all of which are covered by insurance, as well as their effect on the future operations and earnings are not predictable.

Givaudan Group companies are involved in various legal and regulatory proceedings of a nature considered typical of its business, including contractual disputes and employment litigation.

Our US subsidiary Givaudan Flavors Corporation is named as a defendant in several lawsuits brought against it and other flavour companies. The plaintiffs are alleging that they sustained pulmonary injuries due of diacetyl-containing butter flavours manufactured by one or more of the flavour company defendants. A large number of the original lawsuits have been settled or dismissed prior to the end of 2009. The Group has already recovered or is pursuing the recovery of amounts disbursed under the terms of its insurance policies. The Group believes that any potential financial impact of the remaining lawsuits cannot be predicted and that related insurance coverage is adequate.

31. Related Parties

Transactions between Givaudan SA and its subsidiaries, which are related parties of Givaudan SA, have been eliminated on consolidation and are not disclosed in this note.

Compensation of key management personnel

The compensation of the Board of Directors and the Executive Committee during the year was as follows:

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Salaries and other short-term benefits	9	9
Post-employment benefits	1	1
Other long-term benefits		
Share-based payments	2	-
Total compensation	12	10

No related party transactions have taken place during 2009 (2008: nil) between the Group and the key management personnel.

Reconciliation table to the Swiss code of obligations

<i>in millions of Swiss francs</i>	IFRS		Adjustments ^a		Swiss CO (Art. 663b ^{bis})	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Salaries and other short-term benefits	9	9	(2)	(2)	7	7
Post-employment benefits	1	1	-	-	1	1
Other long-term benefits						
Share-based payments	2	-	4	6	6	6
Total compensation	12	10	2	4	14	14

a) IFRS information is adjusted mainly by the underlying assumptions, accrual basis versus cash basis, and to the recognition of the share-based payments, IFRS 2 versus economic value at grant date. IFRS information also includes social security costs.

In 2007, the Group entered into a joint venture agreement with ChemCom SA, a leader in the field of olfactory receptor technology. Givaudan invested CHF 10 million in this joint venture.

There are no other significant related party transactions.

32. Board of Directors and Executive Committee Compensation

Compensation of members of the Board of Directors

Compensation of Board members consists of Director Fees and Committee fees. These fees are paid shortly after the Annual General Meeting for year in office completed. In addition, each Board member is entitled to participate in the stock option plan of the company. With the exception of the Chairman, each Board member receives an amount for out-of-pocket expenses. This amount of CHF 10,000 is paid for the coming year in office. The options are also granted for the same period.

The compensation of the Board of Directors during the year was as follows:

2009 <i>in Swiss francs</i>	Jürg Witmer Chairman	André Hoffmann	Dietrich Fuhrmann	Peter Kappeler	John Marthinsen ^a	Thomas Rufer ^b	Nabil Sakkab	Henner Schierenbeck	Total remuneration
Director fees	320,000	80,000	80,000	80,000	80,000		80,000	80,000	800,000
Other cash compensation ^c							30,000		30,000
Committee fees	30,000	50,000	20,000	40,000	20,000		20,000	40,000	220,000
Total cash	350,000	130,000	100,000	120,000	100,000		130,000	120,000	1,050,000
Number of options granted ^d	26,800	6,700		3,350		3,350	3,350	6,700	50,250
Value at grant ^e	401,464	100,366		50,183		50,183	50,183	100,366	752,745
Number of restricted shares ^f			176	88		88	88		440
Value at grant ^g			104,720	52,360		52,360	52,360		261,800
Total remuneration	751,464	230,366	204,720	222,543	100,000	102,543	232,543	220,366	2,064,545

a) Retired from the Board of Directors on 26 March 2009.

b) Joined the Board of Directors on 26 March 2009.

c) Represents compensation for additional duties as indicated in the 2006 Annual Report.

d) Options vest on 3 March 2011.

e) Economic value at grant based on a Black & Scholes model, with no discount applied for the vesting period.

f) Restricted shares vest on 2 March 2012.

g) Economic value at grant according to IFRS methodology, with no discount applied for the vesting period.

Payment to Board members for out-of-pocket expenses amounted to CHF 60,000.

Other compensation, fees and loans to members or former members of the Board

No additional compensation or fees were paid to any member of the Board.

No Board member had any loan outstanding as at 31 December 2009.

Special compensation of members of the Board who left the company during the reporting period

No such compensation was incurred during the reporting period.

The compensation of the Executive Committee during the year was as follows:

<i>in Swiss francs</i>	Gilles Andrier CEO	Executive Committee members (excl. CEO) ^a	Total remuneration 2009	Total remuneration 2008
Base salary	945,913	2,332,787	3,278,700	3,287,890
Annual incentive ^b	529,604	1,214,304	1,743,908	2,171,836
Total cash	1,475,517	3,547,091	5,022,608	5,459,726
Pension benefits ^c	233,457	498,803	732,260	621,349
Other benefits ^d	220,464	519,394	739,858	888,050
Number of options granted ^e	60,000	160,000	220,000	240,000
Value at grant ^f	898,800	2,396,800	3,295,600	3,415,200
Number of restricted shares granted ^g		526	526	
Value at grant ^h		312,970	312,970	
Number of performance shares granted ⁱ	3,000	6,900	9,900	9,900
Annualised value at grant ^j	533,580	1,227,234	1,760,814	1,760,814
Total remuneration	3,361,818	8,502,292	11,864,110	12,145,139

a) Represents full year compensation of five Executive Committee members.

b) Annual incentive paid in March 2009 based on year 2008 performance.

c) Company contributions to broad-based pension and retirement savings plans and annualised expense accrued for supplementary executive retirement benefit.

d) Represents annualised value of health & welfare plans, international assignment benefits and other benefits in kind. Contributions to compulsory social security schemes are excluded.

e) Options vest on 3 March 2011.

f) Economic value at grant based on a Black & Scholes model, with no discount applied for the vesting period.

g) Restricted share vest on 2 March 2012.

h) Economic value at grant according to IFRS methodology, with no discount applied for the vesting period.

i) Performance shares are granted in March 2008 for the 5 year period 2008-2012 and vest on 1 March 2013.

j) Annualised value at grant calculated according to IFRS methodology, and assuming 100% achievement of performance target.

Other compensation, fees and loans to members or former members of the Executive Committee

No other compensation or fees were accrued for or paid to any member or former member of the Executive Committee during the reporting period.

No member or former member of the Executive Committee had any loan outstanding as at 31 December 2009.

Special compensation of members of the Executive Committee who left the company during the reporting period

No such compensation was incurred during the reporting period.

Ownership of shares

Details on the Givaudan share based payment plans are described in Note 8.

The following share options or option rights were granted during the corresponding periods and are still owned by the members of the Board of Directors, the CEO and members of the Executive Committee as at 31 December 2009:

2009 <i>in number</i>	Shares	Restricted Shares	Share options / Option rights				
			Maturity 2010	Maturity 2011	Maturity 2012	Maturity 2013	Maturity 2014
Jürg Witmer, Chairman	1,000			20,100	26,800	26,800	26,800
André Hoffmann ^a	137,672		6,000	6,700	6,700	6,700	6,700
Dietrich Fuhrmann	17	176		6,700	6,700	6,700	
Peter Kappeler	10	88				6,700	3,350
Thomas Rufer	58	88					3,350
Nabil Sakkab		88				6,700	3,350
Henner Schierenbeck	476			6,700	6,700	6,700	6,700
Total Board of Directors	139,233	440	6,000	40,200	46,900	60,300	50,250
Gilles Andrier, CEO				60,000	60,000	60,000	60,000
Matthias Währen		526		40,000	40,000	40,000	20,000
Mauricio Graber	116			27,500	40,000	40,000	40,000
Michael Carlos				40,000	40,000	40,000	40,000
Joe Fabbri ^b	117			15,000	30,000	30,000	30,000
Adrien Gonckel	20			30,000	30,000	30,000	30,000
Total Executive Committee	253	526		212,500	240,000	240,000	220,000

a) The following Givaudan derivatives were also held by Mr Hoffmann as at 31 December 2009:

- 60,000 OTC call options UBS AG 2008-26.08.2010 SSL GIV (Value no. 4103209)
- 70,000 OTC call options UBS AG 2008-20.08.2010 SSL GIV (Value no. 4103156)

b) Mr Fabbri also held 506 Givaudan American depositary receipts (Symbol: GVDN.Y; 50:1 ratio) as at 31 December 2009.

The company is not aware of any ownership of shares, share options, option rights or restricted shares as at 31 December 2009 by persons closely connected to the Board of Directors.

One person closely connected to a member of the Executive Committee owned 11,000 option rights (2,000 maturing in 2011, 3,000 maturing in 2012, 3,000 maturing in 2013 and 3,000 maturing in 2014) as at 31 December 2009.

One person closely connected to a member of the Executive Committee owned 98 shares as at 31 December 2009.

The company is not aware of any other ownership of shares, share options, option rights or restricted shares as at 31 December 2009 by persons closely connected to the Executive Committee.

There are no other significant related party transactions.

Ownership of share options

Givaudan's share options are fully tradable after vesting. Details on the Givaudan share-based payment plans are described in Note 8.

The following share options were granted to members of the Board during the corresponding periods and are still owned by them as at 31 December 2009:

Year of grant	Maturity date	Vesting date	Ticker	Strike price ^a (CHF)	Ratio ^a (option: share)	Option value at grant date (CHF)	Number of options held
2005	21 Mar 2010	21 Mar 2007	GIVAB	772.5	9.6:1	10.74	6,000
2006	7 Mar 2011	6 Mar 2008	GIVLP	1,007.6	9.6:1	12.07	40,200
2007	5 Mar 2012	5 Mar 2009	GIVCD	1,199.5	9.6:1	14.18	46,900
2008	4 Mar 2013	4 Mar 2010	GIVEF	1,113.6	12.5:1	14.23	60,300
2009	3 Mar 2014	3 Mar 2011	GIVLM	700.5	8.6:1	14.98	50,250

a) Strike price and ratios of options have been adjusted consecutively to the approval by the shareholders, at the Annual General Meetings held on 16 April 2004 and on 27 April 2005, to distribute extraordinary dividends, and in 2009, subsequent to the share capital increase related to the rights issue.

The following share options are owned by the CEO, the other members of the Executive Committee and by persons closely connected to them as at 31 December 2009:

Year of grant	Maturity date	Vesting date	Ticker	Strike price ^a (CHF)	Ratio ^a (option: share)	Option value at grant date (CHF)	Number of options held
2005	21 Mar 2010	21 Mar 2007	GIVAB	772.5	9.6:1	10.74	
2006	7 Mar 2011	6 Mar 2008	GIVLP	1,007.6	9.6:1	12.07	214,500
2007	5 Mar 2012	5 Mar 2009	GIVCD	1,199.5	9.6:1	14.18	243,000
2008	4 Mar 2013	4 Mar 2010	GIVEF	1,113.6	12.5:1	14.23	243,000
2009	3 Mar 2014	3 Mar 2011	GIVLM	700.5	8.6:1	14.98	223,200

a) Strike price and ratios of options have been adjusted consecutively to the approval by the shareholders, at the Annual General Meetings held on 16 April 2004 and on 27 April 2005, to distribute extraordinary dividends, and in 2009, subsequent to the share capital increase related to the rights issue.

33. List of Principal Group Companies

The following are the principal companies of the Group. The companies are wholly-owned unless otherwise indicated (percentage of voting rights). Share capital is shown in thousands of currency units:

Switzerland	Givaudan SA	CHF	84,968
	Givaudan Suisse SA	CHF	4,000
	Givaudan Finance SA	CHF	300,000
	Givaudan International SA	CHF	100
Argentina	Givaudan Argentina SA	ARS	3,010
Australia	Givaudan Australia Pty Ltd	AUD	10
Austria	Givaudan Austria GmbH	EUR	40
Bermuda	FF Holdings (Bermuda) Ltd	USD	12
	Givaudan International Ltd	USD	12
	FF Insurance Ltd	USD	170
Brazil	Givaudan Do Brasil Ltda	BRL	133,512
Canada	Givaudan Canada Co	CAD	12,901
Chile	Givaudan Chile Ltda	CLP	5,000
China	Givaudan Fragrances (Shanghai) Ltd	USD	7,750
	Givaudan Flavors (Shanghai) Ltd	USD	10,783
	Givaudan Specialty Products (Shanghai) Ltd	USD	12,000
	Givaudan Hong Kong Ltd	HKD	7,374
Colombia	Givaudan Colombia SA	COP	6,965,925
Czech Republic	Givaudan CR, S.R.O.	CZK	200
Denmark	Givaudan Scandinavia A/S	DKK	1,000
Ecuador	Givaudan Ecuador SA	USD	20
Egypt	Givaudan Egypt SAE	USD	2,000
France	Givaudan Participation SAS	EUR	41,067
	Givaudan France Fragrances SAS	EUR	12,202
	Givaudan France Arômes SAS	EUR	2,028
Germany	Givaudan Deutschland GmbH	EUR	4,100
India	Givaudan (India) Private Ltd	INR	75,755
Indonesia	P.T. Givaudan Flavours and Fragrances Indonesia	IDR	801,217,155
	P.T. Quest International Indonesia	IDR	2,608,000
Italy	Givaudan Italia SpA	EUR	520
Japan	Givaudan Japan KK	JPY	1,000,000
Korea	Givaudan Korea Ltd	KRW	550,020
Malaysia	Givaudan Malaysia Sdn.Bhd	MYR	200
Mexico	Givaudan de Mexico SA de CV	MXN	53,611

Netherlands	Givaudan Nederland B.V.	EUR	402
	Givaudan Nederland Finance B.V.	EUR	40,718
	Givaudan Nederland Services B.V.	EUR	90
	Givaudan Treasury International B.V.	EUR	18
New Zealand	Givaudan NZ Ltd	NZD	71
Peru	Givaudan Peru SAC	PEN	25
Poland	Givaudan Polska Sp. Z.o.o.	PLN	50
Russia	Givaudan Rus LLC	RUB	9,000
Singapore	Givaudan Singapore Pte Ltd	SGD	24,000
South Africa	Givaudan South Africa (Pty) Ltd	ZAR	140,002
Spain	Givaudan Iberica, SA	EUR	8,020
Sweden	Givaudan North Europe AB	SEK	120
Thailand	Givaudan (Thailand) Ltd (79%)	THB	15,400
Turkey	Givaudan Aroma Ve Esans Sanayi Ve Ticaret Limited Sirketi	TRL	34
UK	Givaudan UK Ltd	GBP	70
	Givaudan Holdings UK Ltd	GBP	317,348
USA	Givaudan United States, Inc.	USD	0.05
	Givaudan Flavors Corporation	USD	0.1
	Givaudan Fragrances Corporation	USD	0.1
Venezuela	Givaudan Venezuela SA	VEB	4,500
	Quest International Venezuela CA (70%)	VEB	1,000

34. Disclosure of the Process of Risk Assessment

Risk management in Givaudan is an integral part of the business. It is a structured and continuous process of identifying, assessing and deciding on responses to risks. The reporting of the opportunities and threats that these risks create and how they might hinder the business in achieving its objectives is also part of managing risks.

Risk management is the responsibility of the Board of Directors, which empowers the Executive Committee to manage the overall company risk management process. The Group actively promotes the continuous monitoring and management of risks at the operational management level.

The Givaudan Risk Management Charter, established by the Board of Directors, focuses on formalising the process of dealing with the most relevant risks which may affect the business. The charter details the objectives and principles of risk management and offers a framework for a pragmatic and effective risk management process.

This process aims to be comprehensive, organised and documented in order to improve compliance with corporate governance regulations, guidelines and good practices; better understand the risk profile of the business; and provide additional risk-based management information for decision making.

The objectives of the Risk Management process are to continuously ensure and improve compliance with good corporate governance guidelines and practices as well as laws and regulations, where applicable; facilitate disclosure to key stakeholders of potential risks and the company's philosophy for dealing with them. At the same time, the process creates the awareness of all key executives of the magnitude of risks; provides risk-based management information for effective decision-making; and safeguard the values of the company and its assets, and protect the interests of shareholders.

Givaudan's management, at various levels, is accountable for ensuring the appropriateness, timeliness and adequacy of the risk analysis. Mitigation decisions are taken at individual and combined levels. This management is also responsible for implementing, tracking and reporting the risk mitigation directives of the Executive Committee, including periodic reporting to the Board.

The assessment continued to be performed through the collaboration of Internal Audit and the divisional management teams.

The Board of Director's Audit Committee also promotes the effective communication between the Board, Givaudan's Executive Committee, Corporate Internal Audit in order to foster openness and accountability.

Givaudan has carried out its annual review of internal controls over accounting and financial reporting. A risk assessment is performed throughout the Internal Control System for those identified risks which may arise from the accounting and financial reporting. Then, relevant financial reporting controls are defined for each risk.

Report of the statutory auditor
to the General Meeting of
Givaudan SA, Vernier

Deloitte SA
Route de Pré-Bois 20
Case Postale 1808
CH-1215 Genève 15
Tél: +41 (0)22 747 70 00
Fax: +41 (0)22 747 70 70
www.deloitte.ch

Report on the consolidated financial statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of Givaudan SA, which comprise the income statement, the statement of comprehensive income, the statement of financial position, the statement of changes in equity, the statement of cash flows and the notes presented on pages 74 to 122 for the year ended 31 December 2009. The prior year corresponding figures shown in the financial statements were audited by other auditors, whose report, dated 13 February 2009, expressed an unqualified opinion.

Board of Directors' Responsibility

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) and the requirements of Swiss law. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation and fair presentation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Directors is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law, Swiss Auditing Standards and International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2009 give a true and fair view of the financial position, the result of operations and the cash flows in accordance with International Financial Reporting Standards and comply with Swiss law.

Report on other legal requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO and article 11 AOA) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

Deloitte SA



Thierry Aubertin
Licensed Audit Expert
Auditor in Charge



Annik Jaton Hüni
Licensed Audit Expert

Geneva, 15 February 2010

Audit. Fiscalité. Conseil. Corporate Finance.

Member of Deloitte Touche Tohmatsu

STATUTORY FINANCIAL STATEMENTS OF GIVAUDAN SA (GROUP HOLDING COMPANY)

Income Statement for the Year Ended 31 December

<i>in millions of Swiss francs</i>	2009	2008
Income from investments in Group companies	114	69
Royalties from Group companies	479	425
Interest income from Group companies	34	53
Other income	494	400
Total income	1,121	947
Research and development expenses to Group companies	(197)	(185)
Interest expense to Group companies	(11)	(20)
Amortisation of intangible assets	(53)	(102)
Other financial expenses	(567)	(539)
Other expenses	(101)	(49)
Withholding taxes and capital taxes	(17)	(11)
Total expenses	(946)	(906)
Income before taxes	175	41
Income taxes	(2)	-
Net income	173	41

Statement of financial position as at 31 December

<i>in millions of Swiss francs</i>	Note	2009	2008
Cash and cash equivalents	3	533	163
Marketable securities		131	156
Accounts receivable from Group companies		58	90
Other current assets		29	90
Current assets		751	499
Investments in Group companies		2,919	2,930
Loans to Group companies		767	866
Other long-term investments	9	9	9
Intangible assets		497	486
Other long-term assets		17	13
Non-current assets		4,209	4,304
Total assets		4,960	4,803
Short-term loans from banks			80
Accounts payable to Group companies		131	140
Other payables and accrued liabilities		110	161
Current liabilities		241	381
Long-term loans from banks	4	1,646	1,899
Loans from Group companies		603	625
Other non-current liabilities		32	34
Non-current liabilities		2,281	2,258
Total liabilities		2,522	2,939
Share capital	6, 7	85	73
General legal reserve	6, 7	602	142
Reserve for own equity instruments	6, 7	160	160
Free reserve	6, 7	1,383	1,381
Retained earnings			
Balance brought forward from previous year		35	67
Net profit for the year		173	41
Equity		2,438	1,864
Total liabilities and equity		4,960	4,803

NOTES TO THE STATUTORY FINANCIAL STATEMENTS

1. General

The financial statements of Givaudan SA, Vernier near Geneva in Switzerland, are prepared in accordance with the provisions of Swiss company law and accepted business principles.

The Group has changed the presentation of prior year numbers where appropriate to ensure consistent presentation with this year's financial statements.

2. Valuation Methods and Translation of Foreign Currencies

Investments in, and loans to and from, Group companies are stated respectively at cost and nominal value less appropriate write-downs. Marketable securities are shown at the lower of cost and market value. Derivatives are re-valued at fair value.

In the balance sheet, foreign currency assets and liabilities are re-measured at year-end exchange rates with the exception of investments in Group companies which are valued at historical exchange rates. Foreign currency gains and losses are recognised in the income statement except for unrealised foreign currency gains which are deferred in the balance sheet.

3. Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents information includes an amount of CHF 398 million (2008: nil) related to the cash pooling agreements with a Group company.

4. Bonds

On 7 February 2003, Givaudan SA entered into a private placement for a total amount of CHF 50 million, redeemable in 2009 with an annual interest rate of 2.9%.

On 9 July 2003, Givaudan SA entered into a private placement for a total amount of CHF 100 million, redeemable in 2013 with an annual interest rate of 3.3%.

On 2 March 2007, Givaudan SA entered into a syndicated loan agreement for a total amount of CHF 1.9 billion. The outstanding amount of the syndicated loan at 31 December 2009 is CHF 925 million (2008: CHF 1,475 million) of which CHF 900 million (2008: 1,100 million) is based on a fixed rate of 2.82% (2008: 2.84%) in average, CHF 25 million (2008: CHF 375 million) is based on 1-month CHF LIBOR, the weighted average interest rate of the total syndicated loan borrowing is 3.10% (2008: 3.10%) at 31 December 2009. This syndicated loan contains a covenant with externally imposed capital requirements. Givaudan SA was in compliance with these requirements as at 31 December 2009.

On 23 May 2007, Givaudan SA entered into a private placement for a total amount of CHF 50 million, with maturity 21 May 2014, with an annual interest rate of 3.125%.

On 18 October 2007, Givaudan SA issued a 3.375% 4-year public bond (maturity 18 October 2011) with a nominal value of CHF 275 million.

On 19 February 2009, Givaudan SA issued a 4.25% 5-year public bond (maturity 19 March 2014) with a nominal value of CHF 300 million. The proceeds of CHF 297 million were mainly used to repay private placements at maturity for a total amount of CHF 90 million and to repay a portion of the syndicated loan for a total amount of CHF 174 million.

5. Guarantees

Guarantees issued in favour of Group companies amounted to CHF 1,050 million (2008: CHF 1,050 million).

6. Equity

As at 31 December 2009, the share capital amounts to CHF 84,968,010, divided into 8,496,801 fully paid-up registered shares, with a nominal value of CHF 10.00 each. Every share gives the right to one vote.

The Board of Directors has at its disposal conditional capital of a maximum aggregate amount of CHF 14,849,830 that may be issued through a maximum of 1,484,983 registered shares, of which a maximum of CHF 1,618,200 can be used for executive share option plans. The Board of Directors was authorised until 7 April 2008 to increase the share capital by up to CHF 10,000,000 through the issuance of a maximum of 1,000,000 fully paid-in registered shares with a par value of CHF 10.00 per share. At the Annual General Meeting on 26 March 2008, the shareholders approved the extension of the existing authorised capital of CHF 10,000,000 until 26 March 2010.

At the Annual General Meeting held on 26 March 2009 the distribution of an ordinary dividend of CHF 20.00 per share (2008: ordinary dividend of CHF 19.50 gross per share) in the form of cash (CHF 10.00) and one warrant (CHF 10.00) was approved. The warrants were tradable and were exchanged with a ratio of 31:1 for Givaudan shares within a limited period. In total, 226,837 shares were issued from conditional capital. In April 2009 this resulted in an increase of CHF 2,268,370 in share capital and an increase of CHF 72,587,840 in general legal reserve corresponding to the total value of the net proceeds received from the warrant executions.

On 11 June 2009 the Board of Directors announced an increase in the share capital through the issuance of 999,624 fully paid-in registered shares from authorised capital with a nominal value of CHF 10.00 each. The new shares were offered to all shareholders by the way of a rights issue which were traded from 17 June 2009 to 23 June 2009 on SIX Swiss Exchange. The exercise of 15 rights entitled the holder to subscribe for two new shares at a subscription price of CHF 420 per new share. On 29 June 2009, 999,624 shares were issued from the authorised capital. This resulted in an increase of CHF 9,996,240 in share capital and an increase of CHF 388,003,760 in general legal reserve corresponding to the total value of the net proceeds received from the rights executions.

Movements in own shares are as follows:

2009	Number	Price in Swiss francs			Total in millions of Swiss francs
		High	Average	Low	
Balance as at 1 January	158,245				160
Purchases at cost					
Sales and transfers at cost					
Issuance of shares					
Balance as at 31 December	158,245				160

2008	Number	Price in Swiss francs			Total in millions of Swiss francs
		High	Average	Low	
Balance as at 1 January	171,831				174
Purchases at cost	34,227	1,036.87	987.67	861.50	34
Sales and transfers at cost	(47,813)	1,009.24	1,008.31	1,004.85	(48)
Issuance of shares					
Balance as at 31 December	158,245				160

As at 31 December 2009, there are no other companies controlled by Givaudan SA that held Givaudan SA shares.

On 31 December 2009, Nestlé SA and Chase Nominees Ltd were the only shareholders holding more than 5% of total voting rights.

7. Movements in Equity

2009						
<i>in millions of Swiss francs</i>	Share Capital	General legal reserve	Reserve for own equity instruments	Free reserve	Retained earnings	Total
Balance as at 1 January	73	142	160	1,381	108	1,864
Registered shares						
Issuance of shares	12	460				472
Appropriation of available earnings						
Transfer to the general legal reserve						
Dividend paid relating to 2008				2	(73)	(71)
Transfer to/from the reserve for own equity instruments						
Net profit for the year					173	173
Balance as at 31 December	85	602	160	1,383	208	2,438
2008						
<i>in millions of Swiss francs</i>	Share Capital	General legal reserve	Reserve for own equity instruments	Free reserve	Retained earnings	Total
Balance as at 1 January	73	142	174	1,364	209	1,962
Registered shares						
Issuance of shares						
Appropriation of available earnings						
Transfer to the general legal reserve						
Dividend paid relating to 2007				3	(142)	(139)
Transfer to/from the reserve for own equity instruments			(14)	14		
Net profit for the year					41	41
Balance as at 31 December	73	142	160	1,381	108	1,864

8. List of Principal Direct Subsidiaries

The following are the principal direct subsidiaries of the company, which are wholly-owned unless otherwise indicated (percentage of voting rights):

Switzerland	Givaudan Suisse SA
	Givaudan Finance SA
	Givaudan International SA
Argentina	Givaudan Argentina SA
Australia	Givaudan Australia Pty Ltd
Austria	Givaudan Austria GmbH
Brazil	Givaudan Do Brasil Ltda
Chile	Givaudan Chile Ltda
China	Givaudan Frangrances (Shanghai) Givaudan Ltd
	Givaudan Flavors (Shanghai) Ltd
	Givaudan Specialty Products (Shanghai) Ltd
	Givaudan Hong Kong Ltd
Colombia	Givaudan Colombia SA
Czech Republic	Givaudan CR, S.R.O.
Denmark	Givaudan Scandinavia A/S
Ecuador	Givaudan Ecuador SA
Egypt	Givaudan Egypt SAE

France	Givaudan Participation SAS
Germany	Givaudan Deutschland GmbH
India	Givaudan (India) Private Ltd
Indonesia	P.T. Givaudan Flavours and Fragrances Indonesia
Italy	Givaudan Italia SpA
Japan	Givaudan Japan KK
Korea	Givaudan Korea Ltd
Malaysia	Givaudan Malaysia Sdn.Bhd
Mexico	Givaudan de Mexico SA de CV
Netherlands	Givaudan Nederland Services B.V. Givaudan Treasury International B.V.
Peru	Givaudan Peru SAC
Poland	Givaudan Polska Sp. Z.o.o.
Russia	Givaudan Rus LLC
Singapore	Givaudan Singapore Pte Ltd
South Africa	Givaudan South Africa (Pty) Ltd
Spain	Givaudan Iberica, SA
Sweden	Givaudan North Europe AB
Thailand	Givaudan (Thailand) Ltd (79%)
Turkey	Givaudan Aroma Ve Esans Sanayi Ve Ticaret Limited Sirketi
USA	Givaudan United States, Inc.
Venezuela	Givaudan Venezuela SA Quest International Venezuela CA (70%)

9. Jointly Controlled Entities

Name of joint venture	Principal activity	Country of incorporation	Ownership interest
TecnoScent	Olfactory receptor research	Belgium	50%

10. Board of Directors and Executive Committee Compensation

Information required by Swiss law, as per art. 663b^{bis} CO, on the Board of Directors and Executive Committee compensation are disclosed in the Givaudan consolidated financial statements, Note 32.

11. Disclosure of the Process of Risk Assessment

Givaudan SA is fully integrated into the risk management framework of the Givaudan Group. This risk management framework also addresses the nature and scope of business activities and the specific risks of Givaudan SA (refer to Note 34 in the consolidated financial statements of this financial report).

APPROPRIATION OF AVAILABLE EARNINGS OF GIVAUDAN SA

Proposal of the Board of Directors to the General Meeting of Shareholders

<i>in Swiss francs</i>	2009	2008
Net profit for the year	173,086,204	40,239,272
Balance brought forward from previous year	35,197,317	67,661,445
Total available earnings	208,283,521	107,900,717
Distribution of an ordinary dividend of CHF 20.60 gross per share (2008: CHF 10.00) ^a	175,034,101	72,703,400
Total appropriation of available earnings	175,034,101	72,703,400
Amount to be carried forward	33,249,420	35,197,317

a) At the Annual General Meeting held on 26 March 2009 the distribution of an ordinary dividend of CHF 20.00 per share in the form of cash (CHF 10.00) and one warrant (CHF 10.00) was approved.

Report of the statutory auditor
to the General Meeting of
Givaudan SA, Vernier

Deloitte SA
Route de Pré-Bois 20
Case Postale 1808
CH-1215 Genève 15
Tél: +41 (0)22 747 70 00
Fax: +41 (0)22 747 70 70
www.deloitte.ch

Report on the financial statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying financial statements of Givaudan SA, which comprise the income statement, the statement of financial position and notes presented on pages 124 to 129 for the year ended 31 December 2009. The prior year corresponding figures shown in the financial statements were audited by other auditors, whose report, dated 13 February 2009, expressed an unqualified opinion.

Board of Directors' Responsibility

The Board of Directors is responsible for the preparation of the financial statements in accordance with the requirements of Swiss law and the company's articles of incorporation. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Directors is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements for the year ended 31 December 2009 comply with Swiss law and the company's articles of incorporation.

Report on other legal requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO and article 11 AOA) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We further confirm that the proposed appropriation of available earnings complies with Swiss law and the company's articles of incorporation. We recommend that the financial statements submitted to you be approved.

Deloitte SA



Thierry Aubertin
Licensed Audit Expert
Auditor in Charge



Annik Jaton Hüni
Licensed Audit Expert

Geneva, 15 February 2010

Audit. Fiscalité. Conseil. Corporate Finance.

Member of Deloitte Touche Tohmatsu

GIVAUDAN WORLDWIDE

Country	Address	Legal Entity name	Fragrances	Flavours	Financing Services	Sales	Creation/ Application	Production
Argentina	San Lorenzo 4759, Esquina Ave Mitre, B 1605 IEO Munro, Prov. Buenos Aires	Givaudan Argentina SA		■		■	■	■
	Ruta 9 Panamericana, Km 36,5 B1667KOV Partido Malvinas Argentinas, Buenos Aires	Givaudan Argentina SA	■			■	■	■
Australia	12 Britton Street, Smithfield 2164, Sydney NSW	Givaudan Australia Pty Ltd		■				■
	Unit 36, 5 Inglewood Place Baulkham Hills 2153, Sydney NSW	Givaudan Australia Pty Ltd	■	■		■	■	
	14 Woodruff Street Port Melbourne 3217, Melbourne VIC	Givaudan Australia Pty Ltd		■		■		
Austria	Twin Tower Vienna, Wienerbergstrasse 11, A-1109 Vienna	Givaudan Austria GmbH		■		■	■	
Bermuda	Hamilton	Givaudan International Ltd			■			
		FF Holdings (Bermuda) Ltd			■			
		FF Insurance Ltd			■			
Brazil	Avenida Engenheiro Billings 2185, Jaguaré, São Paulo, SP - CEP 05321-010 Caixa Postal 66041	Givaudan do Brasil Ltda	■	■		■	■	■
Canada	2400 Matheson Blvd., East Mississauga, Ontario L4W 5G9	Givaudan Canada Co.		■		■		
Chile	Avda Del Valle 869, oficina 202-203 Ciudad Empresarial, Huechuraba	Givaudan Chile Ltda		■		■	■	
China	Unit 1201-1204, Tower A, Beijing Kelun, Building 12A, Guanghua Road, Chaoyang District, 100020 Beijing	Givaudan Fragrances (Shanghai) Ltd Beijing Branch	■			■		
	298 Li Shi Zhen Road, Zhangjiang High-Tech Park, Pudong New Area, Shanghai 201203	Givaudan Fragrances (Shanghai) Ltd	■			■	■	■
	17 Floor, Yin Zheng Mansion, 338# Huan Shi East Road, Guangzhou 510060	Givaudan Fragrances (Shanghai) Ltd Guangzhou Branch	■			■		
	210, Jiang Tian East Road, Songjiang Development Zone, Shanghai 201600	Givaudan Specialty Products (Shanghai) Ltd	■	■				■
	Unit 1201-1204, Tower A, Beijing Kelun, Building 12A, Guanghua Road, Chaoyang District, 100020 Beijing	Givaudan Flavors (Shanghai) Ltd Beijing Branch		■		■	●	
	17 Floor, Yin Zheng Mansion, 338# Huan Shi East Road, Guangzhou 510060	Givaudan Flavors (Shanghai) Ltd Guangzhou Branch		■		■	●	
	668 Jing Ye Road Jin Qiao Export Area, Pu Dong New Area, Shanghai 201201	Givaudan Flavors (Shanghai) Ltd		■		■	■	■
Colombia	Carrera 98 No. 25 G – 40, Bogotá D.C.	Givaudan Colombia SA	■	■		■	■	
Czech Republic	Klimentaska 10, 110 00 Praha	Givaudan CR, s.r.o.		■		■		
Denmark	Gøngehusvej 280, 2970 Hørsholm	Givaudan Scandinavia A/S		■		■		
Egypt	P.O. Box 95, Piece 37, Zone 3, 6th of October City	Givaudan Egypt SAE		■		■	■	■
Finland	Kauppakartanonkatu 7 A 44, 00930 Helsinki	Givaudan Suisse SA Finland Branch		■		■		
France	46, avenue Kléber, 75116 Paris	Givaudan France Fragrances SAS	■			■	■	
	55 Voie des Bans, BP 98, 95102 Argenteuil	Givaudan France Fragrances SAS	■			■	■	■
	55 Voie des Bans, BP 98, 95102 Argenteuil	Givaudan France Arômes SAS		■		■	■	
	19-23 Voie des Bans, BP 98, 95102 Argenteuil	Givaudan France Fragrances SAS	■					

● Application only

Country	Address	Legal Entity name	Fragrances	Flavours	Financing Services	Sales	Creation/ Application	Production
Germany	Giselherstrasse 11, 44319 Dortmund	Givaudan Deutschland GmbH		■		■	■	■
	Lehmweg 17, 20251 Hamburg	Givaudan Deutschland GmbH	■			■		
Hong Kong	17A, Lippo Leighton Tower 103-109, Leighton Road Causeway Bay, Hong Kong	Givaudan Hong Kong Ltd	■	■		■		
Hungary	Frankel Leo u. 20, H-1027, Budapest	Givaudan Schweiz AG Hungary Commercial Representative Office		■		■		
India	Plot No. 30, Survey No.168, Dabhel Industrial Estate, Daman 396210	Givaudan (India) Pvt Ltd	■	■				■
	Plot No. 26, 2nd Cross Jigani Industrial Area, Anekal Taluk, Jigani 562 106 Karnataka	Givaudan (India) Pvt Ltd	■	■			■	■
	Bonanza 'A' Wing, 402-412 Sahar Plaza Complex, J.B. Nagar M. V. Road, Andheri (East) Mumbai 400 059	Givaudan (India) Pvt Ltd	■				■	
	401, Akruiti Centre Point, 4th Floor MIDC-Central Road, MIDC, Andheri East Mumbai 400 093	Givaudan (India) Pvt Ltd	■	■		■	■	
	Block B, Vatika Atrium, Golf Course Road, Sector 53, Gurgaon (NCR)	Givaudan (India) Pvt Ltd	■	■		■		
Indonesia	Jl. Raya Jakarta-Bogor Km 35, Cimanggis 16951, Depok, West Java	PT. Quest International Indonesia	■	■			■	■
	Menara Anugrah 7th-9th Floor, Kantor Taman E3.3, Jl. Mega Kuningan Lot 8.6-8.7, Kawasan Mega Kuningan, Jakarta 12950	PT. Quest International Indonesia	■	■		■	■	
	Menara Anugrah 9th Floor, Kantor Taman E3.3, Jl. Mega Kuningan Lot 8.6-8.7, Kawasan Mega Kuningan, Jakarta 12950	PT. Givaudan Flavours and Fragrances Indonesia	■	■		■	■	
Italy	Via XI Febbraio 99, 20090 Vimodrone, Milano	Givaudan Italia SpA	■	■		■	●	
Iran	P.O. Box 15175/534 – No. 202-204, Gol Bld., Gol Alley, After Park Saei, Vali Asr, Tehran	Givaudan Suisse SA Iran Branch	■	■		■		
Japan	3014-1 Shinohara-cho, Kohoku-ku, Yokohama-shi, Kanagawa 222-0026	Givaudan Japan KK	■			■	■	
	3056 Kuno, Fukuroi-shi, Shizuoka 437-0061	Givaudan Japan KK		■				■
	3-23, Shimomeguro 2-chome, Meguro-ku, Tokyo 153-0064	Givaudan Japan KK		■		■	■	
Malaysia	A-901 Menara 1, Kelana Brem Towers, Jalan SS 7/15 (Jalan Stadium) 47301 Petaling Jaya, Selangor Darul Ehsan	Givaudan Malaysia Sdn Bhd	■	■		■	●	
Mexico	Camino a Quintanares Km. 1.5, Pedro Escobedo, Queretaro 76700	Givaudan de México SA de CV	■			■		■
	Av. Eje Norte-Sur No. 11 Civac, 62578 Jiutepec Morelos	Givaudan de México SA de CV		■		■	■	■
	Av. Paseo de la Reforma #2620, piso 12 Edificio Reforma Plus, Col. Lomas Altas, 11950 Mexico, D.F	Givaudan México SA de CV		■		■		
	Av. Paseo de la Reforma #2620, piso 9 Edificio Reforma Plus, Col. Lomas Altas, 11950 Mexico, D.F	Givaudan México SA de CV	■			■	■	
Netherlands	Huizerstraatweg 28, 1411 GP Naarden	Givaudan Nederland BV	■	■		■	■	■
	Huizerstraatweg 28, 1411 GP Naarden	Givaudan Nederland Services BV			■			
	Huizerstraatweg 28, 1411 GP Naarden	Givaudan Nederland Finance BV			■			
	Huizerstraatweg 28, 1411 GP Naarden	Givaudan Treasury International BV			■			
	Nijverheidsweg 60, 3771 ME Barneveld	Givaudan Nederland BV		■				■

● Application only

Country	Address	Legal Entity name	Fragrances	Flavours	Financing Services	Sales	Creation/ Application	Production
New Zealand	2 Birmingham Road, East Tamaki, Auckland	Givaudan NZ Ltd		■		■	■	
Peru	Av. Victor Andrés Belaúnde 147, Centro Empresarial Real, Torre Real 1 Piso 11, San Isidro 27 Lima	Givaudan Peru SAC	■	■		■	●	
Philippines	37/F Robinsons Equitable Tower, ADB Avenue corner Poveda Street, Ortigas Center, 1605 Pasig City	Givaudan Singapore Pte Ltd, Philippines Regional Headquarters	■	■		■	●	
Poland	ul. Podchorążych 83, 00-722 Warszawa	Givaudan Polska Sp. z o.o.	■	■		■		
Russia	Riverside Towers Business Centre Kosmodamianskaya nab., 52/1, Floor 8, 115054 - Moscow	Givaudan Rus LLC		■		■	■	
	Ocean Plaza Business Centre, floor 7, Sushevskiy val 12, 127055 - Moscow	Givaudan Rus LLC	■			■	■	
Singapore	1 Woodlands Avenue 8, Singapore 738972	Givaudan Singapore Pte Ltd	■	■		■	■	■
South Africa	9-11 Brunel Road, Tulisa Park, 2197 Johannesburg	Givaudan South Africa (Pty) Ltd		■		■	■	■
	51A Galaxy Avenue, Linbro Business Park Frankenwald, Sandton 2065	Givaudan South Africa (Pty) Ltd	■			■	■	
South Korea	11/F, Trust Tower Bldg, 275-7 Yangjae-Dong, Seocho-Gu, Seoul 137-739	Givaudan Korea Ltd	■			■	●	
	12/F, Trust Tower Bldg, 275-7 Yangjae-Dong, Seocho-Gu, Seoul 137-739	Givaudan Korea Ltd		■		■	●	
Spain	Colquide, 6 Edificio Prisma I, 2a Planta 28231 Las Rozas, Madrid	Givaudan Ibérica, SA		■		■		
	Pla d'en Battle s/n, 08470 Sant Celoni, Barcelona	Givaudan Ibérica, SA	■	■		■	■	■
	Edificio Géminis, Bloque B 1º, 2a Parque de Negocios Mas Blau, 08820 El Prat de Llobregat, Barcelona	Givaudan Ibérica, SA	■			■		
Sweden	Råbyholms Allé 4, 223 55 Lund	Givaudan North Europe AB		■		■		
Switzerland	<i>Corporate Headquarters</i>							
	5, Chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier	Givaudan SA			■			
	5, Chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier	Givaudan International SA			■			
	5, Chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier	Givaudan Finance SA			■			
	5, Chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier	Givaudan Suisse SA	■			■	■	■
	138, Überlandstrasse, 8600 Dübendorf	Givaudan Schweiz AG	■	■		■	■	■
	8310 Kempthal	Givaudan Schweiz AG		■			■	■
Taiwan	7/F N° 303, Sec.4, Hsin Yi Road, Tapei 106	Givaudan Singapore Pte Ltd Taiwan Branch	■	■		■	●	
Thailand	719 KPN Tower, 16 & 25 Floor, Rama 9 Road, Bangkok, Huaykwang Bangkok 10310	Givaudan (Thailand) Ltd	■	■		■	■	
Turkey	Park Maya Bloklat Barclay 19 a Daire 3-6-7, 34335 Akatlar, Istanbul	Givaudan Aroma ve Esans Sanayi ve Ticaret Ltd. Sti.	■	■		■		
UAE	Gulf Tower 901-902, P.O. Box, 33170 Dubai	Givaudan Suisse SA Representative Office in Dubai		■		■	■	
	P.O. Box No. 33170, Floor 21, Offices 2109-2114, Concord Tower, Media City, Tecom Zone, Dubai	Givaudan Suisse SA Representative Office in Dubai	■			■	■	

● Application only

Country	Address	Legal Entity name	Fragrances	Flavours	Financing Services	Sales	Creation/ Application	Production
UK	Magna House, 76-80 Church Street, Staines, Middx. TW18 4XR	Givaudan UK Ltd	■			■		
	Chippenham Drive, Kingston MK10 OAE, Milton Keynes	Givaudan UK Ltd		■		■	■	
	Kennington Road, Ashford, Kent TN24 0LT	Givaudan UK Ltd	■			■	■	■
	Bromborough Port, Wirral, Merseyside, CH62 4SU	Givaudan UK Ltd		■		■	■	■
Ukraine	Pimonenko Str. 13, 6B/18 Kiev 04050	Givaudan Suisse SA Representative Office in Ukraine		■		■		
US	880 West Thorndale Avenue, Itasca, IL 60143	Givaudan Flavors Corporation		■				■
	5115 Sedge Boulevard, Hoffman Estates, IL 60192	Givaudan Flavors Corporation		■		■	■	
	1199 Edison Drive 1-2, Cincinnati, OH 45216	Givaudan Flavors Corporation		■		■	■	
	Merry Lane, East Hanover, NJ 07936	Givaudan Flavors Corporation		■		■	■	■
	9500 Sam Neace Drive, Florence KY 41042	Givaudan Flavors Corporation		■				■
	4705 U.S. Highway, 92 East Lakeland, FL 33801-9584	Givaudan Flavors Corporation		■		■		■
	110 East 69th Street, Cincinnati, OH 45216	Givaudan Flavors Corporation		■				■
	International Trade Center, 300 Waterloo Valley Road, Mount Olive, NJ 07828	Givaudan Fragrances Corporation	■					■
	40 West 57th St. 11th floor, New York, NY 10019	Givaudan Fragrances Corporation	■			■	■	
	717 Ridgedale Avenue, East Hanover, NJ 07936	Givaudan Fragrances Corporation	■			■	■	
	1702 Eska Way Silverton, OR 97381	Pacific Pure-Aid Company		■		■	■	■
Venezuela	Calle Veracruz con calle Cali, Torre ABA, Piso 8, Ofic 8A, Las Mercedes, CP 1060, Caracas	Givaudan Venezuela SA	■	■		■	●	
Vietnam	Giay Viet Plaza 5th Fl., 180-182 Ly Chinh Thang Street District 3, Ho Chi Minh City	Givaudan Singapore Pte Ltd Representative Office in Vietnam	■	■		■	●	

● Application only

CONTACT

Givaudan SA

Chemin de la Parfumerie 5
CH – 1214 Vernier, Switzerland
www.givaudan.com

General information:

T + 41 22 780 91 11
F + 41 22 780 91 50

Media and investor relations:

T + 41 22 780 90 53
F + 41 22 780 90 90

Share registry:

SAG SEGA Aktienregister AG
Postfach
CH-4601 Olten
Switzerland
T + 41 62 205 36 95
F + 41 62 205 39 66

CREDITS

Photos

Courtesy of Givaudan employees
Alexandre Isard

Design and Typesetting

Petronio Associates, Paris, France
Latitudesign, Nyon / Vaud, Switzerland

Photolithography

Scan Graphic SA
Nyon / Vaud, Switzerland

Printing

Vögel Druckzentrum
Langnau / Bern, Switzerland

The Givaudan Annual Report is published in English,
German and French

The Givaudan Financial Report is published in English
All trademarks mentioned enjoy legal protection
Printed in Switzerland

© Givaudan SA, 2010

